Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 9470743
Centre d'intérêt: 080

Dandurand, Pierre.

Les grandes orientations de la recherche en sociologie de l'éducation au Québec : un bilan bibliographique / Pierre Dandurand, Roland Ouellet. -- [Sainte-Foy] : Université Laval, Laboratoire de recherche en administration et politique scolaires, 1990.
vi, 154 p. ; 22 cm. -- (Les Cahiers du LABRAPS. Etudes et documents ; 6)

Résumé en quatrième de couv. Bibliogr.: p. 83-148.

ISBN 2-89326-015-2

Vedette(s)-secondaire(s): Ouellet, Roland * Université Laval. Laboratoire de recherche en administration et politique scolaires

Descripteur(s): Sociologie de l'éducation * Revue de la recherche * Accès à l'éducation * Emploi * Politique gouvernementale * Réforme scolaire * Sélection des étudiants * Apprentissage * Socialisation * Enseignant

Ce bilan rend compte de l'évolution de la recherche en sociologie de l'éducation durant la période 1976-1986. Les travaux relevés ont été regroupés autour de cinq thèmes: accessibilité à l'enseignement, éducation et emploi, politiques scolaires, impact de l'organisation scolaire sur la socialisation et l'apprentissage, profession d'enseignant. On retrouve également dans ce bilan des notes sur le développement de champs limitrophes à la sociologie de l'éducation ainsi que sur les pratiques de recherche en sociologie de l'éducation.

Type de document:

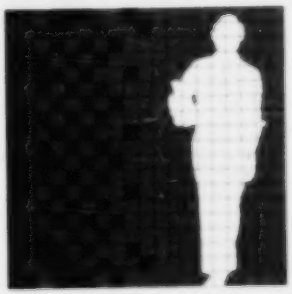
UNIVERSITÉ LAVAL
Faculté des sciences de l'éducation

LES GRANDES ORIENTATIONS DE LA RECHERCHE EN SOCIOLOGIE DE L'ÉDUCATION AU QUÉBEC:

un bilan bibliographique

Pierre Dandurand, Université de Montréal
Roland Ouellet, Université Laval

SÉRIE ÉTUDES ET DOCUMENTS VOLUME 6, 1990



LES CAHIERS DU LABRAPS
Laboratoire de recherche en administration et politique scolaires

702276

94-70743

Les grandes orientations de la recherche en sociologie de l'éducation au Québec : un bilan bibliographique

Pierre Dandurand
Roland Ouellet

1990

X07022760

71-2018
202276

Dépôt légal 2e trimestre 90
Bibliographie nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 0824-0736
ISBN 2-89326015-2

© LABRAPS

AVANT-PROPOS

L'idée d'écrire cet ouvrage est survenue à la suite d'une communication présentée par les auteurs au 1er Congrès des sciences de l'éducation de langue française du Canada, tenu à Québec du 13 au 15 mai 1987. Le texte de cette communication, intitulé «Bilan de la recherche en sociologie de l'éducation» devait au fil des ans et des commentaires reçus prendre des proportions suffisamment larges pour donner lieu à la présente publication.

Cet ouvrage ne prétend pas retracer l'ensemble des contributions de la sociologie de l'éducation au Québec, de ses origines à nos jours. Par ailleurs, même pour la période considérée, on ne saurait y trouver un relevé exhaustif de tout ce qui a été écrit dans le domaine. Le présent bilan porte principalement sur la période 1976-1986, tout en tenant compte, mais de façon moins systématique, des publications plus récentes.

Nous tenons à remercier tous ceux et celles qui ont lu et critiqué les différentes versions de cet ouvrage et en particulier, les membres anonymes du comité de lecture du Labraps qui ont évalué le manuscrit et qui ont formulé des suggestions fort pertinentes pour la rédaction finale du texte. Nous tenons aussi à remercier M. Claude Deblois, directeur du Labraps, qui a bien voulu assurer la publication de ce texte dans le cadre de la présente collection, «Les Cahiers du Labraps».

Nous voulons aussi souligner l'excellent travail de Mesdames Huguette Brousseau et Joyce Kelly qui ont dactylographié les différentes versions du manuscrit.

Enfin, nous tenons à mentionner que cet ouvrage a été rendu possible, grâce au Fonds FCAR accordé à l'Université Laval dans le cadre du programme de subvention «Rapports et mémoires de recherche».

Pierre Dandurand, professeur, Département de sociologie, Université de Montréal, Montréal

Roland Ouellet, professeur, Département d'administration et politique scolaires, Université Laval, Ste-Foy (Québec)

TABLE DES MATIÈRES

page

INTRODUCTION 1

CHAPITRE I:
Accès différentiel des groupes sociaux à l'enseignement 7

CHAPITRE II:
Éducation et emploi 21

CHAPITRE III:
Les politiques scolaires et les enjeux qui les sous-tendent 35

CHAPITRE IV:
Organisation, socialisation et apprentissage 49

CHAPITRE V:
La profession d'enseignant..... 61

CHAPITRE VI:
Notes sur le développement de champs limitrophes à la sociologie de l'éducation 65

CHAPITRE VII:
Notes brèves sur les pratiques de recherche en sociologie de l'éducation..... 75

CONCLUSION 79

BIBLIOGRAPHIE..... 81

ANNEXE

1. Revues et cahiers 149
2. Centres de recherches, d'études et de documentation 151
3. Bibliographies et bilans bibliographies..... 153

INTRODUCTION

Au cours des dix ou quinze dernières années, les recherches dans le domaine de la sociologie de l'éducation ont été très nombreuses. De plus, marqué par la conjoncture théorique et historique, le champ de la recherche a évolué considérablement. À la fois les perspectives d'analyse, le choix des objets et même l'approche méthodologique ont subi des changements notables. De telle sorte que si l'on voulait dès maintenant décrire brièvement la situation présente, on pourrait la caractériser par un éclatement des objets d'analyse et par un questionnement tant sur le plan théorique que sur le plan méthodologique. C'est du moins une conclusion à laquelle mène un examen, dans ses grandes lignes, des contours et de l'évolution du champ de la recherche.

Cet examen que nous avons entrepris repose d'abord sur le dépouillement systématique d'une vingtaine de revues spécialisées pour une période allant de 1976 à 1986[1]. On a aussi pris en compte les ouvrages publiés en sociologie de l'éducation au cours de la même période et un certain nombre de rapports de recherche édités par le ministère de l'Éducation, le Conseil supérieur de l'éducation, le Conseil de la langue française et autres institutions du même genre au Québec. N'ont cependant pas été inventoriés systématiquement les thèses et mémoires produits durant ces années. Cette entreprise n'a

---

(1) On retrouve ici, par la force des choses, certains éléments d'un bilan qu'un des co-auteurs a écrit en 1984 (Dandurand, 1984). Mais ce texte s'appuie sur une documentation plus systématique, intègre les publications les plus récentes et s'enrichit de la perspective d'un second auteur.

pu se réaliser compte tenu de nos moyens limités, toutefois il serait important que cet inventaire soit réalisé à brève échéance. Bien que prenant ainsi appui sur un nombre impressionnant de travaux publiés, notre lecture de la situation de la recherche demeure par ailleurs marquée par nos biais et nos intérêts respectifs et ainsi ne prétend pas à une pleine exhaustivité ni à une complète objectivité.

Les travaux en sociologie de l'éducation ont été regroupés autour de cinq thèmes: l'accessibilité à l'enseignement, l'éducation et l'emploi, les politiques scolaires, l'impact de l'organisation scolaire sur la socialisation et l'apprentissage, la profession d'enseignant. À ces thèmes s'ajoute une note sur la méthodologie et quelques considérations sur des domaines limitrophes comme l'histoire, l'économie de l'éducation, la sociologie de la science, les sciences politiques, etc.

Parmi les thèmes choisis, certains se sont imposés d'eux-mêmes. Il s'agit des deux premiers: accessibilité et éducation/emploi. Ce sont ceux sous lesquels s'est poursuivi le plus grand nombre de recherches. On comprend qu'il en soit ainsi puisqu'ils renvoient l'un et l'autre aux objectifs les plus importants de la réforme des années 1960: démocratisation de l'accès à l'enseignement et qualification de la main-d'oeuvre.

Les deux thèmes suivants, politiques scolaires et organisation, socialisation et apprentissage, regroupent aussi un nombre important de recherches et constituent des aires spécifiques d'analyse. Nous leur avons accordé une attention particulière. Dans le cas des politiques scolaires on souhaite surtout de cette façon souligner l'importance de cette aire de recherche qui permet de saisir les enjeux culturels et sociaux, souvent majeurs, qui sous-tendent ces politiques; dans le cas de l'analyse des facteurs de socialisation et d'apprentissage, il s'agit d'avaliser un intérêt pour des objets classiques de la recherche en sociologie de l'éducation, objets qui, par ail-

leurs, ont regagné une certaine centralité sous le coup des mouvements en faveur de la qualité de l'enseignement.

Le dernier thème, la profession enseignante, parle de soi: les enseignants constituent à eux seuls un des axes majeurs du système scolaire. On verra cependant que, malgré leur importance, relativement peu de recherches leur sont consacrées.

Quelques préalables

Il n'est pas possible de comprendre ce qu'il advient de l'analyse sociologique de l'éducation au cours de la dernière décennie sans se resituer, ne serait-ce que très rapidement, dans la conjoncture des années 1970 et du début des années 1980. Tout particulièrement il faut rappeler la situation de l'éducation au Québec et aussi celle de la sociologie comme discipline appliquée à l'analyse du système scolaire.

Dans le domaine de l'éducation au Québec, le début des années soixante-dix nous semble d'abord marqué par un premier sentiment: celui de la fin d'une période de grande effervescence où bien des espoirs étaient permis. Le tempo de la réforme scolaire est pour ainsi dire tombé. La lourdeur d'un système fortement centralisé commence à se faire sentir. Mais surtout on est en mesure de constater déjà les limites de cette réforme: le grand idéal de démocratisation n'est que bien partiellement réalisé; la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée se bute à des difficultés, les jeunes par exemple s'orientant en nombre moins grand que prévu vers l'enseignement professionnel; enfin, le budget de l'éducation plafonne et l'État porte plutôt son attention et ses priorités sur le secteur de la santé. Avec l'avènement de la crise économique, marquée par la montée fulgurante du prix du pétrole en 1973, tout laisse croire qu'on s'installe pour de bon dans la contre-réforme. Voilà en bref le portrait de la

conjoncture au début de la période qui nous concerne. Cette situation se prête bien, comme nous le verrons, à des bilans et à des bilans très critiques.

Par ailleurs, au cours de la décennie qui va de 1976 à 1986, d'autres éléments de la conjoncture auront un impact direct sur l'éducation au Québec. Si pour un moment l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois en 1976 fera naître l'espoir d'un parachèvement de la réforme scolaire des années 1960, il faudra rapidement déchanter. Cependant, sous un autre aspect, ce tournant de la scène politique québécoise aura des répercussions majeures sur le système d'enseignement. Il s'agit plus particulièrement du vote de la Loi 101 remettant au réseau scolaire francophone le soin de recevoir les enfants des nouveaux immigrants. Ainsi, la montée du nationalisme entraîne des retombées directes dans le champ scolaire. En même temps un autre grand mouvement social de la dernière décennie, le féminisme, va lui aussi provoquer des changements très importants dans la culture et l'organisation de l'école québécoise. Enfin, au début des années 1980, l'accentuation de la crise économique et l'affermissement de l'idéologie néo-libérale ébranleront, par des voies différentes, les grandes orientations que le Québec depuis vingt ans s'était données en matière scolaire.

Au cours de la même période, le champ de la sociologie et celui de la sociologie de l'éducation ont de leur côté évolué considérablement, sous l'effet de la conjoncture socio-politique mais aussi selon une logique qui leur est propre[1]. Au tournant des années 1970, la sociologie de l'éducation a été marquée par une extraordinaire effervescence sur le plan théorique. C'est la remise en question du paradigme fonctionnaliste et la dominance d'une approche radicale qui

---

(1) Pour une analyse plus développée sur cette question, voir Dandurand et Ollivier (1987).

tend à se polariser autour du marxisme. On voit aussi des sociologues libéraux critiquer l'analyse libérale elle-même et en proposer une nouvelle lecture. C'est le cas par exemple de Boudon.

Une bonne partie des recherches entreprises au Québec se sont inspirées de ces débats ou se sont inscrites directement dans leur prolongement. La conjoncture s'y prêtait avec l'essoufflement de la réforme scolaire. On voit ainsi quelques publications du début des années 1970, directement inspirées du structuro-marxisme, recevoir une grande publicité, soit le livre d'Escande (1973) sur Les classes sociales au cégep et le cahier de la Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.) (1972) L'école au service de la classe dominante.

À ce moment d'effervescence et de polarisation autour d'une approche radicale, a succédé, dans le champ de la sociologie de l'éducation, une remise en question du paradigme marxiste, remise en question qui atteint même ses propres adeptes. On assiste au cours de la période allant de 1976 à 1986 à un éclatement de l'objet avec cependant une tendance à revaloriser une analyse plus micro-sociologique, à donner plus d'espace à la dimension culturelle des processus scolaires, à favoriser une perspective mettant l'accent sur le sujet et la dynamique des groupes sociaux plutôt que sur les structures. Ce mouvement de l'analyse s'observe très bien ici mais il dépasse largement les frontières québécoises et prend sa source dans le "collège invisible" que forme la communauté internationale des sociologues.

Un dernier aspect du développement de la sociologie de l'éducation doit être souligné. Quand on procède au décompte des recherches et des titres publiés dans ce domaine spécifique de la sociologie, on ne manque pas de s'étonner de leur nombre. C'est que la sociologie de l'éducation a largement profité du mouvement plus général d'institutionnalisation de la sociologie qui s'est affirmé durant les années 1960. Elle a profité aussi de l'arrivée sur la scène universitaire des facultés des sciences de l'éducation. Par ailleurs,

en dehors de l'enceinte universitaire, elle a essaimé dans les grandes et petites bureaucraties publiques ou para-publiques, comme le M.E.Q., le Conseil de la langue française, le Conseil supérieur de l'éducation, le Conseil scolaire de l'Île de Montréal et aussi dans quelques associations, dans quelques centres de recherche comme l'Institut québécois de recherche sur la culture et l'ancien I.N.R.S.-Éducation. Voilà ce qui permet d'expliquer, au moins en partie, le grand nombre de publications, plus de 400 titres, en une décennie.

Allons maintenant voir de plus près et sous chacun des grands thèmes énoncés comment, dans cette conjoncture que nous venons d'esquisser, les sociologues ont élaboré l'étude et l'analyse de la question scolaire au Québec.

CHAPITRE I

ACCÈS DIFFÉRENTIEL DES GROUPES SOCIAUX À L'ENSEIGNEMENT

ACCÈS DIFFÉRENTIEL DES GROUPES SOCIAUX À L'ENSEIGNEMENT

Il s'agit du thème qui regroupe sans doute le plus grand nombre de recherches. À travers ces recherches, il y a d'abord la tentative de vérifier jusqu'à quel point un des objectifs majeurs de la réforme scolaire s'est réalisé ou non, jusqu'à quel point il y a eu véritablement une démocratisation de l'accès aux différents niveaux et lieux du système scolaire. C'est donc un questionnement qui prend source dans la conjoncture historique de l'après-réforme. Mais il a été aussi profondément marqué par la situation de la théorie en sociologie.

Ainsi, au début des années 1970, il y a au Québec, comme en écho aux grands débats théoriques qui animent la communauté des sociologues et qui correspond, comme nous l'avons déjà souligné, à la prédominance d'un certain marxisme, polarisation des discussions et études autour du rôle de l'école dans la reproduction des classes sociales. Il faut cependant reconnaître que peu de recherches, en dehors de celle d'Escande (1973), des analyses rapides de la C.E.Q. (1972, 1974) et de quelques études partielles publiées dans Défi et dilemme (1972), permettaient d'asseoir sur des données d'importance un examen attentif de la place de l'école québécoise dans la reproduction des classes sociales. C'est effectivement davantage vers la deuxième moitié des années 1970 que seront diffusés des résultats de recherches empiriques portant sur de grands échantillons et qui permettent de

mieux saisir ce rôle de l'appartenance de classe dans la scolarisation. Une étude qui nous semble exemplaire dans cette perspective est celle d'Alain Massot, Cheminements scolaires dans l'école québécoise après la Réforme (1981). S'appuyant sur les données de la recherche A.S.O.P.E., Massot démontre, sans doute possible, comment le cheminement scolaire, du secondaire V à l'entrée à l'université, est marqué par l'appartenance de classe des jeunes. Par ailleurs, il tente dans une première partie de son travail de se situer non seulement par rapport aux marxistes mais aussi par rapport à Pierre Bourdieu et J.C. Passeron (1970), et à Raymond Boudon (1973) qui ont tous profondément marqué, comme on le sait, l'analyse sociologique de l'appareil scolaire au tournant des années 1970.

D'autres travaux poursuivis à partir des mêmes données vont contribuer à documenter encore la participation de l'école à la reproduction des classes: par exemple, l'étude de Louise Laforce (1979) sur les aspirations scolaires, celle de Pierre Roberge (1979) sur le passage des jeunes à la vie active.

Dans les années 80, toujours à partir des données d'ASOPE, les analyses sur les rapports classes sociales/éducation se sont poursuivies. Cela s'est fait le plus souvent à l'occasion de thèses de doctorat. Signalons celles d'Assogba (1984) sur les aspirations des jeunes du secondaire et de Mellouki (1984) sur les processus décisionnels présidant aux orientations scolaires des jeunes. L'une et l'autre de ces thèses prennent appui sur la théorie de la rationalité des acteurs de Boudon et cherchent ainsi à marquer des distances par rapport à une analyse qui privilégie l'effet des structures. Par des voies différentes, c'est aussi ce que Léon Bernier (1986 et, Bernier in Dumont, 1986) tente d'établir. Il arrive à montrer l'importance des orientations symboliques comme indicateurs des orientations scolaires qui se révèlent par ailleurs largement en lien avec l'origine de classe.

Si les riches données de l'enquête ASOPE ont donné naissance à de multiples études, quelques recherches additionnelles ont aussi été entreprises en parallèle ou ultérieurement. C'est ainsi que Dandurand et Fournier (1979 et 1980), à la suite d'une enquête auprès des étudiants universitaires du Québec, ont analysé le développement de l'enseignement universitaire québécois en montrant le rôle névralgique de l'université dans le maintien ou la transformation des rapports de classe au Québec.

On compte par ailleurs trois ouvrages à portée plus générale où la problématique des inégalités scolaires et, par voie de conséquence, les rapports classes sociales/éducation, tiennent une grande place: la synthèse de Mireille Lévesque (1979), L'égalité des chances en éducation; le recueil de textes de Renée Cloutier, Jean J. Moisset et Roland Ouellet (1983), Analyse sociale de l'éducation et celui de Manuel Cre. po et Claude Lessard (1985), Éducation en milieu urbain. Dans ce dernier, toute une section est consacrée au problème spécifique de l'éducation en milieu défavorisé. Et là plus qu'ailleurs s'inscrit en clair la distance qui sépare l'école des milieux populaires, comme le montre bien les études de Hohl (1982b) et de La Perrière (1977).

Plus récemment, Pierre Chénard (1986) a étudié le passage du cégep à l'université en laissant voir que l'orientation à ce niveau serait moins liée à l'origine sociale qu'à des facteurs scolaires, en particulier à la réussite en mathématiques. Et dans le même numéro de la revue Recherches sociographiques, Pierre W. Bélanger (1986) reposait la question du rôle des cégeps dans la mobilité sociale des jeunes du secteur professionnel, parlant non plus d'une fonction de "cooling out" mais de "warming up", comme si le sursis donné à certains jeunes, permettait une révision à la hausse de leurs aspirations et projets scolaires.

Ce sont là quelques indications intéressantes du requestionnement sur les rapports entre éducation et classes sociales, reques-

tionnement qui est certes l'un des nouveaux "noeuds" de la recherche. Non pas, pensons-nous, qu'on puisse réfuter le fait que le système scolaire québécois de l'après-réforme continue à opérer une sélection en fonction des classes. Au contraire, c'est un des acquis de la recherche d'avoir su documenter cette question. Mais restent des interrogations quant au rôle précis que l'école, à travers ses différents niveaux et lieux, joue dans la production-reproduction des classes. Ainsi, on accorde de plus en plus de poids à des facteurs d'ordre psycho-social (image de soi, rapport au temps, aspirations) ou scolaire (réussite, programme) qui médiatisent ou même entravent une première détermination de classe. Reste aussi une interrogation plus lourde de conséquences pour l'analyse sociologique: est-ce que la division de la société en classes demeure l'axe majeur de structuration de sociétés comme la nôtre, parvenues à un stade qu'on dit post-moderne? En effet, le travail d'analyse a de plus en plus révélé la profondeur des autres divisions sociales que l'école contribue toujours à reproduire comme nous allons le voir dans les paragraphes qui suivent.

En avançant dans les années 1970, alors même que nous disposons de données empiriques de plus en plus solides permettant d'asseoir et de préciser le rôle de l'école dans la reproduction élargie des classes sociales, le champ de la sociologie de l'éducation s'ouvre à de nouveaux intérêts et se porte sur d'autres objets.

Ces nouveaux intérêts et objets s'imposent en partie sous la force de mouvements sociaux. C'est le cas de la montée du féminisme et des rapports des femmes, comme groupe, à l'école; c'est le cas d'un certain mouvement en faveur de l'éducation des adultes; c'est le cas enfin, dans la foulée du mouvement nationaliste et des politiques de francisation (Loi 101), d'une plus grande sensibilité aux destins scolaires en fonction de l'appartenance à différents groupes socio-linguistiques ou encore à différents groupes ethniques.

De fait, dans le champ de la recherche en éducation, la situation évolue d'abord dans le sens d'une prise de conscience des clivages liés au sexe. Les premières études effectuées dans le domaine scolaire par le Conseil du statut de la femme, par exemple celle de Dunnigan (1976) sur le sexisme dans les manuels, datent du milieu des années 70. Par la suite, cette aire spécifique de recherche se développe pour finalment mettre à jour la place considérable de l'école dans la reproduction des rapports de sexe. Le livre de Francine Descarries-Bélanger, L'école rose... et les cols roses (1980), se situe spécifiquement dans cette lignée, utilisant l'approche marxiste de la reproduction des classes pour l'appliquer cette fois à l'étude de la reproduction de la division sociale des sexes. Non seulement la recherche dans ce domaine documente-t-elle la situation actuelle, mais sous l'égide d'historiennes telles que Dumont et Fahmy-Eid (1986) et Fahmy-Eid et Dumont (1983), elle poursuit un décapage de l'histoire de l'enseignement destiné aux filles.

Plusieurs articles paraissant dans la revue Orientation professionnelle (vg. Fahmy, 1982; Berthelot, 1984) s'arrêtent précisément à considérer les contraintes qui amenaient et amènent encore les filles à choisir des domaines d'études traditionnellement "féminins". Quelques sociologues ont aussi cherché à analyser la présence des femmes dans les domaines scientifiques (Descarries-Bélanger, 1980; Lasvergnas-Grémy, 1981). Et dernièrement, Renée Cloutier (1986) a regardé de près le processus d'admission des filles à l'Université Laval. Elle conclut qu'il n'y a pas de discrimination formelle, ni positive ni négative, à l'endroit des candidates à l'enseignement supérieur. Demeure cependant le fait que dans certains domaines d'études, en particulier ceux des sciences appliquées, on observe encore une sous-représentation féminine. Il en va de même si l'on regarde, sous cet angle, les effectifs étudiants des 2e et 3e cycles.

Il est bien clair que les clivages selon le sexe ne sont pas disparus de la scène scolaire. Cependant la situation des femmes a évolué très rapidement (Messier, 1984; Paquette 1989). C'est là un phénomène qui mériterait d'être analysé plus à fond. Jusqu'à quel point par exemple la rapidité dans l'évolution de la position des femmes dans le système scolaire marque-t-elle simultanément une transformation dans les modèles sociaux qui sont un point d'ancrage important de tout le processus de socialisation?

Le mouvement de démocratisation porté par la réforme des années 1960 ne cherchait pas seulement à faciliter l'accès à l'éducation indépendamment du milieu d'origine et du sexe. Il proposait aussi de rendre l'école plus largement ouverte aux adultes. Cet intérêt pour l'éducation des adultes, bien que présent au moment de la réforme, a cependant pris de l'ampleur, au début des années 1970, avec des débats par moments très vifs, autour des notions d'éducation permanente ou d'éducation récurrente. On pourra voir à ce propos le recueil de textes réunis par Gaston Pineau (1977). Des analyses ont été faites des politiques gouvernementales, en particulier des politiques fédérales de formation des adultes (Paquet et Bélanger, 1975; Dandurand, 1975). Mais, sans doute, une des contributions les plus importantes des études en ce domaine a été la mise à jour du phénomène de l'analphabétisme au Québec (Hautecoeur, 1978) alors que l'on croyait, par le biais de la réforme des années 1960, avoir assuré une scolarisation de base à tous, même aux plus démunis.

À la fin des années 1970, l'importance grandissante de l'éducation des adultes et les problèmes qui se posaient dans ce domaine ont abouti à la création d'une commission d'étude, la Commission Jean (1982). Ce groupe de travail, en plus de produire un volumineux rapport de réflexion et un projet de politique en éducation des adultes, a été l'occasion d'un large sondage sur les pratiques d'éducation des adultes (Dulude et al., 1982). Ce sondage nous a ré-

vélé des phénomènes qui ne manquent pas d'étonner: plus de la moitié de la population québécoise aurait participé d'une façon ou d'une autre à des activités de formation; une proportion importante de la population adulte s'engage dans des pratiques d'autodidaxie. On a aussi appris à travers une autre recherche de la Commission Jean l'importance de la formation qui se donne en milieu de travail (Paquet et al., 1982).

Enfin, c'est dans le domaine de l'éducation des adultes qu'on trouve le champ peu exploré de l'éducation populaire. C'est un volet à la frange de la sociologie de l'éducation mais important, à plus d'un titre. Les pratiques éducatives, qui s'y poursuivent, sont souvent présentées comme jouxtées à des pratiques de changement social, plus près des réalités des milieux desservis et moins scolaires (Ampleman et al., 1983). N'est-ce pas un contre-modèle intéressant à regarder de plus près? Il nous semble cependant que, dans les toutes dernières années, de façon générale, la recherche en éducation des adultes a diminué, et ce, probablement sous les effets de la crise.

Tel n'est cependant pas le cas des études sur l'accès différencié des groupes socio-linguistiques aux différents niveaux et lieux de l'appareil scolaire québécois. C'est en effet un thème de recherche qui s'est considérablement développé au cours des dernières années. Bien évidemment, ce développement est lié à la conjoncture politique. La loi 101, sanctionnée en 1977, qui légiférait sur la langue d'enseignement et la langue de travail, a contribué à attirer l'attention sur le rôle des institutions d'enseignement de langue anglaise. De même elle a contraint les immigrants à inscrire leurs enfants dans les écoles du réseau francophone avec les implications que l'on verra plus loin.

Certains travaux ont mis en évidence l'attraction de la langue anglaise, non seulement auprès des allophones mais aussi auprès des francophones. C'est notamment le cas de la vaste enquête, entreprise

sous l'égide du Conseil de la langue française, sur "la conscience linguistique des jeunes Québécois". (Locher et al., 1983). Par ailleurs, la recherche de Bernard, Demers, Grenier et Renaud (1979) sur l'évolution de la situation socio-économique des francophones et des non-francophones apporte des éléments importants pour saisir le rôle joué par l'éducation dans cette évolution des deux groupes socio-linguistiques. Plus récemment, l'étude de Dandurand (1986a) auprès des étudiants universitaires a permis de montrer l'accès différentiel des francophones, allophones et anglophones aux institutions et disciplines de niveau universitaire, et de prendre encore une fois la mesure des inégalités qu'entérinent et souvent renforcent les appareils scolaires. De leur côté, L. Sylvain, L. Laforce et C. Trottier (1985) arrivent à des résultats analogues en analysant, à partir cette fois des données d'ASOPE, le cheminement de jeunes francophones, anglophones et allophones du secondaire à l'université.

À la suite de ces recherches deux observations méritent d'être mentionnées: la première c'est la constatation d'un progrès, mais d'un progrès relatif, dans la scolarisation des francophones par rapport à celle des anglophones; une seconde pose l'existence d'un effet spécifique de l'appartenance à un grand groupe linguistique dans l'orientation et le cheminement scolaire. Cette dernière observation, ajoutée à d'autres établissant l'effet aussi spécifique de l'appartenance de sexe et de classe, amène à penser que, dans l'analyse des positions et des stratégies des groupes dans le champ scolaire québécois (et canadien), il est essentiel de tenir compte de cette triple appartenance renvoyant, dans les faits, aux grands clivages sociaux qui traversent notre société.

Le découpage en grands groupes linguistiques cache cependant chez les allophones une diversité qu'on ne peut plus négliger. Ainsi, presque par la force des choses, s'impose au Québec un champ nouveau de recherche en sociologie de l'éducation: l'étude des rap-

ports à l'école de multiples groupes ethniques qui, en dehors des francophones et des anglophones, représentent dorénavant en milieu métropolitain une partie importante des clientèles des commissions scolaires.

C'est là l'impact direct des nouvelles législations sur la langue d'enseignement et d'une politique d'immigration qui se voulait plus largement ouverte mais aussi plus pressée d'intégrer au Québec francophone les nouveaux venus.

Ces nouvelles politiques "nationalistes" nous placent dans une situation scolaire qui nous rapproche de celle que l'on a longtemps cru réservée aux autres (États-Unis, Angleterre et même Canada anglais). C'est ainsi que, par exemple, on voit rapidement apparaître dans les écoles de la C.E.C.M. des conflits raciaux avec l'arrivée entre autres de jeunes Asiatiques et de jeunes Haïtiens. C'est à ces questions que s'attaquent les travaux de Michel Laferrière (1985a, 1985b), ceux aussi de Charles Pierre-Jacques (1982) et Émile Ollivier (1984) du Centre de recherches Caraïbes, et ceux d'Anne La Perrière (1983). De plus, dans leur récent recueil de textes, Crespo et Lessard (1985) consacrent toute une partie à cette thématique des rapports ethnie/école en milieu urbain [1]. Ce sont des problèmes d'intégration scolaire qui se posent mais aussi, bien évidemment, des problèmes plus larges d'intégration sociale. Il est clair que l'école peut contribuer à ce que ces nouveaux citoyens soient relégués aux positions subalternes et ainsi soumis à une plus ou moins grande exploitation. C'est souvent ce à quoi servent les grands mouvements migratoires allant des pays et régions périphériques à ceux du centre.

---

(1) On notera ici en particulier la recherche toute récente, rigoureuse et pleine d'enseignements de Peggy Tchoryk-Pelletier (1989) sur les rapports ethniques dans un cégep de la région métropolitaine.

De toute évidence, les professeurs et les jeunes francophones sont mal préparés à vivre des rapports interculturels aussi intenses. Cependant, si les risques du racisme sont déjà là, il y a aussi dans cette situation nouvelle l'occasion de s'ouvrir à une diversité culturelle.

En regard de la sociologie de l'éducation, c'est une problématique qui est intéressante au moins sous un de ces aspects. Elle met particulièrement bien en relief le caractère culturel de l'action pédagogique en dehors de ses autres dimensions plus sociales et économiques. C'est une des voies par lesquelles la sociologie de l'éducation peut facilement rejoindre une sociologie de la culture allant de la production des identités culturelles (Ollivier, 1984) au ras du travail de socialisation en milieu scolaire, à l'école comme microcosme où se rencontrent de multiples cultures étrangères, donc à une école ouverte au monde.

L'évolution, au cours des 10 ou 15 dernières années, des objets et intérêts de recherche sous ce volet important de la sociologie de l'éducation peut donc se résumer de la façon suivante. Dans un premier temps on a voulu bien marquer le caractère de classe de l'appareil scolaire. Par la suite, sous la force de mouvements sociaux, l'intérêt s'est d'abord déplacé vers l'analyse de la situation réservée aux femmes dans le système d'enseignement. Puis vers l'étude de l'accès des adultes à l'enseignement et, enfin, vers une évaluation des positions et stratégies des groupes linguistiques dans le champ scolaire. Ces toutes dernières années, ce sont les problèmes liés à la présence d'une clientèle pluriethnique dans les écoles francophones des grands centres urbains qui se sont nettement imposés. À travers cette démarche, marquée par la thématique de la démocratisation, le champ d'analyse s'est indéniablement enrichi en même temps qu'il s'est davantage diversifié.

Ainsi, d'étape en étape, la sociologie de l'éducation a essayé de mettre à jour les différentes dimensions du rôle de l'école dans la sélection sociale et culturelle tout en mesurant plus ou moins précisément les acquis de la réforme des années 1960. Mais ce travail de "décapage" à notre avis, est encore loin d'être terminé.

CHAPITRE II

ÉDUCATION ET EMPLOI

ÉDUCATION ET EMPLOI

Si la démocratisation de l'enseignement a constitué sans conteste un des volets majeurs de la réforme scolaire des années 1960, l'espoir d'une modernisation du Québec passant par le développement d'une main-d'oeuvre nettement plus qualifiée en a constitué l'autre volet majeur. L'éducation, ici comme ailleurs, a alors été considérée comme un investissement des plus productifs sur le plan individuel et collectif. On se souvient de slogan du Parti libéral des années 1960, "qui s'instruit, s'enrichit". Depuis ce temps, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts comme on le sait. En particulier, la crise économique, amorcée dans les années 1970, a atteint au début des années 1980 son point culminant provoquant en 1982 un taux de chômage de 23% chez les jeunes de 15 à 24 ans. Ce chômage a touché même les diplômés universitaires ce qui n'a pas été sans remettre en question les conceptions très optimistes des rapports éducation/emploi.

Dans le champ de la sociologie de l'éducation et parmi les grandes enquêtes dont nous avons déjà parlé, deux se rapportent directement à cette problématique. Une première, la recherche A.S.O.P.E. dirigée par Guy Rocher et Pierre W. Bélanger et dont le titre même renvoie au choix d'un métier ou d'une profession (aspirations scolaires et orientations professionnelles des étudiants) cherche précisément à expliquer l'orientation professionnelle des jeunes et leur passage de l'école au travail. En fait, il nous semble que, de façon générale, les analyses basées sur ces données, ont été

surtout axées sur les déterminants des cheminements scolaires. Si la transition études/travail y a été moins développée, il faut cependant signaler l'étude de Mireille Lévesque et Louise Sylvain (1982) qui analyse spécifiquement les choix des jeunes après le secondaire entre la poursuite des études ou l'entrée sur le marché du travail et celle de Roberge (1979b) portant plus spécifiquement sur le passage des jeunes du secteur professionnel à la vie active.

Une autre grande enquête se rapporte directement au thème éducation/emploi et répond plus directement au slogan des années 1960 sur la relation causale, scolarisation/revenu. Il s'agit de celle de Bernard, Demers, Grenier et Renaud (1979).

Quelques conclusions méritent d'être rappelées ici. D'abord la confirmation du rapport positif éducation/revenu. S'il est bien vrai que l'école "rapporte", cependant, des résultats montrent aussi que la rentabilité de la scolarisation aux niveaux inférieurs a diminué. Le diplôme d'école secondaire ne vaut plus ce qu'il valait dans les années 1960. L'inflation des titres a ainsi provoqué leur dévaluation partielle entraînant une baisse relative des revenus qui pouvaient, en d'autres temps, s'y rattacher. Allaire, Bernard et Renaud tenteront de montrer que l'éducation doit être conçue comme un bien rare, donc susceptible de constituer un monopole, et que l'école a moins pour effet de qualifier que de classer (Allaire et al., 1979; Renaud et al., 1980).(1)

Signalons au passage que des études récentes sur la rentabilité des études collégiales et universitaires montrent encore, bien que non sans qualification, que les investissements individuels et collectifs dans des études collégiales et universitaires demeurent profi-

---

(1) On trouve une présentation concise et précise des principaux résultats de ces recherches dans un article de Paul Bernard (1982).

tables (Vaillancourt et Henriques, 1986a, 1986b) mais que toute proportion gardée, le diplôme d'études collégiales (DEC) professionnelles constitue un bien meilleur investissement individuel et collectif que le DEC général. De plus, dans un bilan critique des recherches en économie de l'éducation, Lemelin (1988) continue de proclamer la rentabilité économique de l'éducation même si, affirme-t-il, il faut tenir compte de l'expérience de l'individu étant donné la saturation du marché du travail, et considérer la filière de formation de l'individu (Lemelin, Baril et Robidoux, 1987). Par ailleurs, la formation en milieu de travail semble, du moins dans la perspective des grandes entreprises, donner lieu à des retombées positives, notamment à une hausse de la productivité et à une meilleure adaptation de la main-d'oeuvre, comme le rapporte l'étude menée par Paquet, Doray et Bouchard sur Les pratiques de formation en entreprises (1982).

En fait, toute la question de la formation professionnelle en entreprise demeure un sujet d'étude fort peu abordé par les sociologues de l'éducation et, à ce titre, l'étude de Paquet et Doray constitue une source extrêmement précieuse de renseignements. Il se dégage de cette recherche qu'une forte proportion des entreprises au Québec (83%) offre des activités de formation et qu'un grand nombre de travailleurs sont touchés par celle-ci. Cette étude menée sur 1617 entreprises de 20 employés et plus, nous révèle entre autres que la formation est davantage disponible à ceux qui occupent les paliers supérieurs des entreprises, que c'est l'employeur qui détient le contrôle complet de l'organisation de telles activités, et qu'il s'agit fondamentalement d'une formation de courte durée, directement reliée à la tâche et non reconnue pour fins de classification. La conclusion générale de cette recherche est à l'effet que ce type de formation répond directement aux besoins de l'entreprise en termes d'adaptation de la main-d'oeuvre et qu'elle fait pratiquement aucune place aux besoins des travailleurs, pour accroître leur compétence, les prémunir contre

les mises à pied ou les fermetures d'usine ou tout simplement pour favoriser leur promotion dans les grilles de classification ou leur assurer des emplois plus stables, mieux rémunérés et plus valorisants (Paquet, 1983).

D'autres travaux ont aussi contribué à mettre en relief la question de la formation professionnelle mais cette fois-ci dans le cadre du système scolaire. Signalons tout de suite que ces travaux se distinguent par la diversité de leurs préoccupations et approches. Ainsi, certains travaux ont porté sur l'histoire de cet enseignement dont celui de Jean-Pierre Charland (1982) qui s'est donné la tâche particulièrement ambitieuse de faire la synthèse de l'évolution de l'enseignement professionnel depuis le Régime français. L'auteur y défend la thèse d'une moralisation de la classe ouvrière, thèse qui était déjà présente dans la monographie de Marcel Fournier (1980) sur l'enseignement professionnel au secondaire. Cette monographie de Fournier s'appuie sur une recherche à laquelle ont participé au départ Justo Michelena et Charles Halary, recherche qui comprenait entre autres une enquête par questionnaire auprès de jeunes étudiants et de professeurs de ce secteur d'étude. C'est une monographie qui présente une des analyses plus complètes sur cette question. On y trouve d'abord un aperçu historique de l'évolution de la formation professionnelle, en particulier l'institutionnalisation de ce type d'enseignement à partir des contrats libres d'apprentissage jusqu'à sa forme actuelle. Par la suite, on passe à l'observation des attitudes et comportements des élèves et des professeurs qui révèlent bien la position relativement marginale par rapport à l'école où se situent ces élèves et ces professeurs. Leur promixité par rapport aux valeurs que véhiculent les milieux de travail auxquels ils se destinent, les éloigne en fait de la culture du monde scolaire. Ce programme de formation professionnelle y est défini comme un modèle des tensions entre la logique de l'école et celle de l'économie, tensions qui éclai-

rent l'arrimage toujours problématique de l'école et du marché du travail.

Par ailleurs, des analyses institutionnelles ont été entreprises, en particulier par Thérèse Hamel de l'INRS-Éducation (1982) et plusieurs études plus qualitatives ont aussi été menées auprès des jeunes du secteur professionnel. C'est le cas des travaux de Marcelle Hardy (1983) et Pierre Côté (1984) sur l'enseignement secondaire professionnel et d'une étude exploratoire sur les jeunes stagiaires du même secteur réalisée par Dandurand et Trudel (1984). Il faut, aussi inclure sous cette même rubrique l'étude de Cournoyer, Drolet et Trottier (1985) publiée par le LABRAPS, et qui fournit un éclairage sur la formation professionnelle longue au secondaire en mettant en parallèle les attentes du milieu scolaire et celles du milieu de travail. Enfin, signalons qu'une synthèse sur l'état de la formation professionnelle a aussi été réalisée par Pierre Dandurand (1986b) qui l'a resituée par rapport à la formation scolaire et au champ de l'économie.

À travers cette synthèse, Dandurand relève la très grande hiérarchisation des programmes de formation professionnelle allant du professionnel court du secondaire aux grandes facultés universitaires, et l'orientation de ces formations à des postes de travail eux aussi très hiérarchisés. Il souligne justement la diversité des destins auxquels mènent ces différentes formations et en particulier la marginalisation de ces 30% de jeunes qui, encore maintenant dès le secondaire laissent l'école sans diplôme. Par ailleurs, il essaie de montrer l'importance des enjeux sociaux autour de la qualification dans le contexte d'une restructuration de l'économie qui entraîne une déqualification de couches entières de travailleurs alors même qu'elle exige chez d'autres des qualifications de plus en plus grandes.

Ceci nous mène directement à un ensemble d'études qui abordent un aspect particulier des rapports entre l'éducation et l'emploi,

soit la question du chômage des jeunes. Dans un numéro spécial sur cette question, la Revue internationale d'action communautaire (1982) nous montre comment les jeunes sont durement frappés par le chômage: on nous indique que, par exemple, pour la seule année 1982, le groupe des 15 à 24 ans assumait à lui seul 47% du chômage total au Québec. Les nombreuses opérations "Relance"(1) entreprises par le ministère de l'Éducation du Québec nous fournissent aussi des indications assez précises sur ce qu'il advient des jeunes une fois sortis du système scolaire. On y apprend, entre autres choses, que le niveau de scolarité influence grandement les chances d'accéder au marché du travail et que les possibilités de devenir chômeurs étaient par exemple, en 1978, de 23.5% pour les sortants de l'école secondaire, de 13.5% pour les finissants du collégial et de 4% pour ceux de l'université, et que si, en comparaison du secteur général, les sortants du secteur professionnel au collégial et du professionnel long au secondaire étaient respectivement plus avantagés (9.7% et 16.1%), c'était ceux du professionnel court qui écopaient le plus avec un taux de chômage de 32.2% (Audet, 1979a et 1979b).

Corbeil a pour sa part montré comment l'abandon scolaire ou le fait de cesser les études sans avoir obtenu un diplôme pouvait constituer un handicap majeur pour les jeunes des niveaux secondaire et collégial, au sens où l'abandon mène davantage au chômage, aux salaires peu élevés et aux emplois les moins intéressants (Corbeil, 1980). On estimait vers la fin des années 70 que le pourcen-

---

(1) Parmi les nombreuses études de Relance, on peut citer celles de Audet, 1982, 1984, 1986; Corbeil, 1979, 1982; Darveau, 1981; Gendron et Jolin, 1979; Lapierre, 1977; Laroche, 1984; Michel, 1987a, 1987b; Vézina et Corbeil, 1984 et d'autres du Ministère de l'éducation du Québec, 1986a et 1986b. Nous n'avons pas fait un inventaire exhaustif de tous les travaux de Relance. Pour complément d'information, le lecteur est prié de s'adresser au Ministère de l'éducation du Gouvernement du Québec.

tage de jeunes qui quittent l'école avant le secondaire V et dans la majorité des cas sans diplôme, variait autour de 45% (Levesque, 1981; Grégoire, 1981).

Cette situation des jeunes sortant des écoles s'est toutefois considérablement améliorée avec le rétablissement de l'économie depuis le creux de la crise (1982). Au cours des dernières années, le taux de chômage des jeunes s'est resitué à son niveau du milieu des années 1970, soit à environ 15% (Ministère de la main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, 1987, p.7), et la persévérance scolaire jusqu'à la fin du secondaire a atteint en 1986 un sommet de plus de 72% pour une même cohorte d'âge (Ministère de l'éducation du Québec, 1988, p.40).

Il reste que, malgré ces progrès, un nombre encore important de jeunes quittent l'école dès le secondaire et sans diplôme ou formation professionnelle pour se lancer sur un marché du travail très concurrentiel et qui tend à se dualiser. Dans ce contexte général, on peut bien se demander sur quelle rationalité repose l'abandon scolaire chez tant de jeunes. C'est ce à quoi tente de répondre Anne La Perrière dans un article intitulé: "Quand on le peut: l'école pour éviter le pire" (1982) et dans lequel elle montre que c'est souvent l'école qui "expulse" les jeunes à cause de son manque d'attrait.

La question du chômage des jeunes nous renvoie au problème plus général de leur insertion socio-professionnelle sur le marché du travail. De manière globale, on parle d'inadéquation entre l'école et le marché du travail ou de hiatus école-travail. Les analyses faites sur ce problème ont tantôt visé à mettre en relief l'inadaptation de l'école par rapport au marché du travail, tantôt invoqué les rigidités de la structure des occupations ou les aléas de la conjoncture économique. Ainsi, pour employer les termes de Laflamme (1984), l'explication des difficultés d'insertion socio-professionnelle des jeunes se situerait aux confins d'un ensemble de faits de socialisa-

tion (l'influence du système d'enseignement) et de faits d'organisation (l'impact du marché du travail).

Nombreuses sont les études qui ont pointé du doigt les défauts majeurs de l'école qui non seulement ne prépare pas pour la "vraie" vie mais qui brime les jeunes dans leurs attentes (Cournoyer, 1979, 1984) et les bouscule dans leur choix professionnel en les forçant à préciser très tôt leur champ d'intérêt avec comme conséquence d'augmenter la fréquence des essais-erreurs dans la poursuite de leur cursus scolaire et professionnel (Langlois, 1985). D'autres auteurs ont aussi invoqué le caractère inadéquat de la formation (Bengle et Laflamme, 1979, 1982).

Selon la deuxième perspective, le système d'éducation n'y serait pour rien dans les déboires du système économique, car s'il doit tenir compte des exigences du marché du travail dans ses programmes d'enseignement, les variations cycliques des économies rendent difficile sinon impossible toute prévision sérieuse à court terme (Moisset, 1983). C'est dans ce même esprit que la CEQ, dans une tentative de reformulation de la problématique d'ensemble, attribue les distorsions entre la formation et l'emploi, beaucoup plus à une détérioration du marché du travail qu'à une inadéquation chronique du système d'éducation (1987). Dans le même ordre de préoccupations, on parle de marginalisation des jeunes par une société qui, pour des raisons d'économie privée n'est plus en mesure de les intégrer (Baby, 1985). Il ne s'agit donc pas de déqualifier l'école mais plutôt de constater l'incapacité du marché du travail à intégrer les travailleurs et les travailleuses disponibles (Baby, 1986) et de reconnaître, comme le fait Laflamme (1984), que les problèmes d'insertion que rencontrent les jeunes sont souvent le résultat de rigidités sociales qui résultent de l'ensemble des lois, réglementations et régulations qui envahissent la vie quotidienne, qui encadrent le monde du travail, et qui contribuent de façon inattendue à restreindre les possibi-

lités d'insertion sociale des jeunes. Il cite en exemple de ces rigidités, la certification des connaissances, l'institutionnalisation du marché du travail, la régulation étatique et les politiques d'emploi.

D'autres travaux ont adopté des perspectives moins larges en essayant de décrire la situation des jeunes une fois intégrés au marché du travail. Ainsi mis à part la non-disponibilité des emplois, les jeunes se voient confinés au travail précaire (Hohl, 1982a; Lesage, 1986) et le plus souvent aux conditions de travail les moins avantageuses (Girard, Gauthier et Vinet, 1978) sans compter qu'ils doivent aussi affronter les puissants mécanismes de protection, mis au point par les adultes devant la menace de concurrence que représente la grande marée des jeunes plus éduqués (Fortin, 1986). Les rares études faites sur les perceptions des jeunes de niveau universitaire semblent claires à cet égard: pour eux le milieu de travail est essentiellement formé de gens installés, protégés syndicalement, qui jouissent de hauts salaires et qui allient bien souvent sécurité d'emploi et immobilisme professionnel (Hohl, 1982a) et ce, même si de manière générale, les jeunes travailleurs et les étudiants conservent une idée assez positive du travail comme valeur (Dumas, Rochais et Tremblay, 1982). Cependant cette dernière façon de voir les choses est loin de faire l'unanimité: on prétend au contraire que de plus en plus de jeunes remettent en question le travail comme élément central de la vie de l'individu (St-Pierre, 1982). Ce qui est contesté, c'est non seulement le travail lui-même, son organisation, ses objectifs axés sur la productivité et les modèles de croissance qui les sous-tendent, mais aussi le travail comme mode régissant l'ensemble des projets de vie (Lesage, 1986).

D'autres recherches restent donc à faire pour clarifier ces questions et aussi, pour trouver des solutions à la rupture école-travail, comme nous le suggère La Perrière (1982). Il faudrait scruter davantage la répartition et l'organisation même du travail, les ra-

cines de l'insensibilité de la bureaucratie scolaire au vécu et aux aspirations des jeunes et aussi, mieux connaître la culture des jeunes de diverses appartenances (Dandurand, 1986b). Dans cette perspective, il faut noter les expériences intéressantes tentées dans des écoles-types pour décrocheurs comme le rapportent Henripin et Proulx (1986).

Ce thème de l'insertion socio-professionnelle des jeunes connaît donc présentement une croissance remarquable comme en témoignent les diverses publications et les nombreuses présentations qui ont été faites dans divers congrès et colloques réunissant les sociologues de l'éducation (Colloque sur les jeunes et le travail, 1981; Colloque organisé par l'IQRC: Dumont F., 1986, etc.). Cependant, les analyses jusqu'ici présentées, ont surtout insisté sur la dimension structurelle, objective du problème de l'insertion et bien peu de place a été faite à une approche plus subjective du problème telle que tente de le faire Baby (1986) à partir d'une "théorie conjoncturelle" de l'insertion des jeunes. L'arrivée massive des nouvelles technologies informatisées et la crise économique menaceraient d'exclusion sociale et de marginalisation objective certaines couches de jeunes. Cette étude longitudinale et qui fait appel à une approche qualitative devrait nous donner des renseignements précieux sur la façon dont les jeunes vivent le processus de transition de l'école au marché du travail.

L'impact des nouvelles technologies a aussi retenu l'attention dans les rapports entre éducation et emploi dans la mesure où elles exercent une importante influence sur l'emploi, les conditions de travail et les besoins de formation. À cet égard, les travaux de recherche et de réflexions réalisés par la Centrale de l'enseignement du Québec sur chacun de ces thèmes constituent une source importante d'informations (CEQ, 1984, 1985 et 1987). Ces travaux ont permis de constater les menaces que faisait peser l'informatisation sur le niveau de l'emploi, et notamment sur l'emploi des femmes ainsi que

sur l'accès des jeunes au marché du travail. D'autre part, ils ont aussi mis en lumière divers types d'impact de l'informatisation sur les conditions de travail comme la division accrue du travail, l'augmentation des contrôles patronaux sur le travail, l'éclatement des lieux de travail, etc. Ces dossiers ont aussi contribué à attirer l'attention sur la nécessité d'ajuster et de modifier les contenus de formation. Enfin, d'une façon générale, ils ont aussi permis de rendre compte de l'insuffisance des sources d'informations concernant la formation et l'emploi au Québec.

Le contexte des nouvelles technologies informatiques en est un de grande mouvance où il n'est plus possible de prendre pour acquis que la qualification reçue à l'école a un caractère un tant soit peu durable (Baby, 1985). Il faut donc penser en termes de formation continue plutôt qu'en termes de recyclage et de perfectionnement. Les contenus de formation initiale font aussi l'objet de remise en question. Ainsi, Doray (1986), du Centre de recherche en évaluation sociale des technologies de l'Université du Québec à Montréal, poursuit actuellement une recherche sur la façon dont l'appareil éducatif (ici représenté par les structures pédagogiques de l'enseignement collégial) se transforme face aux modifications en cours dans les processus de travail par l'introduction des technologies informatisées.

Il est bien évident que l'intérêt que suscite la formation professionnelle, et plus largement le lien école-marché du travail, est nourri par la conjoncture économique qui maintient des masses de jeunes hors-travail avec le statut de chômeurs et d'assistés sociaux. Il y a là un problème social majeur que les États par des politiques ad hoc tentent de résoudre temporairement pour aller au plus pressé (Provost, 1988). Certains analystes voient dans les politiques de création d'emploi pour les jeunes, et plus encore dans la généralisation des programmes d'employabilité comprenant des stages en milieu de travail et/ou des programmes de recyclage, l'émergence d'un

nouveau lieu institué entre l'école et le travail, lieu qui ne servirait à toutes fins pratiques qu'à maintenir dans un "entre-deux" des fractions importantes de la jeunesse que le marché du travail ne réussit plus à absorber. Il y a là un champ important de recherches qui s'articule autour des interventions indissociablement économiques et sociales des États dans le dossier difficile de l'insertion, ou la réinsertion, socio-professionnelle des jeunes, des femmes et des populations immigrantes, interventions où le volet formation-recyclage est majeur (Dandurand, 1983). Tout un ensemble d'autres indices tendent à montrer que le champ de la formation professionnelle, et plus largement de l'éducation, peut subir dans les prochaines années des transformations importantes. Qu'on pense ici par exemple à la volonté politique de développer la formation professionnelle en entreprise comme le recommandait le rapport De Granpré.

Ce sont là quelques thèmes portant sur la relation éducation et emploi qui ont retenu l'attention des sociologues de l'éducation au cours de la dernière décennie. Si le présent relevé rend compte d'un intérêt marqué pour ce secteur de recherche, il montre aussi à bien des égards qu'il s'agit de problèmes nouveaux qui laissent un champ d'investigation encore très vaste et assez peu exploré pour les sociologues de l'éducation.

CHAPITRE III

LES POLITIQUES SCOLAIRES ET LES ENJEUX QUI LES SOUS-TENDENT

LES POLITIQUES SCOLAIRES ET LES ENJEUX QUI LES SOUS-TENDENT

Il y a autour des questions scolaires une mise en scène politique où différents groupes sociaux s'affrontent dans une volonté de faire valoir leurs intérêts, et plus largement leur projet de société. Chacun veut s'assurer un contrôle sur l'appareil lui-même ou s'assurer que sera instituée ou maintenue un mode de gestion étatique des écoles qui leur convient.

Tout ce domaine du champ de l'éducation qui englobe autant les rapports école/État central que les rapports parents/école, renvoie dans le cas du Québec à deux grands thèmes. Le premier se rapporte à un des axes majeurs de la culture et des conflits culturels qui marquent la dynamique même de la société québécoise depuis deux cents ans: les conflits et enjeux liés à la langue et à la religion. Conflits culturels qui ont cependant leur base dans une économie politique proprement québécoise et qui trouvent justement une expression politique sur la scène scolaire. Si la réforme des années 1960 a permis de dénouer un certain nombre de problèmes liés au mouvement de modernisation du système scolaire, particulièrement au niveau des structures, elle n'a pas su apporter une solution vraiment satisfaisante aux questions liées aux caractères religieux et linguistiques des systèmes d'enseignement. De telle sorte que la scène publique a été très visiblement occupée par ce "quasi éternel" problème de l'espace laissé à la religion catholique dans le champ scolaire, de même que

celui laissé au français et à l'anglais. Durant la période qui nous occupe, cette question est exacerbée par la conjoncture politique qui a amené le Parti québécois au pouvoir et tout spécialement par la législation sur la langue (Loi 101).

Le premier axe se forme donc autour des enjeux linguistiques et religieux qui interviennent de façon importante dans les politiques concernant les structures de gestion scolaire. Le deuxième axe, en un sens plus "moderne", se constitue autour de la thématique centralisation-décentralisation de l'école comme appareil en quelque sorte reconstruit dans l'État. Le mouvement de réforme a entraîné une très forte centralisation du système scolaire québécois autour d'un appareil administratif: le ministère de l'Éducation. En même temps que s'imposait une rationalité bureaucratique (et aussi dans le même élan) s'est constituée à l'interne une nouvelle force sociale, les enseignants, eux-mêmes regroupés dans des appareils syndicaux centralisés comme la C.E.Q. Entre les gestionnaires de l'État et le corps syndiqué des enseignants, il y a une polarisation des forces qui mène à des mini-crises sociales à chaque renouvellement de la convention collective des enseignants. Il s'agit presqu'alors d'un "mouvement social total", selon l'expression d'Hubert Guindon (1977), où la société se trouve momentanément bloquée et affectée à presque tous les niveaux.

Par ailleurs, cette réforme de l'éducation se situe dans un mouvement plus large d'étatisation du social où non seulement l'éducation mais aussi les secteurs de la santé et des services sociaux sont touchés. Ce mouvement atteint son point culminant au début des années 1970. Par la suite, sous l'impact de la crise mais aussi sous l'effet d'autres forces sociales, l'État dans une tentative de décentralisation, a voulu introduire les parents comme agents plus actifs sinon comme agents de pouvoir dans les structures mêmes de l'École. C'est ce qu'a problématisé entre autres l'énoncé de politique, l'<u>École</u>

québécoise, une école communautaire et responsable (Ministère de l'Éducation du Québec, 1982) et, par la suite, le projet de loi sur la restructuration scolaire, la loi 40.

À ces questions de première importance, les sociologues de l'éducation ont consacré relativement peu d'attention. Est-ce dû au fait qu'on se sentait alors dans une zone limitrophe aux sciences politiques et administratives? Peut-être, mais ceci ne nous apparaît pas une justification suffisante, compte tenu des enjeux sous-jacents et de l'intérêt que présente une analyse proprement sociologique de ces aspects du champ de l'éducation.

Mais quelles sont ces quelques études et recherches dont nous disposons?

Quant au premier axe, il faut signaler au départ, même si elle remonte à 1967, l'analyse devenue classique de Léon Dion sur le Bill 60 (Dion, 1967), créant le ministère de l'Éducation. Déjà là se révèle la perméabilité des frontières entre la sociologie et les sciences politiques et aussi ce que la sociologie doit, à l'occasion, aux sciences politiques.

Quoi qu'il en soit, c'est une contribution importante à la compréhension de la constitution de l'appareil scolaire québécois, contribution qui met en évidence les forces progressistes qui ont permis la réorganisation, autour du ministère de l'Éducation, de l'ensemble du système scolaire et surtout son autonomisation par rapport à l'Église catholique. C'est l'analyse d'un acte fondateur en somme. Mais c'est aussi, par rapport au caractère religieux du système d'éducation, une étape majeure. Même du côté des questions linguistiques et, par voie de conséquence des groupes minoritaires, cette transformation du pouvoir scolaire allait avoir à plus long terme des conséquences importantes en enlevant aux communautés locales une bonne partie de leur pouvoir et de leur marge de manoeuvre. On ne peut entrer dans le détail de ces questions ici, mais il est clair que c'est à partir de

là que se redéfinissent les problèmes plus contemporains du caractère religieux de l'école, de la langue d'enseignement et de leur "enchassement" dans les structures scolaires.

En fait, ces questions se sont polarisées dans les années récentes autour du problème de la restructuration scolaire qui, elle-même, prend tout son sens dans les régions métropolitaines et, en particulier, dans celle de Montréal.

À part quelques analyses plus poussées dont il sera fait état, la contribution de la sociologie à ces questions de restructuration scolaire s'est surtout faite à travers la réalisation de multiples sondages. S'ils peuvent être utiles au débat public, ils constituent toutefois une contribution limitée à l'avancement des connaissances. Par ailleurs les questions posées à la population étaient souvent complexes et rendaient l'analyse difficile. On peut penser qu'en certains cas les sondages ont pu même embrouiller les choses: des nuances dans les réponses amenant les groupes aux intérêts opposés à utiliser, comme à l'habitude, des résultats différents à l'appui de leurs thèses respectives.

Un de ces sondages a cependant donné lieu à une analyse plus poussée du débat autour de la restructuration scolaire. Il s'agit du livre de Guy Pelletier et de Claude Lessard, La population québécoise face à la restructuration scolaire (1982). Notamment dans le chapitre introductif, les auteurs mettent en perspective le problème de la transformation des structures scolaires, refaisant l'histoire jusqu'aux propositions du rapport Parent et montrant par la suite l'alignement des groupes autour des enjeux que comportent une transformation des structures de pouvoir dans le système scolaire, et des idéologies mises de l'avant par ces groupes aux intérêts divergents. Il est bien clair que se font jour, là, les luttes hégémoniques entre francophones et anglophones, luttes qui dépassent les enjeux culturels, pour atteindre les niveaux politique et économique. L'analyse qui est ressortie de leur

sondage amenait par ailleurs les auteurs à constater que l'opinion de la population québécoise était plutôt favorable à l'instauration de commissions scolaires linguistiques et non-confessionnelles. De même, on observait en 1981 (c'est-à-dire l'année du sondage) un net désir de maintenir l'existence de commissions scolaires avec commissaires élus, donc une volonté populaire de participer à la gestion scolaire au plan local. Ce qui est pertinent aussi en regard du deuxième axe traitant de la centralisation/décentralisation des politiques scolaires. Nous y reviendrons plus loin.

C'est aussi autour de ces questions que s'articulent pour l'essentiel les analyses de Henry Milner dans son livre La réforme scolaire au Québec (1984). Encore une fois, il s'agit ici de la contribution d'un politicologue. Son projet est ambitieux. Il part des fondements historiques de l'éducation au Québec au 19e siècle et même avant, pour finalement aboutir au projet de réforme contenu dans le Livre blanc, L'école québécoise: une école communautaire et responsable (M.E.Q., 1982). Le livre de Milner se propose donc de replacer la réforme scolaire, portée par le Parti Québécois, dans son contexte historique et politique. C'est ainsi un livre très marqué par la conjoncture, et les intentions de l'auteur sont claires: défendre le projet péquiste. Cette analyse apporte cependant une contribution intéressante. Écrite par un anglophone, l'accent est vraiment mis sur les luttes linguistiques et leur incidence presqu'inévitable, dans le contexte québécois, sur les questions religieuses. L'apport le plus original du livre est justement de retracer, dans ces luttes, les forces en présence et leurs jeux de pouvoir. Par exemple, on peut suivre l'action de l'association des parents catholiques du Québec de 1966 jusqu'aux années récentes. Et ainsi est mis à jour un des paradoxes de l'histoire scolaire récente: l'alliance des commissions scolaires protestantes, habituellement définies comme progressistes, au mouvement des parents catholiques, l'un des éléments les plus conservateurs de la société québécoise.

En définitive, on trouve dans cet ouvrage un portrait de la situation et des groupes qui n'avait pas encore été vraiment dressé. Même si l'analyse est rapide, elle est pleine d'informations sur un sujet, assez peu étudié à notre avis et comprenant les éléments d'une étude socio-politique à suivre. Elle apporte aussi des éclairages utiles pour comprendre le mouvement de résistance, plus fort qu'on s'y attendait généralement, à la déconfessionnalisation des structures d'enseignement. On peut voir une bonne illustration de ces réactions dans la présentation du cas de Notre-Dame-des-Neiges (Durand et al., 1980).

Un deuxième thème important dans l'ouvrage de Milner renvoie à la question de la décentralisation, en particulier à celle du statut que la réforme Laurin voulait donner à l'école. Nous y reviendrons ultérieurement.

On ne peut manquer de rappeler sur ce thème des politiques scolaires et de la langue, l'article d'Hubert Guindon (1977) sur la modernisation du Québec et les politiques linguistiques du Fédéral. Les éléments d'analyse que Guindon met en place dans cet article sont aussi présents dans le cas des politiques scolaires québécoises. Ils sont utiles pour comprendre la position de la communauté anglophone et les changements dans sa rhétorique justificatrice ainsi que le rôle qu'on a voulu faire jouer aux allophones dans ce domaine. Ils permettent aussi de saisir comment de façon générale ces mouvements et luttes sont liés à une économie politique et en fin de compte aux intérêts moteurs des groupes sociaux.

L'analyse de Jean-Jacques Simard (1982) se situe un peu dans la même lignée: elle met en relief la bureaucratisation du système scolaire, bureaucratisation liée à un mode d'action étatique mais aussi, partie prenante de l'instauration d'un nouveau mode de rapports sociaux, signifiant la fin de la vie communautaire, la brisure des anciennes solidarités. C'est en partie, mais en partie seulement,

retraduire sous une forme savante (Gemeinshaft/gezelschaft, solidarité mécanique/solidarité organique...), des critiques courantes sur la déshumanisation du système scolaire. Il faut ici souligner incidemment que les sociologues n'ont pas fait beaucoup écho à cette préoccupation pourtant largement répandue, si on met à part quelques études sur le climat et les rapports sociaux à l'école dont nous ferons état au chapitre IV.

Déjà avec ce texte de Simard on est situé plus à l'intérieur du système et face à des interrogations se rapportant au fonctionnement de l'appareil scolaire. La question maintenant se pose de la distribution du pouvoir entre les différents agents sociaux directement impliqués dans la direction, l'administration et le fonctionnement de ce système. Nous abordons donc le deuxième axe autour duquel se regroupe un ensemble d'autres recherches et analyses touchant le phénomène de la centralisation du pouvoir dans le champ scolaire.

Il y a d'abord à ce sujet plusieurs analyses critiques qui suivent la parution de projets gouvernementaux de restructuration du système d'enseignement élémentaire et secondaire. En constituent des exemples, les réactions au Livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire (Bélanger et al., 1978) ou encore et plus récemment, la publication dans les cahiers du LABRAPS des actes d'un colloque sur la loi 40 (Actes du colloque sur le projet de loi 40, 1984).

En dehors de ces réactions critiques, donnant lieu à des analyses conjoncturelles et ponctuelles, quelques travaux abordent strictement la question de la distribution du pouvoir dans l'appareil scolaire. Au niveau d'une problématique d'ensemble, il faut rappeler ici un texte de Vincent Ross qui aurait mérité une plus grande attention (1980). S'appuyant avant tout sur les théories de l'organisation, Ross cherche à formaliser et à dégager les relations des pouvoirs politiques, administratifs et professionnels dans une organisation de service comme l'école. Cette analyse, qui a peut-être le défaut d'être

trop formelle et trop abstraite, problématise tout de même, à notre avis, les axes majeurs de la structure de pouvoir dans le système scolaire. C'est dans le même ordre d'idée, mais cette fois à travers une étude empirique, que V. Lemieux et P. Joubert (1986) ont récemment produit une analyse des modes de gestion du cégep à travers les pouvoirs administratif, politique et collégial. Ils montrent les jeux différents de ces trois pouvoirs et l'autonomie plus ou moins grande des cégeps vis-à-vis de la Fédération des cégeps, des centrales syndicales, de l'Etat et/ou de son environnement social immédiat.

Enfin, André Brassard (1986) va chercher de son côté à suivre, à partir de 1959, les déplacements et le maintien des lieux et agents de pouvoir dans les structures formelles du système d'enseignement public. Il retrace les principales législations et rappelle en particulier comment, depuis le début des années 1970, le ministère de l'Éducation a cherché à faire participer davantage les parents à la chose scolaire.(1)

On rejoint là un des aspects les plus intéressants de l'évolution des politiques scolaires au cours de la période qui nous concerne: la montée du pouvoir des parents, montée relative mais quand même significative et qui atteint son sommet (temporaire?), avec le Livre blanc sur la restructuration scolaire. Un tel déplacement sur l'échiquier scolaire n'a pas été sans mettre à jour de multiples enjeux. Quelques-uns sont bien visibles, d'autres cependant demeurent plus difficilement saisissables.

On a déjà dit comment cela correspondait à des stratégies plus larges d'un État cherchant une certaine décentralisation et un sur-

---

(1) Signalons ici au passage l'intérêt comme instrument de travail, d'une chronologie accompagnée d'une bibliographie sélective des politiques éducatives récentes au Québec (Ambroise et De Billy, 1987).

plus de légitimité en suscitant la participation à la base. La même expérience a été vécue dans les services de santé et les services sociaux. Ce que la sociologie nous a appris là-dessus jusqu'ici, c'est que ce pouvoir des usagers devenait facilement la proie des luttes des pouvoirs administratifs et professionnels (Godbout, 1983).

Les études sociologiques portant spécifiquement sur la participation à la marche de l'école ont d'abord été le fait de Marthe Henripin (Henripin et Ross, 1975; Henripin, 1978), qui indique bien les difficultés de cette participation, tout en demeurant sympathique à ce déplacement du pouvoir vers la base. Des recherches ultérieures vont s'attacher à démontrer les différents degrés théoriques de participation possible des parents et à identifier à la fois leurs aspirations en termes de présence sur la scène scolaire et leur niveau effectif de participation. P. Georgeault et L. Sylvain ont mené, pour le Conseil supérieur de l'éducation, une enquête importante sur les présidents et les membres des comités d'école (Georgeault et Sylvain, 1979). Malheureusement cette enquête, riche par ailleurs, a le défaut de ne rejoindre que les parents déjà engagés dans une forme active de participation. La recherche de Hermann Paquette et de Diane Brossard (1985), bien que portant sur un échantillon plus limité, rejoint cette fois les parents membres et non-membres des comités d'écoles et apporte ainsi une contribution importante. On y constate notamment que la participation est plus grande chez les parents de classes moyennes et varie de beaucoup entre les parents dont les enfants fréquentent les écoles traditionnelles et ceux dont les enfants sont inscrits dans des écoles alternatives.

Dans le prolongement des études sur la participation, d'autres thèmes de recherche méritent aussi d'être mentionnés. Premièrement, ces tentatives de stimuler la participation des parents à la base se sont greffées autour de l'élaboration de projets éducatifs qui peuvent se concevoir comme des projets culturels "construits" locale-

ment et devant, en théorie, se définir en fonction des valeurs des familles. Les travaux sur les projets éducatifs sont peu nombreux à notre connaissance. On doit signaler cependant, les analyses de Ouellet et Ambroise (1980) et Ambroise et Ouellet (1981) où l'on se demande si la nouvelle politique éducative des années 80 du MEQ basée sur l'idée de projet éducatif ne constitue pas une tentative de récupération par l'État d'initiatives venant de la base plutôt qu'une politique de mise en valeur des ressources du milieu. C'est aussi en partie dans cette veine que se situe la recherche de Bergeron, Laliberté et Robert (1987). Celle-ci vise en fait à mettre à jour le sens et la valeur du projet éducatif comme élément de concertation et comme projet d'autonomie. Les auteurs en arrivent à la conclusion que pour les écoles privées le projet éducatif constitue un véritable enjeu pour l'institution qui voit finalement dans ce projet un moyen d'assurer sa survie. Dans le cas des écoles publiques le projet éducatif apparaît davantage comme une occasion d'élaborer de nouveaux rapports entre les agents sociaux impliqués. Quant à la deuxième dimension, l'autonomie, les auteurs concluent que l'ensemble des écoles, y compris les écoles alternatives, prennent des positions intégratives vis-à-vis du MEQ en matière de projet éducatif.

Parler de projet éducatif et de pouvoir (culturel) des parents mène aussi à la problématique des écoles alternatives. Leur développement à l'intérieur et à l'extérieur du système public d'enseignement est en ce sens exemplaire. Certains travaux de Charles Caouette (1985) montrent bien comment diffèrent les orientations culturelles des parents des élèves des écoles traditionnelles de celles des parents des élèves des écoles alternatives. Mais aussi la problématique des écoles alternatives implique une position de pouvoir accrue des parents. Ce qui ne veut pas nécessairement dire que ce pouvoir est acquis même si leur participation est grande et a un caractère décisionnel. Les recherches nous indiquent par ailleurs l'origine de classe particulière des "usagers" des écoles alternatives.

Celles-ci ont nettement tendance à recruter auprès de certaines couches des classes moyennes (Paquette et Brossard, 1985; Caouette, 1985). La volonté de cette catégorie de parents de lutter pour mettre en place des écoles qui incarnent mieux leurs valeurs renvoie à l'autre pôle, aux "résistances" culturelles des parents des milieux défavorisés (Hohl, 1982b; La Perrière, 1984). Il faut se rappeler que les jeux politiques dans et autour de l'école, en raison de la nature même de celle-ci, ont des correspondances souvent en termes de culture. Mais pas toujours.

Il nous semble que l'étude de la participation des parents, souvent inspirée par un mouvement progressiste, aurait besoin d'être davantage raccrochée à une analyse plus serrée de l'ensemble du fonctionnement bureaucratique de l'appareil scolaire. Ce n'est qu'en situant les parents comme un des agents inscrits dans une dynamique du pouvoir qui inclut le pouvoir administratif et le pouvoir professionnel, que leur place et leur marge possible d'action peuvent être mesurées. C'est aussi à l'épreuve de cette lecture et de cette réalité que la portée des réorientations plus ou moins autoritaires de l'État dans le champ scolaire peut seule être comprise et évaluée.

En terminant cette partie sur la gouverne de l'école, il nous faut signaler une des rares études sociologiques qui a été faite sur les commissions scolaires. Elle porte sur la gestion de la décroissance des clientèles scolaires, décroissance qui, on le sait, a profondément affecté le monde de l'éducation durant la dernière décennie. Dans leur monographie, Crespo et Haché (1983) montrent les stratégies souvent ad hoc que la commission scolaire étudiée a dû adopter pour gérer cette décroissance. La situation même créée par cette contrainte rend inopérantes les grandes politiques en vue dit-on d'assurer la qualité de l'enseignement, politiques que les instances supérieures continuent cependant de proclamer.

En tout dernier lieu, il nous faut aussi dire un mot des enseignants et de leur rôle dans la dynamique du pouvoir de l'école. Un mot seulement car nous reviendrons ultérieurement sur les études sociologiques qui les concernent. Qu'il suffise ici de signaler quelques thèses intéressantes qui ont porté sur l'histoire du syndicalisme et des associations enseignantes. Tout particulièrement celles de Marise Thivierge (1981, 1983) et de Louise C. Laliberté (1977). Mais aussi celle de Paulette Vigeant-Galley (1981) sur l'histoire de l'Alliance des professeurs de Montréal. Ces études renvoient à la situation d'avant les années 60 mais elles indiquent la montée de la force du corps enseignant, telle qu'on la connaît aujourd'hui. Une dernière thèse à signaler, celle d'Allan Wright (1985), qui essaie de montrer la dimension professionnelle des revendications de la C.E.Q. au cours des années 1970 et qui entre ainsi dans tout le débat sur les postures "syndicales" ou "professionnelles" à tenir ou à ne pas tenir, tenues ou non tenues. Tout cela est en lien avec l'histoire socio-professionnelle des enseignants que Claude Lessard a entrepris d'analyser depuis quelques années (Lessard et Mathurin, 1989). Nous y reviendrons dans la partie consacrée spécifiquement aux recherches sur les enseignants.

CHAPITRE IV

ORGANISATION, SOCIALISATION ET APPRENTISSAGE

ORGANISATION, SOCIALISATION ET APPRENTISSAGE

Nous avons classé dans cette section les recherches se regroupant autour du thème "organisation, socialisation et apprentissage". Cet intitulé, à première vue hétéroclite, rassemble les études qui ont cherché à mettre en relief le cadre institutionnel et les processus sociaux reliés aux activités d'apprentissage. Des distinctions sommaires ont été faites entre trois ensembles de travaux de recherche. Ceux qui ont porté sur le rôle des structures et des agents d'éducation sur la sélection scolaire; ceux qui ont traité de l'impact des structures institutionnelles sur les apprentissages scolaires et ceux qui ont mis l'accent sur les processus de socialisation propres à l'institution scolaire.

Les études menées en sociologie de l'éducation au Québec ont largement fait état de la diversité des cheminements scolaires en fonction des facteurs d'origine sociale comme nous l'avons vu dans la section portant sur l'accessibilité en éducation. En même temps que l'on reconnaît l'importance des facteurs d'origine sociale dans la diversité des carrières scolaires, la prolifération des inégalités scolaires et l'intériorisation des modèles culturels, il semble se dessiner dans la sociologie de l'éducation au Québec une préoccupation cherchant à identifier la contribution du système scolaire proprement dit dans la sélection scolaire, l'apprentissage scolaire et la transmission des modèles culturels.

Les études s'intéressant à la sélection scolaire ne s'opposent en rien aux théories du handicap socio-culturel ou de la reproduction des inégalités sociales à l'école, mais elles cherchent à identifier ce qui, dans la genèse des inégalités en éducation, serait dû à l'action spécifique de l'école compte tenu de son autonomie relative par rapport au système social (Lévesque 1979 et 1981).

Ce qui caractérise les travaux qui ont pris cette orientation c'est qu'ils ont tendance, sinon à remettre en question, du moins à nuancer les résultats de nombreuses études menées dans les années 60 et 70 (celles de Coleman et al., 1966, et de Jencks et al., 1979, en sont de bons exemples) concluant au peu d'importance des facteurs scolaires dans la production des inégalités en éducation (Trottier, 1981a), et qu'ils s'inscrivent dans la problématique de l'amélioration de la qualité en éducation ou de la promotion de l'excellence en éducation (Ouellet, 1987).

Ainsi, une étude de type qualitatif portant sur le processus de sélection dans les écoles secondaires polyvalentes a été entreprise par Trottier (1984, 1986) avec comme perspective de prendre en considération les intentions et les stratégies des agents qui interviennent dans ce processus. De façon plus particulière cette recherche vise à cerner le processus de décision auquel les agents du système participent et les interactions entre les agents et les critères qu'ils utilisent pour prendre leurs décisions relatives au classement des élèves. Dans d'autres études on a aussi mis en évidence le rôle d'agents spécifiques dans la sélection scolaire, comme les conseillers d'orientation (Bélanger et Harvey, 1978), les spécialistes de l'enfance exceptionnelle (Laflamme, 1978), en montrant comment par leurs interventions ils peuvent, de manière subtile, provoquer et légitimer différentes formes d'inégalités scolaires.

Les travaux de Crespo et Cournoyer (1978), Crespo et Michelena (1976) et Ouellet (1982) ont porté sur les effets de certains aspects

de l'organisation scolaire sur les élèves. L'étude particulière de Crespo et Michelena (1976) a mis en relief le rôle joué par les voies académiques dans l'inadaptation scolaire au sens où la fréquentation des voies allégées aurait tendance à produire une certaine désaffectation envers l'école, ce qui se traduirait par des taux d'absentéisme plus élevés chez les étudiants des voies allégées que chez ceux des voies enrichies. L'école publique pour sa part aurait moins de facilité que l'école privée à attirer les clientèles destinées aux voies enrichies (Béland, 1978) ou celles qui nourrissent des ambitions scolaires élevées (Ouellet, 1982).

Si l'on s'attarde plus spécifiquement à la façon dont les structures scolaires affectent le comportement des jeunes, on constate qu'un climat scolaire générateur d'insatisfaction est de nature aussi à faire grimper les taux d'absentéisme (Crespo et Michelena, 1976). Dans ce même ordre d'idée, il a aussi été démontré que le climat académique de l'école pouvait avoir un effet plus marqué sur le rendement scolaire que la position sociale du jeune (Bouchard, 1981 et 1987). Les travaux empiriques de Brunet et al. (1989) et Corriveau (1989) ont aussi établi l'existence de liens importants entre le style de gestion des directeurs et directrices d'école, le climat scolaire, et les performances scolaires des jeunes de niveau secondaire. Les adolescents réagissent donc à l'organisation scolaire et, à l'égard des rapports humains et des conditions de vie que leur offre l'institution scolaire, ils ont des attitudes très critiques et des attentes précises (Crespo, 1980a). Le projet de recherche "Opération humanisation" mené dans la région du Saguenay Lac St-Jean avait pour objectif de comprendre les attentes et les orientations des élèves, des enseignants et des parents face au vécu scolaire à partir d'une saisie des caractéristiques objectives de l'organisation scolaire (Lessard et Boucher, 1981). Quelques-uns des résultats de cette étude tendent à montrer que la taille de l'établissement et le style de gestion affecteraient le vécu

scolaire des élèves et des enseignants, autrement dit la qualité de vie à l'école (Amégan et al, 1986).

Dans une brève recension des écrits sur l'effet de l'école sur les étudiants, Mark Holmes de l'OISE (1982) a montré, avec certaines données empiriques à l'appui, que plusieurs facteurs scolaires étaient susceptibles d'affecter le développement cognitif des élèves: l'atmosphère de l'école, le temps consacré à l'apprentissage, le type de classement des élèves et certains traits des enseignants. De son côté, Grégoire (1990) vient de publier pour le compte du ministère de l'Éducation du Québec une bibliographie assez élaborée sur les travaux américains traitant des facteurs qui façonnent une bonne école.

Si l'on s'arrête au statut privé ou public de l'école, Béland (1978) nous apprend qu'il n'est pas du tout certain que l'école privée constituerait un milieu plus formateur et plus stimulant au plan du rendement. Les données de son étude, conclut-t-il, confirmeraient plutôt l'hypothèse inverse. Chantale Hétu (1980) a aussi réalisé une analyse de la réforme scolaire à partir d'une comparaison des secteurs public et privé de niveau secondaire. Elle rejoint les conclusions de Béland en disant que les différences de réussite et d'échecs entre les deux institutions dépendent plus de la voie académique que du secteur. L'accomplissement plus élevé des élèves du privé tiendrait donc moins à une différence d'efficacité entre les deux institutions qu'à une question de sélection.

Dans cette même perspective, des études qui ont été menées au niveau collégial, n'ont pas réussi à démontrer hors de tout doute que des moyens pédagogiques différents produisent des résultats différents sur les clientèles (Bélanger et Béland, 1986). Contrairement aux attentes, la pédagogie organique ne semble pas avoir eu les effets escomptés tant aux plans cognitif que social. Cette recherche tend à discréditer la thèse voulant que les facteurs scolaires aient un effet sur les étudiants. On a par contre soutenu dans une étude empirique

que les classes stables au cégep (qu'elles soient homogènes ou hétérogènes) pouvaient avoir des effets positifs sur la réussite scolaire en plus de renforcer le sentiment d'appartenance à la classe (Giguère, 1985). Enfin, le récent débat sur la douance au primaire et au secondaire a mis en lumière une nouvelle forme de discrimination scolaire qui ferait qu'en attribuant de meilleures ressources et de meilleurs équipements aux élèves déjà favorisés, on permettrait à ces jeunes de mieux réussir à l'école (Berthelot, 1987), ce qui vient réaffirmer la pertinence des facteurs scolaires dans la performance des jeunes.

Les recherches sur les effets de l'organisation scolaire sur les apprentissages ou sur l'efficacité des écoles, pour prendre un jargon bien connu, semblent retenir de plus en plus l'attention des sociologues de l'éducation. Leurs résultats toutefois apparaissent encore très controversés même si de plus en plus d'études réussissent à cerner les effets spécifiques de certains facteurs scolaires. Il nous semble que la recherche dans ce domaine est appelée à s'intensifier et à s'orienter vers des dimensions de l'école qui sont plus révélatrices du climat et des valeurs qui y circulent. Au moment où au nom de la qualité en éducation on s'apprête à se lancer dans toutes sortes de projets de réforme, il apparaît urgent que la recherche en sociologie de l'éducation puisse mettre davantage à l'épreuve cette idée chère aux agents scolaires et aux parents, à savoir que l'école modèle, conditionne et influence de façon significative l'apprentissage des jeunes.

L'effet de l'école sur les clientèles peut aussi s'analyser en termes de socialisation. À ce chapitre, on a, au cours des dernières années, examiné la façon dont les enseignants conçoivent leur rôle et la place de l'école dans le processus de socialisation politique (Trottier, 1982). Une étude portant sur les attitudes politiques des jeunes et de leurs parents a aussi été réalisée par Bernier (1978). Selon cet auteur, les attitudes politiques des jeunes correspondraient à

des idéaux politiques plus ancrés chez les jeunes et moins sujets à l'influence de la conjoncture si on les compare à celle de leurs parents. Ce thème de recherche demeure toutefois relativement embryonnaire tout comme celui qui porte sur les contenus culturels véhiculés par le système scolaire, si on les compare à l'importante production dans ce secteur dans les années 60.

En termes d'objectifs et de contenus des programmes de niveau collégial, Gouveia, Lévesque et Assogba (1978) ont montré comment la culture scientifique et technologique a supplanté graduellement l'idéologie judéo-chrétienne et les humanités gréco-latines florissantes à l'époque des collèges classiques. Le grec et le latin auraient fait place aux disciplines scientifiques comme "facteur sélectif". En dehors des programmes scolaires, d'autres mécanismes de socialisation ont aussi attiré l'attention des chercheurs en sociologie de l'éducation. Mireille Lévesque (1983) s'est interrogée en particulier sur les valeurs et les objectifs qui sont véhiculés dans les politiques scolaires et sur les efforts qui sont déployés au niveau des moyens par les structures gouvernementales pour réaliser ces objectifs.

Laflamme (1980), pour sa part, a cherché à démontrer sur un plan plus théorique que le langage constitue un mécanisme de socialisation stratégique en ce qu'il exerce une influence décisive sur le style cognitif de l'enfant et contribue, tout comme le jeu, à faire intérioriser par l'enfant l'appartenance à sa culture de classe.

Quant à Léon Bernier (1978), il a de son côté examiné l'impact de cheminements scolaires différents sur l'intériorisation des modèles culturels par les jeunes. Selon ses conclusions, les filières scolaires suivies par les étudiants constituent de véritables "réseaux culturels" conduisant à l'émergence d'idées, de valeurs et d'attitudes différentes.

L'analyse de contenu des manuels scolaires a aussi fait l'objet d'attention bien particulière vers la fin des années 70 où l'on s'est employé principalement à mettre en évidence les stéréotypes masculins et féminins, les visions sexistes de la réalité (Dunnigan, 1976) ainsi que les modèles culturels véhiculés par les personnages de la littérature enfantine (Salame et Désilets-Cayer, 1980). Une autre étude du même genre a montré comment les manuels scolaires du Québec, et en particulier les manuels d'histoire, contribuaient à véhiculer une image marginalisante des Amérindiens (Vincent et Arcand, 1979).

La fonction de socialisation de l'école a aussi été étudiée en lien avec les problèmes d'immigration et de rapports interethniques. Pour Ollivier (1984), le problème de la "culture migrante" au Québec doit amener l'école à sortir des sentiers de l'homogénéisation culturelle et linguistique pour se tourner vers une pédagogie d'expression et de communication, et vers des contenus scolaires centrés sur les besoins des nouveaux apprenants. La diversité ethnique des populations scolaires, en particulier dans la région urbaine de Montréal, pose de sérieux problèmes à l'école, notamment celui de la socialisation et de l'intégration des immigrants. L'étude de Charles Pierre-Jacques (1982) sur les tensions vécues par l'enfant d'immigrants haïtiens dans le système scolaire québécois en est un bel exemple. L'étude de l'efficacité des classes d'accueil francophones pour jeunes immigrants en est un autre (Crespo et Pelletier, 1985). On y montre qu'une proportion importante de jeunes immigrants éprouve de sérieuses difficultés d'adaptation en milieu scolaire. Ce thème prend donc de plus en plus d'importance. Crespo et Lessard lui ont d'ailleurs consacré une partie importante de leur livre sur l'Éducation en milieu urbain (1985).

L'examen des rapports interethniques a permis aussi de mettre en relief certaines contradictions et ambiguïtés découlant de

l'éducation interculturelle: les approches socialisatrices destinées à changer les stéréotypes attribués aux groupes minoritaires et à adapter les moyens pédagogiques en fonction des besoins spécifiques de ces groupes peuvent conduire à la création de ghettos sociaux et culturels, comme le soutient Michel Laferrière (1985a). D'autre part, l'examen de la question de l'intégration sociale des minorités ethniques à la culture dominante en milieu scolaire a permis de conclure que les élèves de la majorité culturelle maintiennent bien souvent une grande distance sociale à l'égard des minorités qui, elles, semblent davantage exprimer des attitudes d'ouverture (Beauchesne, Limoges et Paul, 1983).

Il y aurait lieu aussi de souligner certains travaux mettant en évidence la différentiation du processus de socialisation en fonction du sexe. Dans cette optique, Pauline Fahmy (1982) a montré que les pratiques et les messages de socialisation sont différents selon qu'ils s'adressent à des filles ou à des garçons.

Les tensions culturelles générées par l'école peuvent aussi résulter de l'affrontement entre la culture scolaire et celle de la famille. Hohl (1981) a montré comment des conceptions différentes dans les habitudes alimentaires et certaines formes d'activités physiques pouvaient conduire l'école à un échec dans ses tentatives d'acculturation des enfants de milieux populaires. Dans son livre intitulé Les enfants n'aiment pas la pédagogie (1982b), Hohl a aussi montré comment les enseignantes du pré-scolaire et du primaire travaillant dans les écoles de milieux défavorisés font face à un dilemme dans leur rôle d'agent de socialisation au sens où elles ont à choisir, d'une part, entre des pratiques pédagogiques plus ouvertes qui facilitent les rapports sociaux et qui génèrent plus de satisfaction et, d'autre part, des approches plus traditionnelles, davantage centrées sur les apprentissages qui favorisent plus le rendement mais qui sont

moins satisfaisantes et valorisantes, et pour les élèves, et pour les enseignants.

Enfin, on a souligné aussi les résultats inattendus de la transmission de la culture par l'école. Le processus de socialisation scolaire, c'est aussi, comme le dit Simard (1982), une vaste entreprise de modelage systématique des personnalités qui, contrairement aux effets voulus, cherche davantage à aligner les esprits sur les besoins de la bureaucratie et de la culture de consommation de masse que sur la quête de l'autonomie et la recherche de l'identité.

CHAPITRE V

LA PROFESSION D'ENSEIGNANT

LA PROFESSION D'ENSEIGNANT

La sociologie de l'éducation au Québec s'est aussi intéressée depuis plusieurs années à l'enseignant. Cet intérêt n'est pas étonnant si l'on considère d'une part le rôle-clé que l'on a accordé à cet agent du système scolaire dans la mise en oeuvre des diverses réformes scolaires et si l'on tient compte d'autre part des fortes contraintes qui se sont abattues sur cette profession depuis le début de la période de décroissance en éducation.

Les thèmes de recherche développés autour de l'enseignant depuis le début des années 60 ont été fort variés mais disons que la dernière décennie a surtout été marquée par l'importante recherche faite par l'équipe Cormier, Lessard et Valois (1979). Composée de chercheurs venant du milieu universitaire et du ministère de l'Éducation, cette équipe a réalisé une enquête socio-pédagogique sur les enseignants québécois des écoles primaires et secondaires, oeuvrant dans les secteurs francophone et anglophone, public et privé. Cette étude a porté en bonne partie sur les caractéristiques des enseignants, leur satisfaction au travail, leurs valeurs socio-pédagogiques et leur évaluation de la formation et du perfectionnement.

Un des thèmes de cette étude, la satisfaction au travail des enseignants avait d'ailleurs déjà fait l'objet d'une recherche conduite par Larouche en 1978. La question de la tâche a aussi été abordée par d'autres chercheurs (Crespo, 1985; Lessard, Mathurin et McAndrew,

1984). Une étude de la tâche des enseignants de cégep a aussi été réalisée par Grégoire, Turcotte et Dessureault (1986).

Trottier (1982), pour sa part, s'est intéressé aux enseignants comme agents de socialisation politique en analysant le rôle des enseignants dans l'initiation des étudiants au domaine politique ainsi que leur propension à s'impliquer dans ce processus en discutant de questions politiques avec les étudiants. L'analyse a montré que, contrairement aux préjugés populaires, les enseignants n'ont pas tendance à jouer un rôle très actif dans la socialisation politique des étudiants. Ce thème du rôle de l'enseignant dans la socialisation politique tout comme celui des facteurs qui influencent les enseignants dans l'exercice de ces fonctions et des contenus culturels qu'ils véhiculent demeurent, il faut bien le dire, des secteurs de recherche encore peu défrichés.

Ce sont là les travaux de recherche sur l'enseignant menés par des sociologues de l'éducation au cours de la dernière décennie que nous avons pu identifier. C'est sans doute un secteur en émergence qui devrait connaître des développements au cours des prochaines années. On peut signaler à cet effet que deux importantes synthèses réalisées par Lessard (1987) et Lessard et Mathurin (1989) ont permis de faire avancer la réflexion dans ce secteur. Les auteurs cherchent à resituer les écrits sur le corps enseignant québécois des deux dernières décennies dans un ensemble théorique organisé. À partir de cadres théoriques divers, les auteurs poursuivent la vérification d'hypothèses sur la déqualification et la prolétarisation de la carrière d'enseignant. Par ailleurs, d'autres travaux de nature historique retraçant l'évolution de la formation des maîtres, dont celui publié par Mellouki (Mellouki, 1989) de l'Institut québécois de recherche sur la culture, et quelques thèses en cours, dont celles de Creutzer Mathurin et de Marie-Paule Malouin, devraient combler un vide important de notre histoire de l'éducation.

CHAPITRE VI

NOTES SUR LE DÉVELOPPEMENT DE CHAMPS LIMITROPHES À LA SOCIOLOGIE DE L'ÉDUCATION

NOTES SUR LE DÉVELOPPEMENT DE CHAMPS LIMITROPHES À LA SOCIOLOGIE DE L'ÉDUCATION[1]

Le mouvement de la recherche en sociologie de l'éducation se poursuit simultanément, bien que trop souvent en parallèle, au développement de la recherche dans des domaines limitrophes comme l'histoire, l'économie, les sciences politiques[1] ou encore, ce qui est peut-être moins acceptable, sans référence à d'autres champs spécialisés de la sociologie, comme par exemple ceux de la sociologie de la science ou de la sociologie des jeunes.

La dynamique et la structure des institutions scientifiques et universitaires, plus largement la division sociale du travail, en viennent en effet à compartimenter le travail de recherche et à restreindre, par des mécanismes de concurrence et de luttes autour des territoires respectifs, le champ de vision des chercheurs. On a pu

---

(1) À cela on pourrait ajouter la biologie, dont la contribution à la saisie des notions d'aptitudes et d'hérédité est fondamentale et la psychologie qui possède ses propres théories de l'apprentissage. On notera que nous n'avons pas distingué dans ce bilan ce qui était de l'ordre de la psycho-sociologie et de la sociologie au sens strict. En éducation où le processus de socialisation est central, le recours à la psycho-sociologie va de soi et l'analyse psycho-sociale est quasi inséparable de l'analyse sociologique.

constater qu'au cours de ce bilan, nous n'avons pas hésité à référer à des travaux, d'économistes, de politicologues, d'historien(ne)s. De tels recours nous semblent devoir enrichir d'autant la recherche en sociologie de l'éducation. C'est pourquoi nous signalerons ici quelques ensembles de travaux avec l'espoir qu'ils puissent servir d'entrée à ces contributions souvent considérées hors champ mais à notre avis pertinentes. Encore une fois il s'agit uniquement d'aperçus qui n'ont qu'une valeur indicative.

Commençons par l'histoire. On sait les intérêts que la sociologie a dans le travail de reconstruction du passé, particulièrement dans l'analyse de l'évolution des grandes institutions. Pour la compréhension des fonctions sociales de l'éducation, et plus précisément de l'école, le recul que permet l'histoire est indispensable (Petitat, 1985). D'ailleurs, la sociologie de l'éducation avec Durkheim (1969) a construit ses bases et sa légitimité à partir d'une étude historique permettant de rompre avec une conception essentialiste et strictement psychologique des faits d'éducation.

Au cours de la dernière décennie, l'histoire de l'éducation a pris au Québec un nouvel essor entre autres avec la multiplication de la recherche sur l'éducation des filles et notamment avec les travaux, déjà signalés, de Micheline Dumont et Nadia Fahmy Eid[1].

Toujours en histoire de l'éducation, on peut citer, à titre d'exemple additionnel de contribution significative, l'étude de Galarneau sur les collèges classiques (Galarneau, 1978). Aux limites de l'histoire et de la sociologie religieuse, on trouve l'intéressante analyse de Turcotte sur la révolution tranquille vue à travers la communauté enseignante des Clercs St-Viateur (Turcotte, 1981). Le même

---

(1) On trouve une présentation récente de leur programme de recherche dans les Actes du 1er congrès des sciences de l'éducation de langue française (Dumont, Fahmy-Eid, 1987). Voir aussi la bibliographie de Parent, Cloutier et Mura (1988).

auteur a de plus publié récemment une recherche sur les frères enseignants (Turcotte, 1988).

Par ailleurs, l'histoire des sciences, dont les liens avec les systèmes d'enseignement sont évidents, connaît aussi un développement notable comme en témoigne la publication, en 1988, d'une histoire générale des sciences au Québec par quelques-uns des artisans en ce domaine, soit Chartrand, Duchesne et Gingras (Chartrand et al., 1988). Simultanément, à cette croissance des travaux en histoire, la sociologie de la science a pris de son côté une certaine vigueur. Dans sa version québécoise, elle accorde une attention première au processus d'institutionnalisation de la science, et par là même, en vient à des analyses historiques du développement du système universitaire québécois. On a déjà signalé à cet égard les travaux de Fournier (Fournier, 1986) mais il faut y ajouter aussi ceux de Maheu et de Descarries-Bélanger (voir entre autres, Maheu et al. 1984).

Si, comme nous venons de le voir, la sociologie de la science reste près de l'histoire, on peut aussi dire que dans leur recherche, plusieurs sociologues de l'éducation ont accordé à la dimension historique une place de premier ordre. On pense aux travaux de Petitat (1982), aux analyses de Denise Lemieux (1985) sur la socialisation des enfants, à celles de Mellouki (1989) sur la formation des maîtres, de Lessard et Mathurin (1989) sur la profession enseignante, de Dandurand (1989) sur l'institutionnalisation de la profession universitaire, etc. De plus, un collectif de chercheurs, dont quelques sociologues de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, s'est formé récemment pour procéder à une analyse historique de l'évolution de l'éducation avant et après la révolution tranquille(1)

.

---

(1) Voir la présentation de P.W. Bélanger du livre d'A. Tremblay sur le ministère de l'Éducation (Tremblay, 1989).

L'histoire est ainsi un des champs de recherche les plus en lien avec la sociologie de l'éducation. Ce champ de recherche n'est pas cependant le seul qui, pour le sociologue, présente de l'intérêt. Comme nous l'avons déjà signalé, il y a aussi l'économie et les sciences politiques. Mais dans l'ensemble les rapports de ces deux disciplines avec la sociologie de l'éducation sont beaucoup plus ténus.

Clément Lemelin dans son bilan des travaux en économie de l'éducation reconnaît lui-même l'intérêt limité des économistes au domaine de l'éducation (Lemelin, 1988). Rien n'empêche que les recherches en économie de l'éducation, sont parfois d'un rapport essentiel au sociologue, qu'il s'agisse soit d'étudier les rapports scolarisation-occupation-revenus, soit de comprendre la dynamique de la crise fiscale et ses retombées en éducation ou, encore, d'examiner les liens entre l'éducation et le développement économique. Ces dimensions de la question scolaire, le sociologue ne peut se permettre de les mettre de côté. L'économiste, par contre, jette souvent sur l'éducation (et aussi sur la sociologie) un regard un peu hautain. Lemelin (1988) qui est un de ceux qui se mêlent sans doute le plus aux milieux de la recherche en éducation écrit: "En science économique, on est économiste d'abord et économiste de l'éducation à l'occasion".

On peut penser que la sociologie de l'éducation aura dans les prochaines années à se confronter plus directement à l'analyse économique et cela pour deux raisons principalement. La première tient à la place dominante que cherche à occuper le discours néo-libéral dans le domaine de l'éducation. L'idéologie néo-libérale de l'éducation trouve, on le sait, une part essentielle de sa légitimité dans la science économique. Ainsi, toute démarche critique par rapport à cette idéologie devra forcément remonter à ses bases dans la théorie économique. Deuxièmement, l'analyse des économistes néo-libéraux porte sur des études micro-économiques des systèmes sociaux comme par exemple le calcul de la productivité de certains types

d'écoles (vg école privée vs école publique) et du coup, ils se situent sur le même terrain que les sociologues. C'est ce que montre très clairement le manifeste néo-libéral publié tout récemment par deux professeurs de l'ENAP, (Migué et Marceau, 1989) et l'évaluation que viennent de publier Montmarquette et ses collaborateurs (1989) sur les interventions scolaires en milieu défavorisé.

En ce qui concerne les sciences politiques, nous y avons amplement fait écho dans le bilan de la recherche sur les politiques scolaires. Inutile donc d'y revenir ici. On peut cependant souligner l'intérêt des études récentes de Lemieux et Joubert (1986) sur la gouverne des collèges, de celle de Crête et al. (1982) sur les universités, de même que de celle de Bergeron, Laliberté et Robert (1987) sur la dynamique des acteurs dans l'orientation des projets éducatifs des écoles.

Par ailleurs, il nous faut signaler l'intérêt pour le sociologue de l'éducation des travaux réalisés dans le champ de la sociologie des jeunes. Ce domaine de recherche a repris vie ces dernières années suite notamment à la difficile insertion sociale et professionnelle des jeunes dans une conjoncture de crise économique et culturelle. Nous disposons maintenant d'une importante bibliographie sur les jeunes préparée par Isabelle Perrault (1988). À cet instrument de travail suivra bientôt une analyse-bilan de ce champ d'études par Léon Bernier de l'Institut québécois de recherche sur la culture. En attendant, on peut rappeler la publication au cours des dernières années de deux recueils de textes portant sur les jeunes: Une société des jeunes?, publié par l'I.Q.R.C. (Dumont, F., 1986) et Jeunesses: des illusions tranquilles, publié chez VLB (Deniger et al., 1986). Deux monographies récentes méritent aussi à notre avis une attention particulière: l'étude de Monique Cournoyer (1985) sur l'univers culturel des jeunes et celle de Madeleine Gauthier sur les jeunes chômeurs (1988).

Dans le prolongement d'une sociologie des jeunes, la criminologie a aussi apporté une contribution notable sur les thèmes de la délinquance, de l'adolescence et du contrôle social notamment à travers les travaux de Leblanc (1985) et de Cusson (1981).

Enfin, un thème d'intérêt commun à bon nombre de spécialistes des sciences économiques et politiques et de sociologues de l'éducation et qui commence à apparaître au Québec, quoique sous une forme encore assez embryonnaire, est celui des rapports entre éducation et développement. Parmi les objets de préoccupation, on retrouve l'évaluation des innovations éducatives entreprises dans les pays africains au lendemain de leur indépendance (Diambomba, 1977a, 1977b, 1982; Institut de coopération internationale, 1976). À ce sujet, une somme de documents de travail assez impressionnante (plus d'une cinquantaine), produite dans la majorité des cas par des étudiants africains aux études à l'Université Laval, a été publiée, quoiqu'avec une diffusion restreinte, par le CEDDEA (Centre d'études et de documentation sur le développement de l'éducation en Afrique) de l'Université Laval(1). Ces travaux ont l'avantage d'aborder la question de l'évaluation des réformes scolaires en Afrique d'un point de vue interdisciplinaire, examinant tour à tour les aspects économiques, politiques, sociaux et culturels des changements éducatifs entrepris au cours des années 60 et 70.

L'idée que l'éducation pouvait constituer un puissant levier de développement économique a aussi fait l'objet de sérieuses critiques suite aux résultats décevants obtenus après l'application de vastes plans de développement de l'éducation (Moisset, 1980). En fait, ce sont les modèles mêmes de développement basés sur les besoins en main-d'oeuvre, la demande sociale de l'éducation et la rentabilité de

---

(1) On peut obtenir la liste de ces publications au Département d'administration et politique scolaires de l'Université Laval.

l'éducation qui ont fait l'objet de remise en question (Moisset, 1986). Au plan de l'évaluation des politiques, il faut aussi signaler certaines études réalisées par Denis Turcotte sur les choix qu'ont dû faire la plupart des pays africains après leur indépendance entre le français et les langues nationales, comme langue d'enseignement (Turcotte, 1980, 1981, 1982). Enfin, il faut mentionner l'un des rares travaux sur la question de la formation dans le secteur informel en Afrique rédigé par Diambomba (1989e).

Le développement accentué de projets de coopération entre universités québécoises et certains pays du Tiers-Monde au cours des années 70 constitue aussi un fait nouveau qui a donné lieu à divers types de travaux. Quelques rares études ont contribué à accumuler des connaissances sur les milieux d'éducation de pays en voie de développement comme par exemple, les recueils de textes de Santerre et Mercier-Tremblay (1982) et de Santerre (1975) sur l'éducation en Afrique et l'impressionnante bibliographie sur l'éducation en République populaire de Chine produite par Lamontagne (1985). Certains projets spécifiques de coopération ont fait l'objet d'évaluation et conduit à des travaux de réflexion. On peut citer, à titre d'exemples, l'expérience du transfert du modèle d'enseignement de l'École polytechnique de Montréal à celui de Thiès au Sénégal (Davis et Laberge, 1986) et l'impact du Projet ouest-africain à la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval (Ouellet et Diambomba, 1980). D'autres travaux ont porté plus globalement sur l'implication des universités dans le développement (Moisset, 1985; Diambomba, 1989a).

Par ailleurs, l'arrivée massive d'étudiants étrangers au niveau universitaire a donné lieu récemment à toute une série d'études dont la description des clientèles étudiantes africaines fréquentant les universités canadiennes (Diambomba, 1989b), l'examen critique des politiques africaines de développement des ressources humaines

à l'étranger (Diambomba, 1989c) et d'autres travaux sur l'impact des études à l'étranger sur le développement des ressources humaines dans les pays en développement (Diambomba, 1989d) et sur les problèmes d'adaptation vécus par les étudiants africains à l'étranger (Ouellet, 1989).

Enfin, avec ces rapports de coopération plus répandus dans les universités québécoises est née une préoccupation nouvelle à l'égard de la place des femmes dans le développement, comme en fait foi un récent numéro de la revue Recherches Féministes (1988) et les Actes du colloque sur "Les réalités socio-économiques de la femme Africaine" publiés conjointement par l'AFEA (Association des femmes et étudiantesafricaines) et le CEDDEA de l'Université Laval (1990). L'émergence de cette nouvelle thématique soulève tout un ensemble de questions sur les rapports entre éducation et développement.

CHAPITRE VII

NOTES BRÈVES SUR LES PRATIQUES DE RECHERCHE

NOTES BRÈVES SUR LES PRATIQUES DE RECHERCHE

Les sociologues préoccupés par le champ de l'éducation ont fait jusqu'ici un usage important des grandes enquêtes *("surveys")*, d'études quantitatives réalisées le plus souvent avec beaucoup de rigueur. Ainsi on a vu se réaliser des recherches particulièrement sophistiquées et impliquant des investissements considérables, telle que l'analyse longitudinale ASOPE. Peu de gens remettent vraiment en question cette approche utile mais qui n'en contient pas moins des limites.

Ainsi, alors que l'on voit s'effondrer les grands paradigmes qui ont guidé l'analyse dans les années 1970, de la même façon, semble-t-il, émergent des intérêts nouveaux pour une méthodologie plus éclatée, plus diversifiée, plus souple et qui souvent cherche à établir un nouveau rapport à l'objet, un rapport parfois de complicité, un rapport de compréhension, une approche plus heuristique.

C'est le cas de ce qu'on désigne généralement comme l'approche qualitative. Parmi les recherches qui s'inscrivent dans cette perspective, il y a entre autres celles de Monique Cournoyer, Marcelle Hardy, Janine Hohl, Anne La Perrière, Gaston Pineau. Tout récemment l'intérêt des chercheurs, dans le champ de l'éducation, pour les méthodes qualitatives, a été souligné par l'organisation d'un colloque portant exclusivement sur ce thème. La revue Repères a publié les communications présentées dans le cadre de ce colloque (Repères, 1985).

Il est possible qu'il y ait là un effet de mode. On peut cependant espérer qu'une méthodologie qualitative et diversifiée enrichisse d'une façon plus permanente la démarche sociologique et permette ainsi d'atteindre un niveau de compréhension plus grand.

CONCLUSION

Ce tour d'horizon permet de constater comment, depuis les années 1970, la situation dans le champ de la recherche a changé. Et cela selon des voies annoncées: éclatement des objets d'analyses, requestionnement théorique et méthodologique.

Sur la question de l'accès des groupes à l'enseignement, les intérêts et objets de recherches, plus limités au début et polarisés autour des rapports éducation/classes sociales sont beaucoup plus éclatés maintenant. Ainsi, au niveau de l'accessibilité, même si les rapports classes sociales/éducation demeurent importants, l'attention se porte maintenant avec force sur les rapports femmes/éducation et ethnies/éducation. Les intérêts se déploient, l'analyse s'enrichit et des paradigmes sont remis en question.

Sous un autre thème important, celui des rapports éducation/emploi, si l'évolution n'est pas aussi spectaculaire, on voit quand même se déplacer l'attention vers le problème crucial de l'insertion des jeunes au marché du travail et vers l'étude des rapports dialectiques entre l'école et les nouvelles technologies. De plus, apparaît très bien à travers ce thème, le mouvement vers une approche méthodologique plus diversifiée et plus riche.

Les enjeux qui sous-tendent les politiques scolaires demeurent relativement peu étudiés. Cependant on a noté, entre autres, un intérêt accru pour l'analyse de la participation des parents. Par ailleurs, il est prévisible que l'étude des politiques d'intégration scolaire des jeunes immigrants prenne plus de place. Il faut toutefois espérer que dans ces recherches on sache intégrer à la sociologie de

80l'éducation, une sociologie du pouvoir qui permette de mieux saisir la dynamique des forces en action sur la scène scolaire.

Enfin, si on se fie à l'air du temps, qui délaisse les grands débats idéologiques, l'étude "interne" de l'organisation scolaire et de ses effets sur l'apprentissage et la socialisation devrait prendre de l'ampleur, ce qui est légitime compte tenu de la centralité de ces fonctions dans l'appareil scolaire. Ce regard interne ne doit pas cependant pas faire perdre de vue le rôle et l'impact du système scolaire sur les groupes sociaux et sur leur position dans la structure du pouvoir. Un des défis majeurs de l'école est en effet d'assurer le respect des identités culturelles dans un fonctionnement qui par ailleurs serait en mesure de contrer les inégalités de toutes sortes que génère le système social.

Tous ces changements nous placent en définitive devant un champ de recherche plus "ouvert" et plus propice peut-être à l'imagination sociologique. On en aura besoin pour reformuler des problématiques qui sont dans de multiples cas, insuffisantes ou inadéquates. Aurons-nous, par ailleurs, les moyens de le faire? C'est évidemment une question qui se pose dans la conjoncture présente.

BIBLIOGRAPHIE

Directives concernant le repérage des références.

Pour le repérage des références en fonction des différents thèmes traités dans ce document, nous avons indiqué dans la marge à gauche un numéro correspondant à l'un ou l'autre ou plusieurs des chapitres de ce document, soit dans l'ordre:

1. **Accès différentiel des groupes sociaux à l'enseignement**

   - Éducation et classes sociales
   - Éducation et sexe
   - Éducation populaire et éducation des adultes
   - Éducation et groupes ethniques

2. **Éducation et emploi**

   - Rentabilité économique de l'éducation
   - Orientations scolaires et professionnelles
   - Formation professionnelle
   - Chômage et scolarisation
   - Insertion socio-professionnelle
   - Impact des nouvelles technologies

3. Les politiques et les enjeux qui les sous-tendent

- Enjeux linguistiques et religieux en éducation
- Centralisation - décentralisation
- Participation au plan scolaire

4. Organisation, socialisation et apprentissage

- Sélection scolaire
- Structures scolaires et apprentissage
- Socialisation scolaire

5. La profession d'enseignant

6. Notes sur le développement de champs limitrophes à la sociologie de l'éducation

- Histoire et éducation
- Économie et éducation
- Politique et éducation
- Sociologie de la science
- Sociologie des jeunes
- Éducation et développement

7. Les pratiques de recherche en sociologie de l'éducation

- Méthodes et évolution du champ

RÉFÉRENCES

3- ACTES DU COLLOQUE SUR LE PROJET DE LOI 40, Les cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Québec, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, Vol. 1, No 1, 1984, 118 p.

6- ACTES DU COLLOQUE sur les réalités socio-économiques de la femme africaine, Québec, Université Laval, Publication conjointe de l'Association des femmes et étudiantes africaines (AFEA) et du Centre d'études et de documentation sur le développement de l'éducation en Afrique (CEDDEA), 1990, 136 p.

ACTES DU CONGRÈS, 1er congrès des Sciences de l'éducation de langue française au Canada, Recherche et progrès en éducation, Bilan et prospective, Québec, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1987, 417 p.

1,2- ALLAIRE, André, BERNARD, Paul et RENAUD, Jean, "Qui s'instruit s'enrichit?", Possibles, Vol. 3, Nos 3-4, printemps 1979, pp. 13-33.

1,2- ALLAIRE, André, BERNARD, Paul et RENAUD, Jean, "Scolarité et revenu en début de carrière: une relation inflationniste", Cahiers de recherche sociale, Vol. 22, No 3, 1981, pp. 361-378.

1,6- ALLIE, Robert, "L'évolution de la scolarisation au Québec, 1951-1976", Cahiers québécois de démographie, Vol. 11, No 3, 1982, pp. 295-322.

3,4- AMBROISE, Antoine, "Les politiques éducatives et la qualité en éducation: une perspective systémique", Actes du Colloque sur la qualité en éducation: enjeux et perspectives, Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 1983, pp. 201-210.

3- AMBROISE, Antoine et DE BILLY, Marie-Claude, "Les politiques éducatives récentes au Québec. Chronologie et bibliographie sélective annotée (1977-1983)", Les cahiers du LABRAPS, Série Études et documents, Vol. 2, 1987, 127 p.

3- AMBROISE, Antoine et OUELLET, Roland, "Le projet éducatif de l'école: une analyse critique", Revue Canadienne de l'éducation, Vol.6, No 2, 1981, pp. 39-53.

4- AMEGAN, S., BONNEAU, G., BOUCHER, L.P., MOROSE, J. et OUELLET, J., Vers une compréhension de la dynamique de l'école secondaire, Sillery, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986, 215 p.

4,5- AMEGAN, Samuel et OUELLET, Jacques, " Les enseignants en tant que sous-système de l'école secondaire: une étude régionale", Revue Canadienne de l'éducation, Vol. 19, No 2, 1984, pp. 191-212.

1- AMPLEMAN, G., PARÉ, G., GAUDREAU, L., LAROSE, C., LEBOEUF, F. et VENTELOU, D., Pratiques de conscientisation: Expériences d'éducation populaire au Québec, Montréal, Nouvelle Optique, 1983, 304 p.

1- ARENA, Francesco, "Présence des femmes en science et technologie au Québec", Cahiers de recherche sociale, Vol. 4, No 1, avril 1986, pp. 33-53.

1- A.S.O.P.E., Analyse descriptive des données de la première cueillette, 1972, Québec, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval; Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 2e édition corrigée, 1976, 3 volumes. (Les étudiants - les enseignants - les parents).

4- ASSOGBA, Yao, "Modèle d'analyse pour l'étude sociologique de l'innovation pédagogique", Revue des sciences de l'éducation, Vol. VIII, No 1, 1982, pp. 115-134.

1- ASSOGBA, Yao, Le paradigme des effets pervers et l'inégalité des chances en éducation, Les Cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Vol. 1, No 3, 1984, 256 p.

2- AUDET, Marc, Relance 1978, Étude de l'efficacité de la formation au secteur professionnel et au secteur général du niveau collégial et au niveau secondaire auprès des sortants de juin 1977, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction des politiques et plans, 1979a.

2- AUDET, Marc, Relance à l'université, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction des politiques et plans, 1979b, 163 p.

2- AUDET, Marc, Relance à l'université 1980. Vue d'ensemble, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1982, 108 p.

2- AUDET, Marc, Relance à l'université 1983. Les disciplines, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1984, 82 p.

2- AUDET, Marc, Relance à l'université 1984, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1986, 84 p.

2- BABY, Antoine, "L'école, les intervenants et la conjoncture", L'orientation professionnelle, Vol. 15, No 3, 1979, pp. 17-35.

2- BABY, Antoine, "Informatique, chômage et révolution: petite prophétie en forme d'espoir", L'orientation professionnelle, Vol. 19, No 4, 1984, pp. 67-83.

2- BABY, Antoine, "Insertion des jeunes et pratiques de l'orientation professionnelle", L'orientation professionnelle, Vol. 21, No 2, 1985, pp. 69-82.

2- BABY, Antoine, "Dans les années d'aujourd'hui, c'est plutôt décourageant... plus on avance dans le temps, plus c'est difficile", jalons d'une problématique conjoncturelle de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, Québec, Université Laval, Faculté des sciences de l'éducation, mai 1986, 41 p. (miméo).

1- BAKER, Maureen, "Quand je pense à demain..." Une étude sur les aspirations des adolescentes. Ottawa, Conseil

consultatif canadien de la situation de la femme, 1985, 194 p.

1- BEAUCHESNE, André, LIMOGES, Jacques et PAUL, Denise, "La distance sociale inter-ethnique dans le milieu scolaire", Revue des sciences de l'éducation, Vol. IX, No 3, 1983, pp. 453-468.

1,4- BÉDARD, Édith et MONNIER, Daniel, Influence de l'environnement linguistique chez les élèves francophones de niveau secondaire IV et V, Québec, Conseil de la langue française, Tome 1, Éditeur officiel, 1981, 164 p.

7- BÉLAND, François, L'indépendance régionale: La réduction des catégories dans les tableaux de contingence, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. IX, 1979, 124 p.

7- BÉLAND, François, Une méthode d'analyse maintenant disponible en langage APL: l'analyse nominale hiérarchique de fréquences, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. VIII, 1979, 124 p.

1- BÉLAND, François, "La rationalité des étudiants des secteurs scolaires français et anglais, un réexamen", Recherches sociographiques, Vol. 21, No 3, 1980, pp. 347-356.

1- BÉLAND, F., BÉLANGER, P.W., BERNIER, L., HARVEY, V., LEGAULT, G., MASSOT, A., ROBERGE, P. et TROTTIER, C., Les jeunes et la réforme scolaire, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. XIII, 1981, 316 p.

1,4- BÉLAND, Paul, "L'école privée et la démocratisation: sélection et processus", Revue des sciences de l'éducation, Vol. IV, No 2, 1978, pp. 249-264.

1- BÉLANGER, Pierre W., La réponse du Québec aux problèmes d'équité et d'excellence dans l'enseignement post-secondaire", Recherches sociographiques, Vol. XXVII, No 3, 1986, pp. 365-384.

4- BÉLANGER, Pierre W. et BÉLAND, Paul, "L'impact de la pédagogie sur les apprentissages: le cas de Limoilou", Recherches sociographiques, Vol. XXVII, No 3, 1986, pp. 435-448.

1,4- BÉLANGER, Pierre W. et HARVEY, Valérien, "Besoins des étudiants ou de la société? un faux dilemne", L'orientation professionnelle, Vol. 14, No 2, 1978, pp. 89-103.

3- BÉLANGER, Pierre W., HARVEY, Valérien, ROBERT, Marcel et TROTTIER, Claude, "Commentaires critiques sur le livre vert", Prospectives, Vol. 14, Nos 1-2, février-avril 1978, pp. 9-26.

7- BÉLANGER, Pierre W., OUELLET, Roland et TROTTIER, Claude, "La sociologie de l'éducation au Québec", Bulletin, Société canadienne pour l'étude de l'éducation, Vol.2, No 4, 1975, pp. 4-7.

2- BENGLE, Normand et LAFLAMME, Claude, "L'information scolaire et professionnelle et l'inévitable rupture

entre l'école et le marché du travail", Revue des sciences de l'éducation, Vol. V, No 3, 1979, pp. 401-422.

2- BENGLE, Normand et LAFLAMME, Claude, "Le secteur professionnel dans l'enseignement secondaire et dans la société", Revue des sciences de l'éducation, Vol. VIII, No 2, 1982, pp. 271-292.

3- BERGERON, Hélène, LALIBERTÉ, G.-Raymond et ROBERT, Marcel, Étude de projets éducatifs québécois, Tome 2: Étude de cas, Les cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Vol. 3, Tome 2, 1987, 521 p.

1,2- BERNARD, Paul, L'insignifiance des "données", Bref essai contre la stigmatisation positiviste", Sociologie et sociétés, Vol. XIV, No 1, 1982, pp. 65-82.

1,2- BERNARD, Paul, DEMERS, André, GRENIER, Diane et RENAUD, Jean, L'évolution de la situation socio-économique des francophones et des non-francophones au Québec (1971-1978), Montréal, Office de la langue française, Gouvernement du Québec, 1979, 176 p.

2- BERNIER, Colette et CAILLOUX, Catherine, "Les qualifications: un enjeu des nouvelles technologies" in: Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.), 1985, op. cit., pp. 144-149.

3,4- BERNIER, Léon, "Les attitudes politiques des jeunes et de leurs parents: une étude longitudinale", Recherches Sociographiques, Vol. XIX, No 1, janvier-avril 1978, pp. 103-134.

4- BERNIER, Léon, Génération, maturation et conjoncture: une étude des changements d'attitudes dans le Québec des années 1970, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. X, 1980, 175 p.

6- BERNIER, Léon (éd.), Présences de jeunes artistes, Questions de culture, No 8 (numéro spécial), 1985, 182 p.

1- BERNIER, Léon, Identifications symboliques et parcours scolaire, Thèse de doctorat, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, 1986, 265 p.

1- BERNIER, Léon, "Tant qu'ils choisiront de vieillir... Point de vue sur les aspirations des jeunes", in Dumont Fernand (éd.), 1986, op. cit., pp. 29-44.

1,4- BERTHELOT, Jocelyn, L'école de son rang, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec, 1987, 204 p.

1,4- BERTHELOT, Jocelyn, L'école privée est-elle d'intérêt public, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.), 1988, 83 p.

1,4- BERTHELOT, Jocelyn, Apprendre à vivre ensemble. Immigration, société et éducation, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec, 1990, 187 p.

1,2- BERTHELOT, Michèle, "Travailler c'est trop dur pis s'marier c'est si beau... ou l'orientation des filles dans le contexte du virage technologique", L'orientation professionnelle, Vol.19, No 3, 1984, pp. 53-63.

6- BETSALEL-PRESSER, Raquel et DENOMME-ROBITAILLE, Ninon, "Les structures d'accueil pour la petite enfance au Québec", Revue Repères, No 3, 1983, pp. 5-54.

4- BIBEAU, Gilles (éd.), La qualité en éducation: enjeux et perspectives, Actes du colloque, Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 1983, 353 p.

1- BIBEAU, G., LESSARD, C., PARET, M.-C., THÉRIEN M. et GEORGEAULT, P., L'enseignement du français, langue maternelle. Perceptions et attentes, Québec, Conseil de la langue française, Éditeur officiel, 1987, 292 Gp.

1- BISSON, Antonio et LAVIGNE, Jacques, "Départs et abandons scolaires au niveau secondaire selon la langue d'enseignement. Québec, 1972-73 à 1977-78", Cahiers québécois de démographie, Vol. 11, No 2, 1982, pp. 167-194.

3- BOUCHARD, Pierre, L'enseignement primaire et secondaire: résultats d'un sondage, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1978, 97 p.

3- BOUCHARD, Pierre et CLOUTIER, Édouard, Les attentes des parents vis-à-vis l'école: rapport synthèse de la recherche effectuée par la Commission des écoles catholiques de Montréal et son Comité central des parents, Montréal, Centre de sondage, Université de Montréal, 1978, 47 p.

6- BOUCHARD, Pierre et TREMBLAY, Henri, Inventaire des activités socio-culturelles des jeunes, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction de la recherche, 1985, 160 p.

4- BOUCHARD, Yvon, "Perceptions scolaires, relations parents-école et apprentissage", Les Sciences de l'éducation pour l'ère nouvelle, Nos 2-3, avril-sept. 1981, pp. 177-226.

4- BOUCHARD, Yvon, School Social System and Student Outcomes in French Public Elementary Schools in Quebec, Thèse de doctorat, Department of Sociology, Michigan State University, 1987, 302 p.

4- BOUCHER, Louis-Philippe et OUELLET, Jacques, "Les services d'orientation dans les écoles secondaires publiques au Saguenay, Lac St-Jean quinze ans après", L'orientation professionnelle, Vol. 18, No 2, 1982, pp. 63-91.

4- BOUCHER, Louis-Philippe et OUELLET, Jacques, "L'impact de la taille de l'école secondaire sur le vécu scolaire", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 9, No 1, 1984, pp. 45-72.

BOUDON, Raymond, L'inégalité des chances. La mobilité sociale dans les sociétés industrielles, Paris, Armand Colin, 1973, 237 p.

BOURDIEU, Pierre et PASSERON, Jean-Claude, La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement, Paris, Les Éditions de minuit, 1970, 282 p.

3- BRASSARD, André, "La répartition du pouvoir formel dans le système de l'enseignement public: de 1959 à la Loi 3", Revue Repères, No 6, 1986, pp. 1-63.

1- BRAULT, Marie-Marthe, "Bachelières ès arts de faire. Les femmes de la cohorte de 1900-1920", Questions de culture, No 9, 1986, pp. 117-129.

1,2,4- BRETON, Raymond, Le rôle de l'école et de la société dans le choix d'une carrière chez la jeunesse canadienne, Ottawa, Information Canada, 1977, 652 p.

4- BRUNET, Luc, MADURO, Célia et CORRIVEAU, Lise, "Style de gestion des directeurs et des directrices d'école et efficacité organisationnelle en milieu scolaire", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XV, No 2, 1989, pp. 219-230.

1- CALDWELL, Gary et OBERMEIR, Paule, "Émigration de la jeunesse anglophone, Québec 1971-1976", Cahiers québécois de démographie, Vol. 7, No 2, 1978, pp. 3-24.

3,4- CAOUETTE, Charles avec la collaboration de PERRON, Jacques, "Le pluralisme au sein de l'école publique en milieu urbain", in CRESPO, Manuel et LESSARD, Claude, L'éducation en milieu urbain, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1985, pp. 339-366.

4- CAOUETTE, Charles-E. et SOUCHERAU, Carole, "De l'école alternative à l'école secondaire: le rendement

scolaire", Apprentissage et socialisation, Vol. 7, No 1, 1984, pp. 48-58.

3- CAPPON, Paul, Conflit entre les Néo-canadiens et les francophones de Montréal, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, 288 p.

3- CARON, A., DUPUY-WALKER, L., QUESNEL-MAHEU, C. et SCHLEIFER, M., Les parents et le statut confessionnel de l'école au Québec, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1984, 206 p.

1- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, L'école au service de la classe dominante, Sainte-Foy, 1972, 39 p.

1- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, École et luttes de classes au Québec, Sainte-Foy, 1974, 160 p.

3- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, Les collèges à l'ancre, dossier No 1, livre Blanc et la conjoncture, Sainte-Foy, février 1979, 20 p.

2- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, Les collèges à l'ancre, dossier No 2, l'enseignement professionnel et la division du travail, Sainte-Foy, février 1979, 20 p.

1- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, Les collèges à l'ancre, dossier No 3, l'accessibilité aux collèges, Sainte-Foy, février 1979, 26 p.

3- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, Les collèges à l'ancre, dossier No 4, l'autonomie en veilleuse, Sainte-Foy, février 1979, 16 p.

2- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, Nouvelles technologies, emploi et aménagement du temps de travail, XXIXe Congrès, C.E.Q., juin 1984, 56 p.

2- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, Actes du colloque sur les nouvelles technologies, la division du travail, la formation et l'emploi, apprivoiser le changement, C.E.Q., Sainte-Foy, juin 1985, 527 p.

2- CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, L'école et l'emploi: pour une problématique formation-emploi renouvelée, C.E.Q., Sainte-Foy, février 1987, 88 p.

4- CHAMBERLAND, Claire, " La situation pédagogique à l'intérieur des cours obligatoires de français au niveau collégial", Recherches sociographiques, Vol. 21, No 3, 1980, pp. 283-316.

2- CHARLAND, Jean-Pierre et THIVIERGE, Nicole, Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec, (1850-1980), Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1982, 482 p.

6- CHARTRAND, Luc, DUCHESNE, Raymond et GINGRAS, Yves, Histoire des sciences au Québec, Montréal, Boréal, 1987, 485 p.

1,3- CHÉNARD, Pierre, "Le passage du Cégep à l'Université", Recherches sociographiques, Vol. XXVII, No 3, 1986, pp. 467-480.

2- CLARK, Warren, LAING, Margaret et RECHNITZER, Edith, La promotion de 1982. Rapport sommaire de l'Enquête nationale de 1984 auprès des diplômés de 1982, Ottawa, Gouvernement du Canada, Secrétariat d'état et Statistique Canada, 1986, 187 p.

1- CLOUTIER, Renée, "Étude du processus d'admission à l'Université Laval, accès différencié et inégalité au savoir savant", Perspectives universitaires (La nouvelle revue de l'AUPELF), Vol. 3, Nos 1 et 2, 1986, pp. 91-108.

1,2,3,4-CLOUTIER, Renée, MOISSET, Jean-J. et OUELLET, Roland (éd.), Analyse sociale de l'éducation, Montréal, Boréal Express, 1983, 346 p.

1- CLOUTIER, Renée, MURA, Roberta et PARENT, France, "Tendances et perspectives de la recherche sur les femmes et l'éducation", in Actes du Congrès, 1987, op. cit., pp. 49-54.

COLEMAN, James et al., Equality of Educational Opportunity, U.S. Office of Education, 1966, 737 p.

1,3- COLEMAN, William, D., "The Class Bases of Language Policy in Quebec, 1949-1975", Studies in Political Economy, Vol. 3, No 3, Winter 1980, pp. 93-117.

3- COLEMAN, William, D., "From Bill 22 to Bill 101: the Politics of Language Under the Parti Québécois", Canadian Journal of Political Science,Vol. 14, No 3, september 1981, pp. 459-485.

2- COLLOQUE LES JEUNES ET LE TRAVAIL, Secrétariat permanent des conférences socio-économiques du Québec, Québec, juin 1981, 179 p.

1- COMITÉ D'ÉTUDE SUR LA CONDITION FÉMININE À L'UNIVERSITÉ LAVAL, L'Université Laval au féminin, Québec, Université Laval, 1980, 297 p.

2- COMMISSION DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL, L'État et les besoins de l'enseignement professionnel-collégial, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Québec, 1986, 53 p.

3- COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL (C.E.C.M.), La gestion participative, Rapport du comité d'étude sur la gestion participative des écoles secondaires, Montréal, 1975, 180 p.

3,4- COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES UNIVERSITÉS, Comité d'étude sur l'organisation du système universitaire, Partie I, Rapport mai 1979, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, mai 1979, 100 p.

4,5- COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES UNIVERSITÉS, Comité d'étude sur l'organisation du système universitaire, Partie II, Rapport mai 1979, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, mai 1979, 137 p.

1,4- COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES UNIVERSITÉS, Comité d'étude sur l'organisation du système universitaire, Partie III, Rapport mai 1979, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, mai 1979, 169 p.

1,2- COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES UNIVERSITÉS, Comité d'étude sur l'université et la société québécoise, Rapport mai 1979, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, mai 1979, 83 p.

1,3,4- COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES UNIVERSITÉS, Comité de coordination, Rapport mai 1979, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, mai 1979, 77 p.

5- COMMISSION D'ÉTUDE SUR LES UNIVERSITÉS, Comité d'étude sur la formation et le perfectionnement des enseignants, Rapport mai 1979, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, mai 1979, 177 p.

1- COMMISSION JEAN, COMMISSION D'ÉTUDE SUR LA FORMATION DES ADULTES, Apprendre: une action volontaire et responsable, Montréal, Gouvernement du Québec, 1982, 872 p.

2- CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA, Des travailleurs et des emplois: une étude du marché du travail au Canada, Ottawa, Information Canada, 1976, 305 p.

2- CORBEIL, Paul, Relance 1978. Abandon ou poursuite des études chez les étudiants sortants des niveaux secondaire et collégial pour l'année 1976-1977 (Sommaire), Québec,

Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1979, 56 p.

2- CORBEIL, Paul, "L'abandon scolaire et le marché du travail", Critère, No 29, automne 1980, pp. 43-61.

2- CORBEIL, Paul, Relance. Les finissants du secondaire. Enquête sur les finissants de 1978-1979 (218 p.) et Enquête sur les finissants de 1979-1980 (264 p.), Québec, Gouvernement du Québec, 1982.

5- CORMIER, Roger, LESSARD, Claude, TOUPIN, Louis et VALOIS, Paul, Les enseignantes et les enseignants du Québec: une étude socio-pédagogique, 8 volumes, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1979.

4- CORRIVEAU, Lise, Effet du climat organisationnel et du style de gestion des directeurs(trices) d'école sur l'efficacité d'écoles polyvalentes au Québec, thèse de doctorat, Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 1989, 201 p.

1,3,4,5-CORRIVEAU, Louise, "Tensions et tendances dans les CÉGEPS aujourd'hui", Recherches sociographiques, Vol. XXVII, No 3, 1986, pp. 385-420.

1,2- CÔTÉ, Pierre, Les décrocheurs de l'enseignement professionnel court: leur abandon scolaire et leur insertion sociale et professionnelle, Québec, INRS - Éducation, 1984, 139 p.

4- COURNOYER, Monique, L'École, c'est pas la vraie vie ou C'est mieux d'en savoir plus que pas assez: une étude des attentes des étudiants face à l'école secondaire, Montréal, C.E.C.M., décembre 1979, 183 p.

1,2- COURNOYER, Monique, Le cheminement scolaire des décrocheurs du secondaire professionnel court: Rapport initial, INRS Éducation, 1984, 148 p.

6- COURNOYER, Monique, Avoir 15 ou 16 ans en 1985. L'univers culturel des jeunes, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1985, 279 p.

2,4- COURNOYER, Monique, DROLET, Jean-Yves, et TROTTIER, Claude, "La formation professionnelle "longue" au secondaire: attentes du milieu scolaire et du milieu du travail", Les Cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Vol. 2, No 1, 1985, 415 p.

1- CRESPO, Manuel, Zones de déséquilibre socio-pédagogique au secondaire, Montréal, Commission des écoles catholiques de Montréal, Division des services spéciaux, 1976.

4,6- CRESPO, Manuel, "Reformer l'école. Les attentes des adolescents Montréalais", McGill Journal of Education, Vol. XV, No 2, 1980a, pp. 200-212.

1- CRESPO, Manuel,"L'hypothèse de l'intermédiaire dans l'éducation en milieux socio-économiquement faibles", Apprentissage et socialisation, Vol. 3, No 3, 1980b, pp. 144-152.

7- CRESPO, Manuel, "L'impact de la recherche appliquée en milieu scolaire: quelques considérations préliminaires", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 5, No 4, 1980c, pp. 8-21.

3- CRESPO, Manuel, "Les politiques québécoises d'intervention éducative en milieux économiquement faibles", Revue des sciences de l'éducation, Vol. X, No 2, 1984, pp. 347-358.

5- CRESPO, Manuel, La tâche des enseignants en Ontario et au Québec: une analyse comparative, Montréal, Alliance des professeurs de Montréal, 1985, 253 p.

1,4- CRESPO, Manuel et COURNOYER, Monique, École polyvalente et inadaptation scolaire. Une étude des effets de l'organisation scolaire au début du secondaire, Montréal, Commission des écoles catholiques de Montréal, Division des services spéciaux, 1978, 206 p.

3- CRESPO, Manuel et HACHÉ, Jean-B., Gestion et décroissance en éducation: le cas d'une commission scolaire québécoise, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1983, 139 p.

1,3,4,5-CRESPO, Manuel et LESSARD, Claude (éd.), Éducation en milieu urbain, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1985, 458 p.

1,4- CRESPO, Manuel et MICHELENA Justo, Structure académique et inadaptation scolaire à la C.E.C.M.,Montréal,

Commission des écoles catholiques de Montréal, Division des services spéciaux, 1976, 145 p.

1,4- CRESPO, Manuel et PELLETIER, Guy, "Performance scolaire, intégration sociale et "classes d'accueil" francophones pour jeunes immigrants. Analyse diachronique d'une expérience montréalaise (1974-1983)", in Manuel Crespo et Claude Lessard, 1985, op.cit., pp. 185-200.

3- CRÈTE, J., BOYETTE, L., LAFLAMME, J. LANDRY, R., LEMIEUX, V. et MASSON, D., Aperçus nouveaux sur les universités du Québec, Notes et travaux de recherches, Série 2, No 3, Québec, Laboratoire d'études politiques et administratives, Université Laval, 1982, 163 p.

6- CUSSON, Maurice, Délinquants pourquoi?, Montréal, Armand Colin et Hurtubise, HMH, 1981, 170 p.

1- DANDURAND, Pierre, L'État et la formation professionnelle des adultes, Montréal, La Librairie de l'Université de Montréal, 1975, 126 p.

2,3- DANDURAND, Pierre, "The State and Labor Force Qualification", in KLOSKOWSKA, A. et MARTINOTTI, E., Education in a Changing Society, London, Sage, Studies in International Sociological Association, 1977, pp. 207-235.

1,2,4- DANDURAND, Pierre, (éd.), "Éducation, économie et politique", Sociologie et Sociétés, Vol.12, No 1(numéro spécial), avril 1980, 178 p.

2,3- DANDURAND, Pierre, "Crise, État et politiques de main-d'oeuvre", Revue internationale d'action communautaire 10/50, 1983, pp. 101-117.

7- DANDURAND, Pierre, "La recherche en sociologie de l'éducation au Québec", Prospectives, Vol. 20, Nos 1-2, février/avril 1984, pp. 69-75.

1,4- DANDURAND, Pierre, "L'érosion d'une innovation. L'école polyvalente," Relations, No 513, septembre 1985, pp. 226-228.

1- DANDURAND, Pierre, "Les rapports ethniques dans le champ universitaire", Recherches sociographiques, Vol. XXVII, No 1, 1986a, pp. 41-77.

2- DANDURAND, Pierre, "Situation de la formation professionnelle au Québec" in DUMONT, Fernand (éd.), 1986, op. cit., pp. 210-236.

5- DANDURAND, Pierre, "Un corps professionnel renouvelé: les professeurs des universités québécoises francophones entre 1959 et 1976", in Revue canadienne d'enseignement supérieur, Vol. XIX, No 1, 1989, pp. 63-85.

1- DANDURAND, Pierre, FOURNIER, Marcel et HÉTU, Chantal, Conditions de vie de la population étudiante universitaire québécoise, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1979, 263 p.

1- DANDURAND, Pierre, FOURNIER, Marcel, en collaboration avec BERNIER, Léon, "Développement de l'ensei-

gnement supérieur, classes sociales et luttes nationales au Québec", Sociologie et Sociétés, Vol. XII, No 1, avril 1980, pp. 101-133.

2- DANDURAND, Pierre et TRUDEL, F., C'est rien qu'un stage. Recherche exploratoire sur les stages en milieu de travail des jeunes du secondaire professionnel, Rapport de recherche, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, mai-juin 1984, 110 p.

7- DANDURAND, Pierre et OLLIVIER, Émile, "Les paradigmes perdus. Essai sur la sociologie de l'éducation et son objet", Sociologie et société, Vol. XIX, No 2, 1987, pp. 87-101.

3- DAOUST, Gaétan, "Où va la politique de l'éducation du gouvernement actuel? Développement culturel ou scolarisation généralisée", Prospectives, Vol. 15, No 1, février 1979, pp. 11-23.

2- DARVEAU, Micheline, Cheminement scolaire des femmes et quelques aspects de leur intégration au marché du travail, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction des politiques et plans, 1981, 64 p.

2- DAVENPORT, Paul, "La disponibilité des diplômes universitaires sur le marché du travail québécois", Cahiers québécois de démographie, Vol. 10, No 3, 1981, pp. 427-454.

6- DAVIS, Charles H. et LABERGE, Marie-Paule, "Le transfert d'un modèle d'enseignement technique supérieur du Québec au Sénégal: le cas de l'École Polytechnique de

Thies", Revue canadienne des études africaines, Vol. 20, no 1, 1986, pp. 57-72.

1- DELUDE, Camille, BERTHIAUME, Monique, DELISLE, Robert, avec la collaboration d'Édouard CLOUTIER, Sondage sur les adultes québécois et leurs activités éducatives, Commission Jean, Annexe 2, 1982, op. cit., 352 p.

6- DENIGER, Marc-André, GAMACHE, Jean, RENÉ, Jean-François, Jeunesse: des illusions tranquilles, Montréal, VLB Éditeur, 1986, 230 p.

6- DÉSAUTELS, Jacques et LAROCHELLE, Marie, Qu'est-ce que le savoir scientifique? Points de vue d'adolescents et d'adolescentes, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, 173 p.

6- DESCARRIES-BÉLANGER, Francine, FOURNIER, Marcel, et MAHEU, Louis, "Le frère Marie-Victorin et les petites sciences", Recherches sociographiques, Vol. 20, No 1, 1979, pp. 7-40.

1- DESCARRIES-BÉLANGER, Francine, L'école rose ... et les cols roses. La reproduction de la division sociale des sexes, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, 128 p.

6- DESROCHES, Jean-Marie et GAGNON, Robert, "Georges Welter et l'émergence de la recherche à l'École polytechnique de Montréal, 1939-1970", Recherches sociographiques, Vol. 24, No 1, 1983, pp. 33-54.

5- DESSURAULT, Guy, Recherche documentaire sur les professeurs du collégial, Vol. I, Formation et perfectionnement, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1981, 217 p.

5- DESSURAULT, Guy, Recherche documentaire sur les professeurs du collégial, Vol. II, Caractéristiques professionnelles et socio-culturelles, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1983, 244 p.

5- DESSURAULT, Guy, Recherche documentaire sur les professeurs du collégial, Vol. III, Le professeur de collège tel que souhaité et perçu, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1985, 258 p.

6- DIAMBOMBA, Miala, "L'éducation en Afrique contribue-t-elle au développement?" Le CRDI Explore, Vol. 6, No 3, 1977a.

6- DIAMBOMBA, Miala, L'enseignement en Afrique: un instrument de structuration social encourageant l'exportation des ressources", Cahiers économiques et sociaux, IRES, Vol. XV, No 4, 1977b, pp. 377-405.

6- DIAMBOMBA, Miala, "Le Tiers-Monde: l'industrie d'exportation contribue-t-elle au développement ou à une modernisation appauvrissante?", Centre d'études en administration internationale (CETAI), Montréal, HEC, Université de Montréal, 1976, 40 p.

6- DIAMBOMBA, Miala, Les innovations éducatives en Afrique francophone: expériences et résultats, Publica-

tion du CEDDEA, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, Étude No 6, 1982, 24 p.

6- DIAMBOMBA, Miala, Les universités et le développement en Afrique: problèmes et défis pour la planification, in "Les perspectives de la planification de l'éducation", Paris, IIPE, UNESCO, 1989a,pp. 185-220.

6- DIAMBOMBA, Miala, Les étudiants africains au Canada: leur profil, les conditions de leur formation et leurs plans de carrières, Rapport manuscrit No 221F, Ottawa, CRDI, 1989b, 298 p.

6- DIAMBOMBA, Miala, Développement des ressources humaines en Afrique. Politiques vis-à-vis des études à l'étranger dans les pays africains et dans les pays donateurs, Rapport manuscrit No 220F, Ottawa, CRDI, 1989c, 59 p.

6- DIAMBOMBA, Miala, "Impact des études à l'étranger sur le développement des ressources humaines au Togo", Les cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Vol. 7, Québec, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1989d, 218 p.

6- DIAMBOMBA, Miala, "Éducation, formation et le développement du secteur informel en Afrique", in Centre Sahel, Connaissances politiques de développement du secteur informel en Afrique, Dossier No 9, 1989e, pp. 27-43.

3- DION, Léon, Le Bill 60 et la société québécoise, Montréal, Éditions H.M.H., 1967, 192 p.

4- DORAY, Pierre, Nouvelles technologies et formation: transformations des pratiques éducatives dans les techniques physiques des CÉGEPS, Centre de recherche en évaluation sociale des technologies, Montréal, Université du Québec à Montréal, octobre 1986, 19 p. (miméo)

2,3,6- DUCHASTEL, Jules, "Il n'y a plus de jeunesse... mais encore un État", Revue internationale d'action communautaire, 8/48, août 1982, pp. 165-176.

1- DUCHESNE, Louis, "L'évolution démo-linguistique des jeunes québécois de 5-14 ans entre 1971 et 1977 d'après les fichiers du Ministère de l'éducation", Cahiers québécois de démographie, Vol. 9, No 1, 1980, pp. 27-42.

6- DUCHESNE, Raymond, La science et le pouvoir au Québec (1920-1965),Québec, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, 1978, 126 p.

7- DUFRESNE-TASSÉ, Colette et LEFEBVRE, André, "Exploration de trois questions sur la recherche qualitative à partir d'un projet de pédagogie musicale", Revue Canadienne de l'éducation, Vol. 11, No 4, 1986, pp. 407-423.

1- DUFOUR, Desmond, "Un nouvel indice synthétique: le taux global de scolarisation", Cahiers québécois de démographie, Vol. 6, No 2, 1977, pp. 33-46.

2,6- DUMAS, Suzanne, ROCHAIS, Gérard et TREMBLAY, Henri, Une génération silencieusement lucide?: vers un profil socio-culturel des jeunes de 15 à 20 ans, Québec,

Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction de la recherche, 1982, 78 p.

1,2,4,6-DUMONT, Fernand (éd.), Une société des jeunes?, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1986, 397 p.

1,6- DUMONT, Micheline, "L'instruction des filles avant 1960", Interface, Vol. 7, No 3, 1986, pp. 22-29.

1,6- DUMONT, Micheline et FAHMY-EID, Nadia avec la collaboration de DAIGLE, Johanne, Les couventines: l'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960, Montréal, Boréal Express, 1986, 315 p.

DUMONT, Micheline et FAHMY-EID, Nadia, "Bilan des recherches en histoire de l'éducation", in Actes du Congrès, 1987, op. cit., pp. 57-63.

1,4 DUNNIGAN, Lise, Analyse des stéréotypes masculins et féminins dans les manuels scolaires au Québec, Québec, Conseil du statut de la femme, Éditeur officiel, septembre 1976, 188 p.

2,4- DUPONT, Pierrette et MÉTHOT-DION, Lise, "Les attentes des parents concernant l'éducation à la carrière de leurs enfants", L'orientation professionnelle, Vol. 20, No 4, 1985, pp. 29-50.

2,4- DUPONT, Robert, "Régionalisation et/ou uniformisation des valeurs de travail d'étudiants québécois",

L'orientation professionnelle, Vol. 13, No 1, 1977, pp. 18-33.

3- DURAND, Jocelyne et PROULX, Jean-Pierre, La déconfessionnalisation de l'école: ou le cas de Notre-Dame-des-Neiges, Montréal, Libre expression, 1980, 275 p.

DURKHEIM, Émile, L'évolution pédagogique en France, Paris, Presses universitaires de France, 1969, 403 p.

1- ESCANDE, Claude, Les classes sociales au CÉGEP. Sociologie de l'orientation des étudiants, Ottawa, Les Éditions Parti Pris, 1973, 278 p.

4- ÉTHIER, Gérard, La gestion de l'excellence en éducation, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 360 p.

1,4- FAHMY, Pauline, "Socialisation des filles et problèmes d'orientation des femmes", L'orientation professionnelle, Vol. 18, No 1, 1982, pp. 41-50.

1,4- FAHMY, Pauline, "L'embarras du choix au féminin", L'orientation professionnelle, Vol. 19, No 2, 1983, pp. 22-38.

1,6- FAHMY-EID, Nadia et DUMONT, Micheline, Maîtresses de maison, maîtresses d'école, Montréal, Boréal Express, 1983, 413 p.

2- FARINE, Avigdor, "L'influence de certains facteurs sociodémographiques sur l'expérience universitaire d'un

échantillon de diplômés", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 1, No 1, 1976, pp. 59-66.

2- FARINE, Avigdor et PROULX, Pierre-Paul, "La correspondance entre la formation et l'emploi chez un échantillon des sortants de l'université", L'orientation professionnelle, Vol. 12, No 2, 1976, pp. 49-61.

2- FARINE, Avigdor, "La mobilité inter-professionnelle au Canada", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 2, No 2, 1977, pp. 1-14.

1,2- FARINE, Avigdor, "La formation universitaire et l'emploi des femmes au Canada", L'orientation professionnelle, Vol. 14, No 2, 1978, pp. 104-116.

2- FORTIN, Pierre, "Conjoncture, démographie et politique: Où va le chômage des jeunes au Québec?" in DUMONT, Fernand (éd.), 1986, op. cit., pp. 191-209.

2- FOURNIER, Marcel, Entre l'école et l'usine, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin et C.E.Q., 1980, 128 p.

6- FOURNIER, Marcel, "Un intellectuel à la rencontre de deux mondes: Jean-Charles Falardeau et le développement de la sociologie universitaire au Québec", Recherches sociographiques, Vol. 23, No 3, 1982a, pp. 361-385.

6- FOURNIER, Marcel, "Édouard Montpetit et l'université moderne ou l'échec d'une génération", Revue d'histoire de l'Amérique française, Vol. 36, No 1, 1982b, pp. 5-30.

6- FOURNIER, Marcel, L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986, 240 p.

1,2- GAGNON, Diane, "Évolution du cheminement professionnel des femmes", L'orientation professionnelle, Vol. 16, No 3, 1980, pp. 31-42.

6- GALARNEAU, Claude, Les collèges classiques au Canada français, Montréal, Fides, 1978, 287 p.

1,4- GAUDREAU, Jean, De l'échec scolaire à l'échec de l'école. Les sacrifiés, Montréal, Québec/Amérique, 1980, 282 p.

2- GAUDREAU, Jean, "Les bacheliers en orthopédagogie de l'année 1981 se sont-ils trouvé un emploi?" Revue des sciences de l'éducation, Vol. VIII, No 1, 1982, pp. 161-165.

1,4- GAUDREAU, Jean, Enquête sur les connaissances des adolescents montréalais. Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 1983, 95 p.

1,4- GAUDREAU, Jean, L'acquisition des connaissances chez l'adolescent. Sept rapports de recherche, Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 1984, 106 p.

2,6- GAUTHIER, Madeleine, Les jeunes chômeurs, une enquête, Collection: "Documents de recherche" No 18, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1988, 303 p.

7- GÉLINAS, André, "La recherche-action", Revue Repères, No 5, 1985, pp. 81-86.

1- GIRARD, Sylvie, "Les caractéristiques sociales des étudiants en Arts", Questions de culture, No 8, 1985, pp. 65-77.

2- GENDRON, Diane et JOLIN, Jean-Pierre, Enquête auprès des finissants de juin 1977 de l'enseignement professionnel du niveau secondaire, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère du travail et de la main-d'oeuvre, 1979, 144 p.

1- GEORGEAULT, Pierre, Influence de l'environnement linguistique chez les étudiants francophones de niveau collégial I et II, Québec, Conseil de la langue française, Tome 11, Éditeur officiel, 1981, 158 p.

3- GEORGEAULT, Pierre et SYLVAIN, Louise, La participation des parents dans les comités d'école, Québec, Conseil supérieur de l'éducation avec la collaboration du Service général des communications du Ministère de l'éducation, 1979, 14 volumes.

4- GIGUÈRE, Hélène, Les classes stables au CÉGEP: portrait des pratiques des collèges et sentiment d'appartenance des étudiants et étudiantes, Prospectives, Vol. 21, Nos 2-3, avril-octobre 1985, pp. 88-90.

2,6- GIRARD, Michel, GAUTHIER, Hervé et VINET, Alain, Les jeunes Québécois et le travail, Québec, Office de planification et de développement du Québec, 1978, 204 p.

GODBOUT, Jacques, La participation contre la démocratie, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 190 p.

4- GOUVEIA, Jean-Luc, LÉVESQUE, Mireille et ASSOGBA, Yao, "Les objectifs et contenus de la programmation au niveau collégial avant et après la réforme scolaire au Québec", Revue des sciences de l'éducation, Vol. IV, No 2, 1978, pp. 305-334.

4- GRÉGOIRE, Réginald, Les facteurs qui façonnent une bonne école. Rapport d'une recherche bibliographique sélective et analytique, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction générale de la recherche et du développement, 1990, 78 p.

2- GRÉGOIRE, Réginald, La formation et l'insertion sociale des jeunes de 15 à 18 ans dans la société: un défi pour toutes les institutions, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Section de la planification, 1981, 178 p.

5- GRÉGOIRE, Réginald, TURCOTTE, Gaston et DESSUREAULT, Guy, Étude de la pratique professionnelle des enseignants et enseignantes de CÉGEP, Québec,Conseil des collèges, Éditeur officiel, 1986, 138 p.

1- GUINDON, Hubert, "La modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien, Recherches sociographiques, Vol. 28, No 3, 1977, pp. 337-366.

2- HALARY, Charles et THOMAS, Denis, "Enseignement professionnel: le bond en arrière du Ministère", Interventions critiques en économie politique, No 6, hiver 1981, pp. 87-126.

2- HALARY, Charles et THOMAS, Denis, "L'enseignement professionnel secondaire au Québec, Interventions critiques en économie politique, No 4, hiver 1979, pp. 9-139.

2- HAMEL, Thérèse, L'enseignement professionnel au Québec: vers une soumission plus étroite de l'école à l'entreprise?, Québec, INRS-Éducation, 1982, 162 p.

6- HAMEL, Thérèse, "Obligation scolaire et travail des enfants", Revue d'histoire de l'Amérique française, Vol. 38, No 1, été 1984, pp. 39-58.

5- HAMEL, Thérèse, "L'enseignement d'hier à aujourd'hui. La transmission d'un métier "féminin" au Québec", Questions de culture, No 9, 1986, pp. 51-70.

2- HAMEL, Thérèse et POULIN, Pierre (éd.), Devenir chercheur-e: Itinéraires et perspectives, Questions de culture, No 11 (numéro spécial), 1986, 176 p.

4- HAMERS, Josiane F., "Le rôle du langage et de la culture dans les processus d'apprentissage et dans la planification éducative", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 7, No 2, 1982, pp. 46-63.

1,2- HARDY, Marcelle, Les élèves de l'enseignement professionnel court: leur origine sociale et leurs rapports à

l'école d'après une analyse d'entrevues, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1983, 568 p.

1,2- HARDY-ROCH, Marcelle, CARTER-GAGNÉ, Marlen et BERGERON, Hélène, Caractéristiques des étudiants du professionnel court à partir de l'analyse de leur cheminement scolaire: Rapport de première étape basé sur l'étude des dossiers scolaires, secteur de la planification, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1981, 218 p.

2- HARVEY, Valérien, "Éducation et travail: le mythe des cloisons et des clés", L'orientation professionnelle, Vol. 14, Nos 3-4, 1978, pp. 233-247.

1- HAUTECOEUR, Jean-Paul, Analphabétisme et alphabétisation au Québec, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1978, 222 p.

1- HAUTECOEUR, Jean-Paul, "Le point et... trois petits points... sur l'alphabétisation au Québec", Revue internationale d'action communautaire, 3/43, printemps 1980, pp. 111-120.

6- HEAP, Ruby, "Un chapitre dans l'histoire de l'éducation des adultes", Revue d'histoire de l'Amérique française, Vol. 38, No 1, été 1984, pp. 39-58.

3- HENRIPIN, Marthe, "Les ambiguïtés et les difficultés inévitables de toute participation. Participation des parents et pouvoir scolaire: entre l'affrontement stérile et la

création collective", Prospectives, Vol. 14, Nos 1-2, février-avril 1978, pp. 89-112.

2- HENRIPIN, Marthe et PROULX, Lucie, Les Écoles de chance: retourner aux études pour apprendre à réussir, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction générale des politiques et des plans, Direction de l'éducation permanente, 1986, 4 volumes.

3- HENRIPIN, Marthe et ROSS, Vincent, Gouvernement du Québec, Les parents dans l'école: ils font quoi? Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1975, 78 p.

1,4- HÉTU, Chantale, Analyse de la réforme scolaire à partir d'une comparaison des secteurs public et privé de niveau secondaire, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. XII, 1980, 158 p.

1,3- HOHL, Janine, "Guerre à la pauvreté et réorganisation scolaire: l'enjeu des milieux défavorisés à Montréal", Revue internationale d'action communautaire, 2/13, été 1978, pp. 115-144.

1- HOHL, Janine, "Dossier: l'égalité des chances un discours hors de la réalité", Prospectives, Vol. 17, No 2, 1981, pp. 93-95.

2- HOHL, Janine, "Apprendre l'insécurité... d'emploi", Revue internationale d'action communautaire, 8/48, 1982a, pp. 83-90.

1,4- HOHL, Janine, Les enfants n'aiment pas la pédagogie. L'école en milieu socio-économiquement faible, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1982b, 174 p.

1,4- HOHL, Janine, "École et culture populaire: quelques observations en maternelle", Loisir et société, Vol. 4, No 1, printemps 1987, pp. 163-170.

4- HOLMES, Mark, "La recherche en pédagogie: expériences récentes", Prospectives, Vol. 18, No 3, oct 1982, pp. 123-129.

1- HORWICH, Herbert, Drop-out or Stay-in ?: the Socio-cultural Factors Affecting the Option, Les cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. XI, 1980, 365 p.

6- INSTITUT DE COOPÉRATION INTERNATIONALE (I.C.I.), Actes du 7e colloque international de l'I.C.I., Stratégies éducatives dans le Tiers-Monde: innovations et perspectives d'action. Travaux et documents de l'I.C.I., Série A, No 7, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976, 193 p.

JENCKS, Christopher et al., L'inégalité: influence de la famille et de l'école en Amérique, traduit en Français par LAPORTE, Jean-Marie et LAPORTE, Anne-Marie, avant-propos de BOUDON, Raymond, Paris, PUF, 1979, 356 p.

3- JOUBER, P., GRAVEL, R., SIMARD, P., GODIN, B., BOUCHARD, S., FORTIN, R. ET GIRARD-FORTIN, L., Le

partage du pouvoir dans les CÉGEPS: le rôle du Conseil d'administration, Québec, Conseil des collèges, Éditeur officiel, 1983, 186 p.

1- LAFERRIÈRE, Michel, "L'éducation des enfants des groupes minoritaires au Québec: de la définition des problèmes par les groupes eux-mêmes à l'intervention de l'État", Sociologie et Sociétés, Vol. XV, No 2, octobre 1983, pp. 117-132.

1- LAFERRIÈRE, Michel, "Race, Culture and Ideology in Canadian Education", À la mémoire de Michel Laferrière (1946-1984), Éducation canadienne et internationale, Vol. 14, No 1 (numéro spécial), 1985, 126 p.

1- LAFERRIÈRE, Michel, "Éducation interculturelle et multiculturalisme: ambiguités et occultation", Éducation canadienne et internationale, Vol. XIV, No 1, 1985 (a), pp. 16-28.

1- LAFERRIÈRE, Michel, "Language and Cultural Programs for Ethnic Minorities in Québec: A critical View." Éducation canadienne et internationale, Vol. XIV, No 1, 1985 (b), pp. 49-58.

1- LAFERRIÈRE, Michel, "Blacks in Quebec: Minorities Among Minorities", Éducation canadienne et internationale, Vol. XIV, No 1, 1985 (c), pp. 59-82.

1- LAFERRIÈRE, Michel, "Piste de réflexion. Lecture et situation minoritaire", Éducation canadienne et internationale, Vol. XIV, No 1, 1985 (d), pp. 83-92.

1- LAFERRIÈRE, Michel, LEFEBVRE, Marie-Louise, RUIMY-VAN DROMME, Huguette et VAN DROMME, Léon, "Lécole et l'intéprétation des communautés ethno-culturelles au Québec: une étude des perceptions des leaders ethniques", Éducation canadienne et internationale, Vol. XIV, No 1, 1985, pp. 93-107.

1,4- LAFLAMME, Claude, "L'école inadaptée ou l'enfance exceptionnelle pour les spécialistes", Apprentissage et Socialisation, Vol. 1, No 1, mars 1978, pp. 5-12.

1,4- LAFLAMME, Claude, "Apprentissage de la classe sociale d'appartenance par le langage et le jeu", Apprentissage et Socialisation, Vol. 3, No 1, 1980, pp. 41-52.

2- LAFLAMME, Claude, " Les valeurs concernant le travail chez les élèves du secondaire professionnel", Revue des sciences de l'éducation, Vol. VIII, No 3, 1982, pp. 499-516.

2- LAFLAMME, Claude, "Une contribution à un cadre théorique sur l'insertion professionnelle des jeunes", Revue des sciences de l'éducation, Vol. X, No 2, 1984, pp. 199-216.

2- LAFLAMME, Claude, "L'école, les nouvelles technologies et l'insertion professionnelle des jeunes", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XV, No 2, 1989, pp. 231-246.

1- LAFLAMME, Claude et TARDIF, Jacques, "Intégration du développement cognitif et de la réussite scolaire dans une

société de classes", Revue des sciences de l'éducation, Vol. II, No 3, automne 1976, pp. 201-222.

1,2- LAFORCE, Louise en collaboration avec BÉLANGER, Pierre-W., ROBERGE, Pierre et ROCHER, Guy, Les aspirations scolaires au Québec et en Ontario: des observations des enquêtes ASOPE et SOSA, Québec, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval et Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, Les cahiers d'A.S.O.P.E., Vol.VI, 1979, 164 p.

4- LAFORCE, Louise avec la collaboration de DEBLOIS, Claude, La performance des étudiants du CÉGEP I selon qu'ils ont fait leurs études secondaires au privé ou au public, Les cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Vol. 6, 1989, 130 p.

5- LA HAYE, Jacques, "Pour une étude de la mobilité des membres du personnel scolaire. Passage d'une vision transversale à une vision longitudinale à partir de six fichiers administratifs annuels (1970-71 à 1975-76)", Cahiers québécois de démographie, Vol. 6, No 3, 1977, pp. 171-202.

5- LA HAYE, Jacques, "Les enseignants et l'enseignement: le phénomène abandon", Cahiers québécois de démographie, Vol. 5, No 2, 1976, pp. 75-82.

5- LA HAYE, Jacques, "Table des premiers départs chez les enseignants des commissions scolaires du Québec en fonction au 30 septembre 1971 à 1975", Cahiers québécois de démographie, Vol. 7, No 1, 1978, pp. 29-56.

5- LA HAYE, Jacques, "Étude longitudinale de la mobilité des enseignants au cours de la période 1970-1975: le phénomène des départs temporaires", Cahiers québécois de démographie, Vol. 8, No 3, 1979, pp. 157-186.

5- LALIBERTÉ, Louise-C., Fractions, tendances et rapports imaginaires, la C.E.Q. 1965-1973, Thèse de doctorat, Québec, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1977, 138 p.

3- LALIBERTÉ, G.-Raymond et ROBERT, Marcel, Étude de projets éducatifs québécois, Tome 1: Problématiques et analyse générale, Les cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Vol. 3, Tome 1, 1987, 298 p.

3- LALIBERTÉ, Jacques, "Réactions au livre blanc. Bilan provisoire...", Prospectives, Vol. 18, No 4, déc. 1982, pp. 151-164.

6- LAMONTAGNE, Jacques, Références sur l'Éducation en République populaire de Chine, 1985, 32 p. (miméo)

2- LANGLOIS, Simon, "Les rigidités sociales et l'insertion des jeunes dans la société québécoise", L'orientation professionnelle, Vol. 21, No 2, 1985, pp. 48-68.

1- LA PERRIÈRE, Anne, Les mères de milieux populaires face à l'école, Montréal, Commission des écoles catholiques de Montréal, 1977.

2- LA PERRIÈRE, Anne, "Quand on le peut: l'école pour éviter le pire", Revue internationale d'action communautaire, 8/48, 1982, pp. 69-82.

1- LA PERRIÈRE, Anne, L'intégration socio-scolaire des enfants immigrants dans les écoles de milieu socio-économiquement faible, Montréal, Conseil scolaire de l'Île de Montréal, 1983.

1- LA PERRIÈRE, Anne, "L'intégration scolaire d'enfants d'immigrant-e-s en milieux populaires montréalais: vers une autre école", Cahiers de recherche sociologique, Vol. 2, No 2, 1984, pp. 91-114.

1- LA PERRIÈRE, Anne, "Les paradoxes de l'intervention culturelle: une analyse critique des idéologies d'intervention britanniques face aux immigrant(e)s", Revue internationale d'action communautaire, 14/54, 1985a, pp. 187-200.

7- LA PERRIÈRE, Anne, "Quelques notes sur la méthodologie encrée de la nouvelle école de Chicago", Revue Repères, No 5, 1985b, pp. 75-81.

2- LAPIERRE, Roger, Relance 1976. Étude de l'efficacité de la formation reçue dans les spécialités professionnelles au collégial et au secondaire, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation,1977, 78 p.

2- LAROCHE, Gabriel, Les finissants du secondaire professionnel sur le marché du travail. Enquête auprès de la promotion de juin 1981. Résultats pour le Québec et par

région au 31 mars 1982, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de la Main-d'oeuvre et de la sécurité du revenu, 1984, 212 p.

5- LAROUCHE, Viateur, Satisfaction au travail des enseignants de l'Alliance des professeurs de Montréal, Comité perspectives de développement, Montréal, Alliance des professeurs, 1978.

1- LASVERGNAS-GRÉMY, Isabelle, "Pratiques réticulaires et inscription de la différence, dans l'institution scientifique" Sociologie et sociétés, Vol. XIII, No 2, 1981, pp. 83-93.

1- LAVIGNE, Jacques, "Migrations interrégionales des étudiants qui entreprennent des études collégiales à l'automne 1977 et leur effet sur les taux de passage par région administrative scolaire", Cahiers québécois de démographie, Vol. 18, No 1, 1979, pp. 89-98.

6- LEBLANC, Marc, L'école, mécanisme amplificateur de la délinquance des adolescents, in CRESPO, Manuel et LESSARD, Claude (éd.), 1985, op. cit, pp. 367-392.

3,4- LECLERC, Chantal, Un petit rapport bien populaire. Analyse critique du rapport américain "A Nation at Risk", Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1985, 40 p.

6- LEFEBVRE, André, "Contribution à l'histoire de l'enseignement de l'histoire au primaire québécois (1949-1980)", Revue Repères, No 1, 1982, pp. 133-175.

6- LEFEBVRE, André en collaboration avec RACETTE, Geneviève, "La pédagogie universitaire au Québec depuis le Rapport Parent: éléments d'un historique", Revue Repères, No 3, 1983, pp. 95-122.

3- LEGAULT, Ginette, Le partage du pouvoir dans les collèges d'enseignement général et professionnel: le rôle du Conseil d'administration, Conseil des collèges, 1983, 15 p., (version abrégée).

2,6- LEMELIN, Clément, "Bilan critique des recherches en économie de l'éducation", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XIV, No 2, 1988, pp. 115-182.

2- LEMELIN, Clément, ROBIDOUX, Benoit et BARIL, Robert, La demande d'éducation des jeunes québécois, in L'actualité économique, revue d'analyse économique, Vol. 63, No 1, 1987, pp. 5-25.

6- LEMIEUX, Denise, Les petits innocents: l'enfance en Nouvelle-France, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1985, 205 p.

3- LEMIEUX, Vincent et JOUBERT, Pierre, "Administration, politique et collégialité: les modes de gouverne dans les CÉGEPS", Recherches sociographiques, Vol. XXVII, No 3, 1986, pp. 421-434.

1,4- LÉPINE, Ginette, Analyse des modèles utilisés en éducation au Québec, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1977, 386 p.

2,6- LESAGE, Marc, Les vagabonds du rêve, vers une société de marginaux, Montréal, Boréal Express, 1986, 119 p.

5- LESSARD, Claude, "La profession enseignante: multiplicité des identités professionnelles et culture commune", Revue Repères, No 8, 1987, pp. 135-189.

4- LESSARD, Claude et BOUCHER, Louis-Philippe, "Opération humanisation"(projet OH)", in Alain Beaudot, Sociologie de l'école. Pour une analyse des établissements scolaires, Paris, Dunod, 1981, pp. 103-119.

1,3,5- LESSARD, Claude, CORMIER, Roger-A., VALOIS, Paul et TOUPIN, Louis, "La réforme scolaire au Québec: quelques éléments d'un bilan", McGill Journal of Education, Vol. XVI, No 2, 1981, pp. 149-164.

5- LESSARD, Claude, CORMIER, Roger-A., VALOIS, Paul et TOUPIN, Louis,"Les opinions des enseignantes et des enseignants du Québec sur le mode de regroupement des commissions scolaires, la confessionnalité des écoles et l'enseignement moral et religieux", Revue des sciences de l'éducation, Vol. VIII, No 1, 1982, pp. 19-45.

5- LESSARD, Claude et MATHURIN, Creutzer, "L'évolution du corps enseignant québécois, 1960-1986", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XV, No 1, 1989, pp. 43-71.

5- LESSARD, Claude, MATHURIN, Creutzer et McANDREN, Marie, La tâche de l'enseignant(e) de l'Ontario, Québec, Conseil supérieur de l'éducation, 1984, 121 p.

1- LÉVESQUE, Mireille, L'égalité des chances en éducation, Québec, Conseil supérieur de l'éducation, Éditeur officiel, 1979, 132 p.

1- LÉVESQUE, Mireille, "L'école ne mériterait-elle ni les honneurs ni l'indignité?", Prospectives, Vol. 17, No 2, 1981, pp. 61-66.

3,4- LÉVESQUE, Mireille, "Avons-nous les moyens sociaux de nos politiques éducatives?", in BIBEAU, Gilles (éd.), 1983, op. cit., pp. 107-114.

1- LÉVESQUE, Mireille et JALBERT, Henri, Pour qui sont les chances en éducation, Québec, Conseil supérieur de l'éducation, Éditeur officiel, 1979, 32 p.

2- LÉVESQUE, Mireille et SYLVAIN, Louise, Poursuivre ou non ses études après l'école secondaire. Analyse d'un processus de décision. Synthèse de recherche, Québec, Conseil supérieur de l'éducation, Éditeur officiel, 1982, 49 p.

2- LÉVESQUE, Mireille et SYLVAIN, Louise, Après l'école secondaire: étudier ou travailler, choisit-on vraiment? Québec, Conseil supérieur de l'éducation, Éditeur officiel, 1982, 634 p.

1,4- LOCHER, Uli, en collaboration avec LANGE, Mélanie et GEORGEAULT, Pierre, Le fait français vécu par des élèves étudiant en anglais en 4e et 5e secondaire et en 1ère et 2e collégial, Québec, Conseil de la langue française, Éditeur officiel, TOME III, 1983, 225 p.

1,4- LOCHER, Uli, en collaboration avec LANGE, Mélanie et GEORGEAULT, Pierre, Étude comparative du vécu et de la perception du fait français dans des écoles françaises et anglaises (4e et 5e secondaire et 1ère et 2e collégial), Québec, Conseil de la langue française, Éditeur officiel, Tome IV,1983, 158 p.

2- LORANGER, Michel, POMERLEAU, Cléo et al., "Les intérêts professionnels et les conduites sociales à l'école secondaire", L'orientation professionnelle, Vol. 16, No 5, 1981, pp. 51-63.

1- MAHEU, Robert et MAISONNEUVE, Daniel, "La progression des élèves au secondaire et au collégial", Cahiers québécois de démographie, Vol. 11, No 2, 1982, pp. 139-166.

6- MALOUIN, Marie-Paule, Ma soeur à quelle école allez-vous? Deux écoles de filles à la fin du XIX siècle, Montréal, Fides, 1985, 171 p.

1- MAISONNEUVE, Daniel, Les abandons au secondaire: une mesure du phénomène, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction des études économiques et démographiques, 1983, 65 p.

1- MASSOT, Alain, "Cheminements scolaires du secondaire V à l'université: essai d'analyse du champ décisionnel", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 4, No 3, 1979a, pp. 22-41.

1- MASSOT, Alain, "Destins scolaires des étudiants de secondaire V, une analyse comparative des secteurs français et anglais", Recherches sociographiques, Vol.20, No 3, 1979b, pp. 383-402.

1- MASSOT, Alain, Cheminements scolaires dans l'école québécoise après la réforme, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol.V, 1981, 296 p.

1,2- MELLOUKI, M'hammed, Sexe, représentations sociales et perspective d'avenir des jeunes de la classe ouvrière en enseignement professionnel court, Québec, INRS - Éducation, 1983, 57 p.

1- MELLOUKI, M'hammed, Temps, temps d'apprendre et itinéraires scolaires, Les Cahiers du LABRAPS, Série Études et recherche, Vol. 1, No 2, 1984, 408 p.

5- MELLOUKI, M'hammed, Savoir enseignant et idéologie réformiste, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1989, 392 p.

1,2- MELLOUKI, M'hammed et LEMIEUX, Nicole, Formation professionnelle et perspective d'avenir des jeunes de la classe ouvrière, Prospectives, Vol. 23, No 4, décembre 1987, pp. 192-198.

1- MESSIER, Suzanne, Les femmes ça compte, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, 1984, 200 p.

1- MICHAUD, Pierre et DESJARLAIS, Lionel, "L'école de langue française du Nouveau-Brunswick", Revue Canadienne de l'éducation, Vol. 11, No 4, 1986, pp. 522-535.

2- MICHEL, Pierre, Relance au secondaire. Promotion 1984-1985. Situation au 31 mars 1986, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction des études sur l'emploi et les carrières, 1987a, 211 p.

2- MICHEL, Pierre, Relance au collégial. Promotion 1984-1985. Situation au 31 mars 1986, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducaton, Direction des études sur l'emploi et les carrières, 1987b, 151 p.

3,4,6- MIGUE, Jean-Luc et MARCEAU, Richard, Le monopole public de l'éducation ou l'économie de la médiocrité, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, 224 p.

1,3- MILNER, Henry, La réforme scolaire au Québec, Montréal, Québec/Amérique, 1984, 212 p.

1,3- MILNER, Henry, "La réforme scolaire au Québec: un compromis", Revue Repères, No 6, 1986, pp. 141-156.

2- MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE LA SÉCURITÉ DU REVENU, La main-d'oeuvre et l'emploi au Québec et dans ses régions, Québec, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, 1987, 60 p.

1- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC, L'étudiant québécois. Défi et dilemnes, Québec, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, 1972, 364 p.

3- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC, L'école québécoise. Énoncé de politiques et plan d'action, Québec, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, 1979, 163 p.

3- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC, L'école québécoise, une école communautaire et responsable, Québec, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, 1982, 99 p.

2- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC, Relance au secondaire. Promotion 1983-1984. Situation au 29 mars 1985, Québec, Gouvernement du Québec, 1986a, 205 p.

2- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC, Relance au collégial. Promotion 1983-1984. Situation au 29 mars 1985, Québec, Gouvernement du Québec, 1986b, 121 p.

1- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC, Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire, Québec, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, 1988, 56 p.

3- MINISTÈRE D'ÉTAT AU DÉVELOPPEMENT CULTUREL, La politique québécoise du développement culturel, Deux volumes, Québec, Gouvernement du Québec, Éditeur officiel, 1978, 472 p.

6- MOISSET, Jean J., "Les politiques d'intégration des systèmes économiques et scolaires dans les pays africains: le cas du Mali", in Revue canadienne des études africaines, Vol. 13, No 3, 1980, pp. 461-469.

6- MOISSET, Jean J., "Système d'éducation et système économique", in CLOUTIER, R., MOISSET, J.J. et OUELLET, R. (éd.), 1983, op. cit., pp. 225-251.

6- MOISSET, Jean J., "Étude du développement et mise en oeuvre de projets: les contributions de l'Université Laval", Revue canadienne d'études du développement, Vol. VI, No 2, 1985, pp. 324-331.

6- MOISSET, Jean J., "Pour une pédagogie universitaire basée sur la valorisation du potentiel humain", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 10, No 2, 1985, pp. 121-135.

6- MOISSET, Jean J., "Éducation et développement: à la recherche d'un nouveau paradigme", Revue canadienne d'études du développement, Vol. VII, No 1, 1986, pp. 65-79.

1,3,4- MONTMARQUETTE, Claude, HOULE, Rachel, CRESPO, Manuel et MAHSEREDJIAN, Sophie, Les interventions scolaires en milieu défavorisé, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1989, 144 p.

1- MORISSETTE, Dominique, Les inégalités scolaires au secondaire: une application longitudinale du paradigme du behaviorisme social, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. XVI, 1981, 230 p.

4- MORISSETTE, Dominique et LEDUC, Aimée, "Le sentiment de l'aliénation scolaire: une attitude apprise dans la famille et à l'école", L'orientation professionnelle, Vol. 17, No 3, 1981, pp. 9-36.

4,6- MOROSE, Joseph et OUELLET, Jacques, "Analyse de l'opinion des élèves concernant l'enseignement du français dans les écoles secondaires", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 7, No 3, 1981, pp. 85-108.

1- OLLIVIER, Émile, "Quatre thèses sur la transculturation", Cahiers de recherche sociologique, Vol. 2, No 2, 1984, pp. 75-90.

1- OLLIVIER, Émile, "Stratégies paradoxales des migrants et dimensions paradoxales de l'éducation interculturelle", in OUELLET, Fernand (éd.), op. cit., 1988, pp. 85-106.

1- OUELLET, Fernand (éd.), Pluralisme et école, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1988, 617 p.

4- OUELLET, Roland, "L'école dans la communauté et la société", Prospectives, Vol. 16, No 4, 1980, pp. 153-159.

4- OUELLET, Roland, "Implication sociale du directeur d'école", Information, Vol. 21, No 1, octobre 1981, pp. 10-14.

4- OUELLET, Roland, Influence de l'école sur les aspirations scolaires des jeunes de niveau secondaire, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. XV, 1982, 367 p.

4- OUELLET, Roland, "Effet de l'organisation scolaire sur la réussite scolaire", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XIII, No 1, 1987, pp. 85-97.

6- OUELLET, Roland, Difficultés d'adaptation des étudiants africains à l'étranger compte tenu des structures sociales, culturelles et scolaires de leur pays d'origine, Série conférence, No 14, Centre Sahel, Université Laval, mars 1989, 16 p.

3- OUELLET, Roland et AMBROISE, Antoine, "Le projet éducatif: une politique de mise en valeur des ressources du milieu", in J.-J. Bernier et Georges S. Tomkins, Curriculum Canada II. Étude du curriculum: conceptions et approches, Center for the Study of Curriculum and instruction, University of British Columbia, B.C., et Québec, Département de mesure et évaluation, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1980, pp. 64-80.

6- OUELLET, Roland et DIAMBOMBA, Miala, "Projet ouest-africain de formation de chercheurs en éducation", in Réactions de l'ACDI aux initiatives des universités dans le domaine du développement international: critères applicables à l'aide, Ottawa, ACDI-AUCC, nov.1980, pp. 23-27.

1- OUELLETTE, Monique, "L'éducation populaire au Québec: penser les pratiques", Revue internationale d'action communautaire, 2/42, automne 1979, pp. 77-82.

1- OUELLETTE, Monique, "Pédagogie militante: un regard sur deux démarches en éducation populaire", Revue internationale d'action communautaire, 3/43, printemps 1980, pp. 101-110.

1- OUELLETTE, Monique, Les mouvements sociaux et la problématique éducative au Québec. (Communication), Xe Congrès mondial de sociologie, Mexico, août 1982, 18 p.

1- PAGÉ, Michel (éd.), "Aspects d'un Québec multi-ethnique", Apprentissage et socialisation, Vol. 10, No 2 (numéro thématique), 1987, 136 p.

1,3- PAILLÉ, Michel, "Évolution des clientèles scolaires du réseau public de l'Île de Montréal dans le contexte des politiques linguistiques des années soixante-dix", Cahiers québécois de démographie, Vol. 19, No 3, 1980, pp. 71-96.

1- PAILLÉ, Michel, "Attraction des deux principales langues d'enseignement sur les divers groupes linguistiques au Québec, 1969-1970 à 1980-1981", Cahiers québécois de démographie, Vol. 10, No 3, 1981, pp. 397-42.

1- PAINCHAUD, G., BRAVAZ, F., GAGNON, A., JUNEAU, I., DESGROSEILLERS, R. et BELLAVANCE, M., Recherches connexes de la Commission, Annexe 4, in Commission Jean, 1982, op. cit., 102 p.

2- PAQUET, Pierre, "Les pratiques de formation en entreprise au Québec", Revue internationale d'action communautaire, 9/49, 1983, pp. 102-113.

1,2- PAQUET, Pierre et BÉLANGER, Paul, La formation professionnelle des adultes, sa signification sociale, Montréal, Institut Canadien d'éducation des adultes (I.C.E.A.), Annexe I, 1975, 244 p.

2- PAQUET, Pierre, DORAY, Pierre, BOUCHARD, Pierre, avec la collaboration de GRENIER, Diane, "Sondage sur les pratiques de formation en entreprises", in Commission Jean, Annexe 3, 1982, op. cit., 243 p.

3- PAQUETTE, Hermann et BROSSARD, Diane, "La participation des parents à l'école: pluralisme de concepts et de pratiques", in CRESPO, Manuel et LESSARD, Claude, (éd.), 1985, op. cit., pp. 273 à 338.

1- PAQUETTE, Louise, La situation socio-économique des femmes. Faits et chiffres 1989, Québec, Gouvernement du Québec, Les publications du Québec, 1989, 168 p.

1- PARENT, France, CLOUTIER, Renée et MURA, Roberta, "Bibliographie des recherches sur les femmes et l'éducation formelle au Canada et au Québec publiées dans la période de 1975-1986", Recherches féministes, Vol. 1, No 1, 1988, pp. 129-148.

2- PAYEUR, Christian, L'école et l'emploi, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec, 1987, 88 p.

2- PAYEUR, Christian, S'engager pour l'avenir. Formation professionnelle, éducation et monde du travail au Québec, Québec, Centrale de l'enseignement du Québec, 1990, 115 p.

3,5- PELLETIER, Guy et LESSARD, Claude, "Les enseignants et l'école polyvalente: pouvoir et participation", Information, Vol. 21, No 1, octobre 1981, pp. 26-31.

3- PELLETIER, Guy, et LESSARD, Claude, La population québécoise face à la restructuration scolaire, Montréal, Guérin, 1982, 214 p.

6- PERRAULT, Isabelle, Autour des jeunes, Reconnaissance bibliographique, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1988, 422 p.

1- PETITAT, André, Production de l'école, production de la société, Genève, Droz, 1982, 532 p.

6- PETITAT, André, "Entre l'histoire et la sociologie sur les rapports école/société; la perspective constructiviste", Revue Repères, No 5, 1985, pp. 87-110.

3- PICARD, Jean-Pierre, Les parents dans l'école ... du rêve au défi, Montréal, Éditions Ville-Marie, 1983, 332 p.

1- PIERRE-JACQUES, Charles, Le jeune Haïtien et l'école québécoise, Montréal, Centre de recherche Caraïbes, 1981, 93 p.

1- PIERRE-JACQUES, Charles, Enfant de migrants haïtiens en Amérique du Nord, Montréal, Centre de recherches Caraïbes, Université de Montréal, 1982, 132 p.

1- PINEAU, Gaston, Éducation ou aliénation permanente, Paris, Dunod, 1977, 296 p.

1- PINEAU, Gaston, "Éducation populaire autonome et université: une contradiction motrice", Revue internationale d'action communautaire, 2/42, 1979, pp. 117-126.

1- PINEAU, Gaston, Produire sa vie: autoformation et autobiographie, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1983, 419 p.

7- PINEAU, Gaston, "Histoire de vie et changement paradigmatique en éducation", Revue Repères, No 5, 1985, pp. 69-74.

1,2- POIRIER, Pierre et GAGNÉ, Évelyn, "Les variables déterminantes du choix de carrière de l'adolescente", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XI, No 2, 1985, pp. 319-342.

1,3- POSSIBLES, Possibles éducation, Vol.3, Nos 3/4 (numéro thématique), printemps-été 1979, 292 p.

6- POSSIBLES, Des acteurs sans scène. Les jeunes, l'éducation, Vol.8, No 2, (numéro spécial), hiver 1984, 200 p.

2,4- PRONOVOST, Louison, "Ecole, travail et délinquance, l'évolution de la délinquance juvénile dans le passage de l'école au travail", Critère, No 29, automne 1980, pp. 23-84.

1,2,6- PROVOST, Monique, Les nouveaux phénomènes sociaux: la catégorie sociale jeunesse, Annexe à la commission d'enquête sur les services sociaux, Québec, Gouvernement du Québec, 1988, 105 p.

3- PROULX, Jean-Pierre, La restructuration scolaire de l'Île de Montréal: problématique et hypothèses de solution, Montréal, Conseil scolaire de l'Île de Montréal, 1976, 516 p.

1- RECHERCHES FÉMINISTES, "À propos d'éducation", Vol. 1, No 1 (numéro thématique), 1988, 162 p.

6- RECHERCHES FÉMINISTES, Femmes et développement: mythes, réalités, changements, Vol. 1, No 2 (numéro thématique), 1988, 170 p.

1,2,3,4-RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES, Les CÉGEPS vingt ans après, Vol. 27, No 3 (numéro thématique), 1986, pp. 353-558.

1,2- RENAUD, Jean et BERNARD, Paul, "Places et agents: les divisions ethniques et sexuelles du travail au Québec de 1931 à 1981", Cahiers québécois de démographie, Vol. 13, No 1, 1984, pp. 87-100.

1,2- RENAUD, Jean, BERNARD, Paul et BERTHIAUME, Monique, "Éducation, qualification professionnelle et carrière au Québec", Sociologie et sociétés, Vol. XII, No 1, avril 1980, pp. 23-52.

7- REVUE REPÈRES, Les alternatives aux plans expérimentaux dans la mise à l'épreuve d'hypothèses en éducation, No 5 (numéro thématique), 1985, 120 p.

1- REVUE INTERNATIONALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE, Formation et éducation populaire, 3/43 (numéro thématique), printemps 1980, 175 p.

2,6- REVUE INTERNATIONALE D'ACTION COMMUNAUTAIRE, Les jeunes et le chômage, 8/48 (numéro thématique), automne 1982, 207 p.

4- RHÉAUME, Denis, "L'identification des représentations économiques des élèves du secondaire", Revue des sciences de l'éducation, Vol. X, No 2, 1984, pp. 217-232.

1- RIVERIN-SIMARD, Danièle, "Développement vocationnel de l'adulte, revue de littérature", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 8, No 1, 1983, pp. 17-46.

1,2- RIVERIN-SIMARD, Danièle, "Développement vocationnel des adultes 23-27 ans; attérissage sur la planète marché du travail", L'orientation professionnelle, Vol. 19, No 2, 1983, pp. 39-63.

1,2- RIVERIN-SIMARD, Danièle, "Développement vocationnel des adultes de 38-42 ans; essai de nouvelles lignes directrices", L'orientation professionnelle, Vol. 20, No 1, 1984, pp. 51-77.

1,2- RIVERIN-SIMARD, Danièle, "Développement vocationnel des adultes de 58-67 ans: transfert de champ gravitionnel", L'orientation professionnelle, Vol. 20, No 2, 1984, pp. 32-56.

1,2- ROBERGE, Pierre, La recherche ASOPE à mi-chemin: promesses et réalisations, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1979a, 131 p.

2- ROBERGE, Pierre, Le nombril vert et les oreilles molles: l'entrée des jeunes Québécois dans la vie active dans le second tiers des années 1970,Québec, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, et Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. IV, 1979b, 110 p.

1- ROBILLARD, Michel, "La clientèle des universités et la scolarisation au niveau universitaire de la population du Québec", Cahiers québécois de démographie, Vol. 6, No 1, 1977, pp. 25-54.

3- ROCHAIS, Gérard, "Réforme scolaire et conflits", Prospectives, Vol. 18, No 4, déc. 1982, pp. 165-176.

1- ROCHAIS, Gérard, Bibliographie annotée sur l'éducation des adultes, Commission Jean, Annexe 5, 1982, op. cit., 356 p.

5- ROSS, Paul H., "Le professionnalisme chez les enseignants. Une analyse prospective", Critère, No 25, printemps 1979, pp. 53-63.

3- ROSS, Vincent, "Les régulations réciproques des pouvoirs politiques, administratifs et professionnels dans les organisations de services publics: l'exemple du système d'enseignement québécois", in La transformation du pouvoir au Québec: le citoyen et les appareils, Actes du colloque de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1980, pp. 49-76.

1,2- ROY, Josée, "La question du sexisme dans les inventaires d'intérêts professionnels", L'orientation professionnelle, Vol. 15, No 5, 1980, pp. 34-51.

RYAN, Norman, "Une chronique de la recherche, Quelques travaux réalisés au Ministère de l'éducation au Québec", Questions de culture, No 1, 1981, pp. 167-187.

1- ST-GERMAIN, Claude, La situation linguistique dans les écoles primaires et secondaires, 1971-72 à 1978-79, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Éditeur officiel, 1980, 117 p.

6- ST-GERMAIN, Michel, Analyse de quelques facteurs relatifs au volet linguistique de la réforme éducative en Haïti, Ottawa, Faculté d'éducation, Université d'Ottawa, 1989, 19 p. (miméo)

2,6- ST-PIERRE, Céline, "Les jeunes et le travail: remise en question ou fuite en avant", Revue internationale d'action communautaire, 8/48, 1982, pp. 158-164.

4- SALAME, Ramzi F., et DÉSILETS-CAYER, Louise, "La socialisation de l'enfant à travers l'apprentissage de la lecture", Apprentissage et socialisation, Vol. 3, No 4, 1980, pp. 218-229.

6- SANTERRE, Renaud, L'éducation en Afrique Noire: recueil de textes choisis et présentés au département d'anthropologie, Québec, Faculté des sciences sociales, Université Laval, 1975.

6- SANTERRE, Renaud et MERCIER-TREMBLAY, La quête du savoir. Essais pour une anthropologie de l'éducation camerounaise, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1982, 889 p.

3,4- SIMARD, Jean-Jacques, "Détournement de mineur, l'éducation québécoise à l'heure de la bureaucratie scolaire", Recherches sociographiques, Vol. 23, No 3, 1982, pp. 405-428.

1- SYLVAIN, Louise, LAFORCE, Louise et TROTTIER, Claude, avec la collaboration de MASSOT, Alain et GEORGEAULT, Pierre, Les cheminements scolaires des francophones, des anglophones et des allophones du Québec au cours des années 70, Québec, Conseil de la langue française, Éditeur officiel, 1985, 328 p.

1,3- TADDEO, Donat J. et TARAS, Raymond C., Le débat linguistique au Québec. La communauté italienne et la langue d'enseignement, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1987, 246 p.

1- TCHORYK-PELLETIER, Peggy, L'adaptation des minorités ethniques. Une étude réalisée au CÉGEP de Saint-Laurent, 1989, 198 p.

5,6- THIVIERGE, Marise, Les instructrices laïques à l'école primaire catholique au Québec, de 1900 à 1964, Thèse de doctorat, Québec, Université Laval, 1981, 436 p.

3,5- THIVIERGE, Marise, "La syndicalisation des institutrices catholiques, 1900-1959", in FAHMY-EID, Nadia et DUMONT, Micheline, 1983, op. cit., pp. 171-189.

1,6- THIVIERGE, Nicole, Écoles ménagères et instituts familiaires: un modèle féminin traditionnel, Québec, Institut québécois de la recherche sur la culture, 1982, 475 p.

3,6 TREMBLAY, Arthur, avec la collaboration de BLAIS, Robert et SIMARD, Marc, Le Ministère de l'éducation et le Conseil supérieur, Antécédents et création, 1867-1964, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1989, 427 p.

3- TREMBLAY, Henri, Communication et participation dans l'école québécoise, Québec, Gouvernement du Québec, Service général des communications, Ministère de l'éducation, 1977, 169 p.

6- TREMBLAY, Henri, L'adolescence et la télévision: c'est tout un monde à observer!, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction de la recherche, 1985, 108 p.

4- TROTTIER, Claude, "L'impact des facteurs scolaires sur la réussite des étudiants au niveau secondaire: perspectives d'analyse et avenues de recherche", Revue des sciences de l'éducation, Vol. VII, No 2, 1981a, pp. 287-298.

4,5- TROTTIER, Claude, Teachers as Agents of Political Socialization, Les Cahiers d'A.S.O.P.E., Vol. XVII, 1981b, 324 p.

4,5- TROTTIER, Claude, "Les enseignants comme agents de socialisation politique au Québec", Revue canadienne de l'éducation, Vol. 7, No 1, 1982, pp. 15-43.

1,4- TROTTIER, Claude, "Le processus de sélection dans le système d'enseignement secondaire du Québec: évolution et éléments d'interprétation", L'orientation professionnelle, Vol. 19, No 4, 1984, pp. 32-66.

1,4- TROTTIER, Claude, "Le processus de sélection dans les écoles secondaires polyvalentes", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XII, No 1, 1986, pp. 89-108.

7- TROTTIER, Claude, "La nouvelle sociologie de l'éducation", Les Cahiers du LABRAPS, Série Études et documents, Vol. 1, 1987, 80 p.

7- TROTTIER, Claude, "La nouvelle sociologie de l'éducation en Grande-Bretagne: un mouvement de pensée en voie de dissolution", Revue française de pédagogie, No 78, janvier-février-mars 1987, pp. 5-20.

6- TURCOTTE, Denis, Étude comparative de la politique linguistique en Côte d'Ivoire et à Madagascar, Québec, Faculté des sciences sociales, Université Laval, 1978, 329 p.

6- TURCOTTE, Denis, "Éducation et langue en Côte d'Ivoire", Éducation canadienne et internationale, Vol. 9, No 1, 1980, pp. 62-72.

6- TURCOTTE, Denis, La politique linguistique en Afrique francophone: une étude comparative de la Côte d'Ivoire et

de Madagascar, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981.

6- TURCOTTE, Denis, "Politique, éducation et langue en Polynésie française", Éducation canadienne et internationale, Vol. 11, No 1, juin 1982, pp. 23-32.

6- TURCOTTE, Paul-André, L'éclatement d'un monde, Les clercs de St-Viateur et la révolution tranquille, Montréal, Éd. Bellarmin, 1981, 366 p.

6- TURCOTTE, Paul-André, L'enseignement secondaire public des frères éducateurs, Montréal, Éd. Bellarmin, 1988, 220 p.

3- TURMEL, André, "Entre la morosité et le projet collectif: l'université comme spectacle", Recherches sociographiques, Vol. 22, No 3, 1981, pp. 399-412.

5- TURMEL, André, "Universitaires et intellectuels", Recherches sociographiques, Vol. 23, No 3, 1982, pp. 387-404.

2- VAILLANCOURT, François et HENRIQUES, Irène, "La rentabilité des études collégiales", Recherches sociographiques, Vol. 27, No 3, 1986a, pp. 481-493.

2- VAILLANCOURT, François et HENRIQUES, Irène, "The returns to University Schooling in Canada", Analyse de politiques, Vol. 12, No 3, septembre 1986b, pp. 449-458.

7- VAN DER MAREN, Jean-Marie, "Les alternatives aux plans expérimentaux dans la mise à l'épreuve d'hypothèses en éducation", Revue Repères, No 5, 1985, pp. 11-14.

7- VAN DER MAREN, Jean-Marie, "Revoir la recherche en éducation: cesser de prédire pour mieux comprendre", Revue Repères, No 6, 1986, pp. 100-140.

1- VAN DROMME, Léon, "Changements morphologiques de la clientèle estudiantine de l'Université de Montréal au cours de la période 1950-1980", Revue des sciences de l'éducation, Vol. IX, No 2, 1983, pp. 279-300.

2- VANASSE, Diane, "Les diplômes des H.E.C. à leur entrée sur le marché du travail 1941-1980", Cahiers québécois de démographie, Vol. 10, No 1, 1981, pp. 49-66.

2- VÉZINA, Lucie et CORBEIL, Paul, Relance au collégial. Les sortants de 1976 à 1981, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, Direction des politiques et plans, 1984, 162 p.

3,5,6- VIGEANT-GALLEY, Paulette, Les enseignants et le pouvoir: histoire de l'Alliance des professeurs de Montréal: les luttes syndicales et le développement social (1952-1958), Montréal, Centrale de l'Enseignement du Québec - Alliance des professeurs de Montréal, 1981, 128 p.

4- VINCENT, Sylvie et ARCAND, Bernard, L'image de l'Amérindien dans les manuels scolaires du Québec, Ville LaSalle, Éd. H.M.H., 1979, 334 p.

1- WAGNER, Serge et LAPERRIÈRE, Micheline, "L'alphabétisation à Pointe Saint-Charles", Revue internationale d'action communautaire, 3/43, printemps 1980, pp. 127-143.

3- WENER, Normand, Les aspirations des parents de l'Île de Montréal face à la religion et l'école, Montréal, Conseil scolaire de l'Île de Montréal, 1975, 332 p.

3,5- WRIGHT, Alan, La C.E.Q., la P.A.P.T. et la professionnalisation des enseignants au Québec, 1960-1983: un projet inachevé, thèse de doctorat, Montréal, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal, 1985, 504 p.

ANNEXE

1. Revues et cahiers

Analyse de politiques
* Apprentissage et socialisation

Cahiers de recherche sociale
* Cahiers de recherche sociologique
* Cahiers québécois de démographie
Canadian Journal of Political Science
Critère

* Éducation canadienne et internationale

Information
Interface
Interventions critiques en économie politique

* Les Cahiers d'A.S.O.P.E.
* Les Cahiers du LABRAPS
Les publications du vice-décanat à la recherche, Faculté des sciences de l'éducation, Université de Montréal
Loisir et société
* L'orientation professionnelle

McGill Journal of Education

Perspectives universitaires
Possibles
* Prospectives

* Questions de culture

Recherches féministes
* Recherches sociographiques
Relations
* Repères
* Revue canadienne de l'éducation
Revue canadienne d'études du développement
Revue canadienne des études africaines
* Revue des sciences de l'éducation
* Revue d'histoire de l'Amérique française
* Revue internationale d'action communautaire

* Sociologie et sociétés

---

* Ces revues et cahiers ont fait l'objet d'un relevé systématique de 1976 à 1986.

2. Quelques centres de recherches, d'études et de documentation

Centrale de l'enseignement du Québec (Québec)

Centre de recherche en évaluation sociale des technologies (Université du Québec à Montréal)

Centre d'études et de documentation sur le développement de l'éducation en Afrique (Université Laval)

Centre de renseignements du Ministère de l'éducation du Québec (Québec)

Conseil de la langue française

Groupe de recherche sur la culture scientifique scolaire (Université Laval)

Institut canadien d'éducation des adultes (Montréal)

Institut de développement international et de coopération (Université d'Ottawa)

Institut québécois de recherche sur la culture (Québec)

Institut de recherche appliquée sur le travail (Montréal)

Laboratoire de recherche en administration et politique scolaires (Université Laval)

Office of Research and Development in Education (Université McGill)

3. Bibliographies et bilans bibliographiques

AMBROISE, Antoine et DE BILLY, Marie-Claude, "Les politiques éducatives récentes au Québec. Chronologie et bibliographie sélective annotée (1977-1983)", Les cahiers du LABRAPS, Série Études et documents, Vol. 2, 1987, 127 p.

CHARLAND, Jean-Pierre et THIVIERGE, Nicole, Bibliographie de l'enseignement professionnel au Québec, (1850-1980), Québec, Institut Québécois de recherche sur la culture, 1982, 482 p.

DESSURAULT, Guy, Recherche documentaire sur les professeurs du collégial, Vol. I, Formation et perfectionnement, Québec, Gouvernement du Québec, ministère de l'Éducation, 1981, 217 p.

DESSURAULT, Guy, Recherche documentaire sur les professeurs du collégial, Vol. II, Caractéristiques professionnelles et socio-culturelles, Québec, Gouvernement du Québec, ministère de l'Éducation, 1983, 244 p.

DESSURAULT, Guy, Recherche documentaire sur les professeurs du collégial, Vol. III, Le professeur de collège tel que souhaité et perçu, Québec, Gouvernement du Québec, ministère de l'Éducation, 1985, 258 p.

DUMONT, Micheline et FAHMY-EID, Nadia, "Bilan des recherches en histoire de l'éducation", in Actes du Congrès, 1987, op. cit., pp. 57-63.

GRÉGOIRE, Réginald, Les facteurs qui façonnent une bonne école. Rapport d'une recherche bibliographique sélective et analytique, Québec, Gouvernement du Québec, ministère de l'Éducation, Direction générale de la recherche et du développement, 1990, 78 p.

LAMONTAGNE, Jacques, Références sur l'Éducation en République populaire de Chine, 1985, 32 p. (miméo)

LEMELIN, Clément, "Bilan critique des recherches en économie de l'éducation", Revue des sciences de l'éducation, Vol. XIV, No 1, 1988, pp. 115-182.

PARENT, France, CLOUTIER, Renée et MURA, Roberta, "Bibliographie des recherches sur les femmes et l'éducation formelle au Canada et au Québec publiées dans la période de 1975-1986", Recherches féministes, Vol. 1, No 1, 1988, pp. 129-148.

PERRAULT, Isabelle, Autour des jeunes, Reconnaissance bibliographique, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 422 p.

RIVERIN-SIMARD, Danièle, "Développement vocationnel des adultes 23-27 ans; attérissage sur la planète marché du travail", L'orientation professionnelle, Vol. 19, No 2, 1983, pp. 39-63.

ROCHAIS, Gérard, Bibliographie annotée sur l'éducation des adultes, Commission Jean, Annexe 5, 1982, op. cit., 356 p.

RYAN, Norman, "Une chronique de la recherche, Quelques travaux réalisés au ministère de l'Éducation au Québec", Questions de culture, No 1, 1981, pp. 167-187.

LES CAHIERS DU LABRAPS

Série Études et recherche

Cocher

Vol.1, No 1, 1984
Les actes du colloque sur le projet de loi 40. Projet de loi en éducation, 1983 (118 p.) 2,00$ ☐

Vol.1, No 2, 1984
Temps, temps d'apprendre et itinéraires scolaires (Mellouki) (408 p.) 8,00$ ☐
L'auteur tente de démontrer que l'étudiant ou l'étudiante, dans son processus de décisions scolaires, n'est pas uniquement le produit des structures.

Vol.1, No 3, 1984
Le paradigme des effets pervers et l'inégalité des chances en éducation (Assogba) (256 p.) 8,00$ ☐
Dans cet ouvrage l'auteur fait l'hypothèse que l'aspiration à poursuivre des études au-delà du niveau secondaire relève, chez l'étudiant, de l'évaluation qu'il fait non seulement des coûts/bénéfices/risques de niveau économique et social, mais également de niveau psychologique.

Vol.2, No 1, 1985
La formation professionnelle "longue" au secondaire: attentes du milieu scolaire et du milieu du travail (Cournoyer, Drolet & Trottier) (415 p.) 9,00$ ☐
La formation professionnelle devrait-elle être dispensée en milieu scolaire? À quel niveau? À quel type de clientèle devrait-elle être offerte? Quels liens devraient exister entre la formation professionnelle en termes de savoir technique, de prévention et de socialisation? Telles sont les principales questions abordées dans le cadre de ce rapport de recherche.

Vol.3, 1987
Étude de projets éducatifs québécois
Tome 1: Problématiques et analyse générale ☐
(Laliberté & Robert) (298 p.) 10,00$
Cette étude est centrée sur le projet éducatif d'écoles locales, projet éducatif perçu comme un élément majeur de la politique du MEQ, dans la mesure où celle-ci se présente comme une invitation à développer des projets répondant aux besoins et aspirations du milieu. Le Tôme 1 présente les problématiques et l'analyse générale.

Vol.3, 1987
Étude de projets éducatifs québécois
Tome 2: Étude de cas (Bergeron, Laliberté &Robert) (521 p.) 10,00$ ☐
Le tome 2 présente les études de cas de 12 écoles de la Région de Québec.

Vol.4, 1987
Les divers cheminements de la formation de la relève agricole francophone du Québec (Filteau, Laliberté & Carel) (410 p.) 10$ ☐
Cette recherche traite de la formation des agriculteurs et agricultrices nouvellement établis sur une ferme québécoise en 1980-81 et 1984-85.

Vol.5, 1988
Le processus de classement des élèves dans une école secondaire polyvalente (Hart) 9,00$ ☐
L'objectif de cette monographie est de présenter une analyse qualitative du classement des élèves dans la stratification scolaire d'une école secondaire polyvalente sous l'angle du processus de décision dans lequel sont engagés les agents scolaires de même que les élèves et leurs parents.

Vol.6, 1989
La performance scolaire des étudiants du cégep I selon qu'ils ont fait leurs études secondaires au privé ou au public (Laforce, Deblois) 9,00$ ☐
Cette recherche compare la performance des cégépiens qui avaient obtenu aux examens du ministère de l'Éducation (Sec. 5) des résultats de 80% et plus. Or il s'avère que les étudiants issus des écoles publiques sont plus nombreux que ceux du privé à maintenir une performance de 80% et plus aux examens de Cégep 1.

Vol.7, 1989
Impact des études à l'étranger sur le développement des ressources humaines au Togo (Diambomba) 10,00$ ☐
Cette recherche examine la relation entre les études à l'étranger et les cheminements occupationnels des étudiants. Le but est de déterminer le degré de correspondance entre la formation reçue et les occupations exercées.

Série Études et documents

Vol.1, 1987
La "nouvelle" sociologie de l'éducation (Trottier) (80 p.) 6$
Les objectifs de cet essai sont a) de rendre compte de l'émergence du mouvement et de la critique que les "nouveaux" sociologues ont fait de la sociologie de l'éducation des années 60; b) de reconstituer les orientations qu'ils ont définies au cours de la première phase; c) de discuter des réorientations qu'ils ont proposées au cours de la deuxième phase en s'inspirant des théories de la reproduction.

Vol.2, 1987
Les politiques éducatives récentes au Québec (Ambroise & de Billy) (127 p.) 7$
Cette bibliographie sélective annotée présente les politiques les plus significatives issues de la vaste consultation menée à la suite de la publication du Livre vert sur l'enseignement primaire et secondaire au Québec (1977).

Vol.3, 1987 (3e édition 1988)
Origine et développement des structures d'éducation au Canada (Deblois) (78 p.) 6$
Cet ouvrage trace les origines des structures scolaires des différentes régions du Canada en accordant une place privilégiée au Québec. Outre le fait de souligner les étapes importantes de cette évolution d'une région à l'autre du pays, l'auteur dégage les forces sociales et les mouvements d'idées qui ont présidé à cette évolution historique.

Vol.4, 1988
L'administration scolaire et le défi paradigmatique (Deblois) (268 p.) 10,00$
À l'aide du concept de paradigme, l'auteur situe l'émergence du champ d'étude de l'administration de l'éducation dans le développement des sciences sociales et formule une critique à l'égard du concept de science qui le domine présentement. S'inspirant d'une littérature récente, l'auteur explore la possibilité d'un renouveau paradigmatique de ce champ d'étude.

Vol.5, 1989
L'évaluation du personnel de l'enseignement: fondements et méthodes (Salamé) (200 p.) 10,00$
Cette étude examine les fondements historiques, théoriques et méthodologiques de l'évaluation en éducation. La question de l'évaluation du personnel de l'enseignement est abordée sous l'angle des contextes conceptuels, politiques et juridiques. Enfin, cet ouvrage traite, de façon critique, de l'impact des modèles éducatifs sur les systèmes d'évaluation et des approches méthodologiques courantes en éducation.

DÉTACHER ET ENVOYER À

La librairie
des Presses de l'Université Laval
Case postale 2447, Québec
G1K 7R4

(Frais d'expédition 1,50$)

☐ Paiement ci-joint (chèque ou mandat)_____ $

☐ VISA No _____

☐ MASTER CARD No _____

Date d'expiration de ma carte de crédit _____

Date de validation _____ Tél.: _____

Signature _____

Nom (en majuscules) _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal _____

DATE: _____

Résumé

Au cours des dix ou quinze dernières années, les recherches dans le domaine de la sociologie de l'éducation au Québec ont été très nombreuses. Marqué par la conjoncture théorique et historique, le champ de la recherche dans ce domaine a évolué considérablement. À la fois les perspectives d'analyse, le choix des objets et même l'approche méthodologique ont subi des changements notables. De telle sorte que si l'on voulait dès maintenant décrire brièvement la situation présente, on pourrait la caractériser par un éclatement des objets d'analyse et par un questionnement tant sur le plan théorique que sur le plan méthodologique. C'est du moins une conclusion à laquelle mène un examen, dans ses grandes lignes, de l'évolution du champ de la recherche en sociologie de l'éducation. Cet examen auquel vous convie cet ouvrage, se poursuit à travers l'étude de quelques grands thèmes: l'accessibilité en éducation, les relations éducation et emploi, les politiques scolaires et les enjeux qui les sous-tendent, et les liens entre organisation, socialisation et apprentissage. Cette étude se conclut par un regard sur certains champs connexes à la sociologie de l'éducation.